

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Mulquinerie à Cambrai

des Origines à 1789

Essai d'Histoire Économique

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

soutenue le 8 Mars 1932, à 14 heures

PAR

André DOLEZ

JURY : *Président* : M. OLIVIER-MARTIN

Suffragants { MM. DESCHAMPS
LE BRAS

LILLE

SOCIÉTÉ ANONYME D'IMPRIMERIE
ET D'ÉDITIONS DU NORD

—
1932

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Mulquinerie à Cambray

des Origines à 1789

Essai d'Histoire Économique

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

soutenue le 8 Mars 1932, à 14 heures

PAR

André DOLEZ

JURY : *Président* : M. OLIVIER-MARTIN

Suffragants { MM. DESCHAMPS
LE BRAS

LILLE

SOCIÉTÉ ANONYME D'IMPRIMERIE
ET D'ÉDITIONS DU NORD

1932





Armoiries du corps des Mulquiniens.

D'argent à un évêque de carnation, vêtu d'une aube d'argent et d'une chape de gueules, enrichie d'or, sa teste couverte d'une mitre de gueules, bordée d'or, tenant de ses deux mains un suaire étendu de gueules, frangé d'or, avec la double représentation du Christ de carnation, entouré d'une écharpe ou linge d'argent, le tout accompagné en chef d'une éponge de sable à dextre et de ciseaux de même ouverts en sautoir à senestre.

D'Hozier. — Armorial général (1696), Registre I, page 761, blasons coloriés, page 605, armorial texte.

BIBLIOGRAPHIE

- BONASSIEUX ET LELONG : Inventaire analytique des Procès-verbaux du Conseil de commerce et Bureau du commerce (1700-1791). Aux Archives Nationales.
- BOULAINVILLIERS : *États de la France en 1698*. (Cambrésis ; Tome III). — Londres, 1737.
- BOULY : *Dictionnaire historique de la ville de Cambrai* — Paris-Cambrai, 1854.
- COMBIER : *Statistique de Cambrai à la fin du XVIII^e siècle*. — (Mémoires de la société d'émulation de Cambrai. Tome XXV, 1856).
- COULON : *La vente des charges et les corps de métiers à Cambrai en 1697*. — (Mémoires de la société d'Émulation de Cambrai. — Tome LVII).
- CHABAUD : *Mémoire historique sur la ville de S^t Quentin 1775*. — (Mémoires de la société académique de S^t Quentin. Tome 6. — 1883).
- DEMANGEON : *La Picardie et ses régions voisines : Artois, Cambrésis, Beauvaisis*. — Paris, 1905.
- DIEUDONNÉ : *Statistique du département du Nord*. — Douai, An XII.
- DUBRULLE : *Cambrai à la fin du moyen âge*. (XIII^e-XVI^e siècle). — Lille, 1904.
- DUPONT : *Histoire ecclésiastique et civile de Cambrai et du Cambrésis*. — Cambrai.
- DURIEUX : *Les corps de métiers à Cambrai avant le XVI^e siècle*. — (Mémoires de la société d'Émulation de Cambrai. Tome XL).
— *La foire de S^t Simon et S^t Jude*. (Mémoires de la société d'Émulation de Cambrai. Tome XL).
- *Les drapiers cambrésiens*. (Mémoires de la société d'Émulation de Cambrai. — Tome XLI).

ESPINAS : *La vie urbaine de Douai.* — Paris 1913.

La draperie dans la Flandre française au moyen-âge. — Paris, 1921.

Un ouvrage récent sur l'origine des villes médiévales. (Revue historique de droit, 4^e série. Tome VIII. — 1929. N^o 1).

FINOT : *Droits seigneuriaux dûs aux Evêques de Cambrai en 1275 et note sur le commerce et l'industrie de cette ville au XIII^e siècle.* (Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques. Année 1891 — Extrait N^o 3. — Paris, 1892).

GAILHARD-BANCEL : *Les anciennes corporations de métiers et la lutte contre la fraude dans le commerce et la petite industrie.* — Paris, 1912.

GODEFROID : *Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes.* — Paris, 1888.

HAUSER : *Les ouvriers du temps passé.* (XV^e et XVI^e siècle). — Paris, 1899.

HAVARD : *Dictionnaire de l'ameublement et de la décoration depuis le 13^e siècle jusqu'à nos jours.*

HÉCART : *Dictionnaire Rouchi-français* (3^e édition). — Valenciennes, 1834.

LE CARPENTIER : *Histoire généalogique des Païs-Bas ou Histoire de Cambray et du Cambrésis.* — Leyde, 1574.

LE GLAY : *Lettre écrite à un membre de la société d'Émulation de Cambrai sur le mot « mulquinier »* — Archives historiques et littéraires du Nord de la France. Tome I. — Valenciennes, 1829.

LEMAY ET ROBIN : *Le Nord.* — Paris (Albin Michel).

LEQUEUX : *Les édits royaux sur la filature et la mulquinerie et les résistances locales dans le Hainaut et le Cambrésis au XVIII^e siècle.* (Communication faite aux journées d'Histoire du Droit, tenues à Valenciennes les 3 et 4 mars 1930. — Société d'Histoire du droit des pays flamands, picards et wallons. — Lille).

LUCHAIRE : *Les communes françaises à l'époque des capétiens directs.* — Paris, 1890.

MALOTET : *L'industrie et le commerce des toiles fines à Valenciennes dans les temps modernes.* — Revue du Nord. Tome I. — 1910.

MARTIN SAINT-LÉON : *Histoire des corporations de métiers.* — Paris, 1897.

OTTOKAR : *Le rôle de la commune et de la charte communale dans l'histoire des villes françaises au moyen âge*. Revue d'histoire du Droit. Tome IV, 4^e fascicule. Haarlem, 1923.

PICARD : *Saint Quentin, de son commerce et de ses industries*. (2 volumes). — St Quentin, 1865 et 1867.

Société académique de St Quentin. — Tome 6 des mémoires, 1883.

THELLIEZ : *Petite histoire de Cambrai et du Cambrésis*. — Cambrai.

WILBERT : *Les corps de métiers et le commerce de Cambrai du XII^e au XVI^e siècle* (Mémoires de la société d'Émulation de Cambrai. Tome XXX, 1^{re} partie).

TABLE DES ABRÉVIATIONS

A. C : — Archives communales de Cambrai.

A. D : — Archives départementales du Nord.

A. N. : — Archives nationales.

N. B. — Dans les notes, les références étant indiquées par le nom seul de l'auteur, nous prions le lecteur de se reporter à la Bibliographie pour le titre complet de l'ouvrage.

INTRODUCTION

« Le peuple de Cambray est un peuple d'un naturel
» ouvert et agréable, grandement industrieux, fort ad-
» donné au trafic, mais particulièrement aux ouvrages des
» mains et aux mécaniques : le plus industrieux, le plus
» rare et le plus admirable de tous ses ouvrages est celui
» des toilles, qu'il peut faire aussi fines et aussi desliées
» que l'araignée fait la sienne, et qui sont trop fois plus
» précieuses et plus chères que la soye mesme, conñues
» de toutes les Nations sous le nom de toilles de Cambray.

« Les cambrésiens tirent de ce travail un grand profit
» et amassent de grands thrésors de leurs travaux, qui se
» transportent journellement jusques aux contrées les
» plus éloignées de l'Univers où ils sont receus accüeillis
» et portez des plus grands avec plus d'honneur et de pom-
» pe, que les plus beaux diamans des Indes orientales. Les
» plus barbares mesme et les plus sauvages de toutes les
» nations septentrionales (ce sont les Lapponiens) ont les
» toilles de Cambray en tel respect et en telle estime què
» lorsqu'ils en peuvent attraper quelque petite pièce, ils
» en parent leurs Dieux et leurs idoles, jugeans les hommes
» indignes d'envelopper et d'orner la saleté de leurs corps
» de la blancheur et de la beauté d'un si digne et si subtil
» travail. Si j'en parle de la sorte c'est pour en avoir esté
» tesmoin oculaire et leur avoir donné moy-mesme de
» courtoisie une aulne de cette fine toile, dont le prix leur
» semblait inestimable.

« Si quelques vieilles poésies donnent aux Cambrésiens
» les épithètes de Haragneus, Hargneux, Aragneux, Ar-
» gniers ou Hargniers, ne croyez pas avec le vulgaire que

» c'est à cause de leur humeur chagrine et importune, qui
» est expliquée par le mot de Hargneux (Morosus), mais à
» cause de la subtilité de leur travail, qui ressemble en tous
» ses points à celui de l'araignée. Ce que Watrelos et Gelie
» nous donnent fort bien à entendre par les mots d'Arane-
» osos, et d'Ananearios, du mot Aranea, d'où sont compo-
» sez ces mots d'Aragniers ou d'Aragneux, c'est à dire
» tenant de la toile d'araignée. Épithète tout à fait glo-
» rieux pour les Cambrésiens, qui ont trouvé l'invention
» d'imiter avec leurs mains le plus fin, le plus mince et le
» grêle et délié travail, que la nature a inspiré à l'une de
» ses plus petites et plus subtiles créatures ».

C'est en ces termes que s'est exprimé, en parlant des
« toilles de Cambray », Jean Le Carpentier, dans son
« Histoire généalogique des Pais-Bas ou Histoire de Cam-
» bray et du Cambrésis »¹.

Le jugement de cet historiographe ne semble pas
exagéré : la renommée de Cambray provenait et pro-
vient encore de son industrie textile, bien que cette ville
puisse s'enorgueillir de ses brasseries, sucreries, blanchis-
series, fabriques de chicorée, de chocolat, etc.

« Plus que tout autre c'était la corporation des mul-
» quiniens, fabricants et vendeurs de toiles de lin ou
» toilettes », qui faisait la réputation de Cambrai. Les
» toilettes » de Cambrai, à cause de leur blancheur et
» de l'exceptionnelle ténuité de leur fil furent renommées
» de tout temps. Il y en avait deux espèces² : une de tissu
» plus clair, le « linon », l'autre de tissu plus serré, plus
» compact, plus battu par le battant du métier, d'où lui
» est venu peut-être son appellation « batiste », (on disait
» toiles batiches, comme toiles atramiches, à trame d'é-
» toupe) ; d'autres font venir ce nom de celui de son

I. 1^{re} partie, chap. XVI, p. 291 et s.

2. « Toilettes, sorte de toile extrêmement fine qui comprend les baptistes
et les clairins ou linons » — Mémoire sur le commerce réciproque entre la
Flandre françoise et la Flandre cy-devant Espagnolle à présent Autrichienne
Juin 1713. (A. N. G⁷, 1700).

Dans le même sens, Picard. Tome I, p. 160 et s.

» inventeur, Baptiste³, originaire de Cantaing⁴ », près Cambrai.

Ces « toilettes » se répandirent non seulement à travers la France et l'Europe, mais encore par « toutes les parties du monde entier ». Pour connaître les raisons d'une telle vogue, il suffit de parcourir le mémoire que les « maîtres fabricants et marchands de toilettes de la ville et cité de Cambray » adressaient, le 2 novembre 1789, au « comité de commerce, manufactures, agriculture et industrie nationale⁵ ».

« La filature de Cambrai, écrivaient-ils, surpasse » toutes filatures quelconques par son égalité, sa finesse » (il y a de ce fil de lin si fin qu'il en faut 200.000 aunes » de France pour une livre pesant) et sa force, si vrai que » ses qualités inférieures ou médiocres non propres à la » fabrication, sert de trême dans la Batiste ou à faire » la première et supérieure qualité des fils à dentelles de » Valenciennes et Malines ».

Il s'ensuit que « les toilles et matières fabriquées sont » d'une finesse et beauté digne d'admiration et en un » mot inimitable hors de la province... Les efforts infruc- » tueux que l'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande et la Russie » ont fait pour y parvenir sont les preuves de cette asser- » tion⁶ ».

3. Voir ci-après p. 14.

4. Thelliez p. 25 et s.

5. A. N. F¹² 652.

6. « Les Anglais attentifs à faire valloir toutes les branches de leur commerce et à attaquer le notre dans toutes ses parties, ont voulu d'abord » établir de pareilles manufactures chez eux ; mais elles n'ont pas eu plus de » succès que de pareils établissements qu'on avait voulu faire en Silésie. Les » sleyers de Silésie n'imiteront jamais nos batistes ». — Observation de M. de Montaran A. N. F¹² 655.

« L'Écosse et l'Irlande cherchent depuis 30 ans à nous imiter, mais ce » peuple industriel est loin encore de la perfection de notre fabrication, » il ne se rebute pas cependant et tourmente notre fabrique par des enlève- » ments de fils continuels qu'il fait sortir par Le Cateau Cambrésis et autres » passages de la frontière.. La Silésie contrefait tous nos articles Batistes » et Linons, leurs qualités sont inférieures, mais ils conviennent par leur » bas prix à l'Amérique Espagnole et au Brésil dont ils nous ont enlevé la » plus grande consommation.» Observations d'un négociant de Saint-Quentin sur la fabrique des Linons et Batistes aux citoyens membres du comité du salut public. An III. A. N. F¹² 1429.

Cf. Picard. Tome I, p. 159, 195 et 221.

Les « maîtres fabricants et marchands de toilettes » exposaient ensuite les motifs qui militaient en faveur de cette « fabrication peu imitable » :

— le sol du Cambrésis « presque seul propice au report et production des lins fins ».

— « La qualité et propriété de nos Eaux à Rouir et » pourrir Lesdits Lins, qualité d'Eaux qui donne auxdits » Lins un degré de division par conséquent la finesse » inappréiable ».

— « l'adresse de nos habitans à apprêter ces Lins et » à l'habitude du sexe de notre province de Le filer avec » une telle dextérité qu'il semble que La nature L'en ait » douée en don particulier ».

— les « talents des Artistes en l'Aporet des différentes » matières et outils propres à cette fabrication ».

— « la singulière industrie qui avec une délicatesse » inouïe travaillent ces fils selon les vœux des amateurs » de toutes Les Nations qui commandent leurs goûts, » ouvrages en gazes à un ou plusieurs fils, Thûl, fleurs, » animeaux et tels figures désirables ; Enfin ces ouvriers » exécutent sur Leurs toilles tous les desseins qui Lui » sont présentés ».

— les « terrains ou sol dans Lesquels Les caves⁷ sont » creusées parce qu'étant d'une espèce de marle ou d'ar- » gile qui ne se trouve point chez l'Étranger Et qui ont » L'avantage d'entretenir Les toilles sur Les métiers » dans un degré d'humidité nécessaire à La fabrication » sans les exposer à La pourriture ».

7. « On travaille les toilettes dans des caves qui tirent leur jour par un » chassis de vitrages pratiqués au dessous de la voûte, sur la rue ou sur une » cour, lequel chassis se prolonge sur toute la longueur de la cave. Ces chassis » sont inclinés vers le haut, ont à peu près 1^m30 centimètres (4 pieds) de hau- » teur, et leur inclinaison est d'environ 3 décimètres 24 (1 pied). Dans un des » panneaux du vitrage, un carreau mobile est pratiqué au moyen duquel on » peut recevoir un peu d'air au besoin. Le vitrage entier est recouvert la » nuit par des volets de bois assez forts, amovibles et assujettis par une barre » de fer transversale que retiennent à chaque extrémité des boutons à clavet- » tes — Les outils ou métiers sont disposés dans la longueur de la cave, de » manière que l'ouvrier a le jour à sa droite — Dans les villages, on place » aussi les métiers dans des rez-de-chaussée où il y a peu d'air et où le soleil » perce difficilement, parce qu'autrement le parement sécherait trop vite ».

(Dieudonné. Tome II).

— « Enfin, les aliments et boissons du pays influent » également et notablement sur cette fabrique en ce que la » salive des fileuses et des ouvriers étant toujours une » portion active et coopèrent à leurs opérations, il est » incontestable que n'existât-il que ce moyen conserva- » toire de cette fabrique, il serait seul suffisant pour nous » La conserver ».

Les fabricants de ces « toilettes » étaient appelés — et ils le sont encore dans « les vallées de la Selle et de l'Erclin » ⁸ « meulquiniers » ou « mulquiniers » ⁹, appellation qui dérive du mot « meulquin » ou « molquin ».

« Molquin » qu'on trouve aussi écrit « mollequin » paraît se composer de deux termes : « molle » et « quin ». Le premier terme « molle » est un mot germanique qui signifie « toile fine, mousseline » ; le second « quin » est assurément la transcription wallonne du mot flamand « ken », équivalent de l'allemand « chen », c'est-à-dire un diminutif. Alors le sens de « mollequin » est tout naturellement celui d'un diminutif de toile. Il s'ensuit que l'appellation « toilette » dont se servaient les mulquiniers ne serait que la traduction française très exacte du terme flamand « molleken » ¹⁰.

Cette toile fine était, à Cambrai, connue de temps

8. Thelliez, p. 27.

Cf. Demangeon, p. 298 : « L'Industrie des toiles fines, batistes et linons, persiste dans un groupe de villages autour d'Avesnes les Aubert (Haspres Saulzoir, Villers en Cauchie).

9. Cf. Le Glay (lettre sur le mot mulquinier).

10. Nous devons cette indication étymologique à l'aimable obligeance de M. H. Boone, de Cambrai, membre de la Commission historique du Nord et de la société d'Emulation de Cambrai et correspondant du Ministère de l'Instruction publique.

— Dans son dictionnaire Rouchi-français, Hécart donne, au mot « murquenier », l'explication suivante : « Le mot molequin, qui se trouve dans nos » anciens auteurs, notamment dans le roman de la Rose, peut-être pris du » latin mollis, en y ajoutant la désinence quin qui, dans plusieurs mots » d'origine belge, est le diminutif ».

— D'après Henry Havard (dictionnaire de l'ameublement) « le mot mulquinier dérive de molochin, dont on a fait mullequin, mot duquel on s'est » servi pour désigner, dans le principe, une couleur fauve. De la couleur, le » nom est passé à l'étoffe, puis il s'est appliqué à tous les tissus écrus ».

— D'après Littré (dictionnaire de la langue française), le terme mulquinier aurait pour étymologie le mot mullequin (ancienne espèce d'étoffe) qui dériverait du mot grec *μολοχην* qui veut dire mauve, à cause, suivant Du Cange de la couleur de l'étoffe.

immémorial. Les Cambrésiens, pour qui elle constituait une spécialité appréciée, en étaient très fiers et lui supposaient volontiers une origine illustre et reculée. Ayant trouvé au XVI^e siècle, au cours de fouilles près du monument mégalithique appelé les « Pierres Jumelles », un cippe romain portant le nom d'un certain Canusius, ils ne craignirent pas de lui attribuer l'honneur de l'invention, quoique sans aucune preuve ni présomption sérieuse. La tradition assure lisons-nous dans un mémoire du XVIII^e siècle, que « la culture du lin, sa filature et sa » fabrication y a été introduite par le proconsul romain » Canusius, décédé l'an 27 avant la venue du Messie sous la » préfecture d'Octavien César, 4^e président de la gaulle » cheveluë ; son tombeau est désigné près de Cambrai » par les pierres jumelles » ¹¹.

Plus récemment, on en a attribué l'invention à un certain Batiste Cambray, natif de Cantaing, qui aurait vécu vers 1300. Une statue lui a même été élevée, par souscription, dans le jardin public de la ville, mais son existence, parfaitement ignorée jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, semble tout à fait hypothétique ¹².

La ville de Cambrai aurait donc été « le berceau de la » précieuse et très importante manufacture des clairs Batiste, communément appelées et reconnues dans toutes » les parties du globe entier sous la dénomination de toilles » de Cambrai » ¹³ ou de « cambrésines ».

Le Magistrat de Cambray l'a proclamé en 1689 : « de » temps immémorial, la principale manufacture de la dite » marchandise a été introduite audit Cambray et les habitants de tout l'univers ont toujours désiré d'en avoir » pour leur provision et trafic, les appelant, comme ils

11. Mémoire des maîtres fabricants et marchands de toilettes de Cambray, 1789. A. N. F¹² 652.

12. Cf. Dieudonné. Tome II, Malotet, p. 281 et Wilbert p. 361.

13. Dieudonné, Tome II.

A noter que la ville de Valenciennes a prétendu également à l'honneur d'avoir été le berceau des « toilettes » (Malotet, p. 281). Or, d'après un manuscrit que l'on trouve dans les archives de Valenciennes et qui porte la date de 1780, le commerce des toilettes y était « établi de plus d'un siècle » (Picard. Tome, I p. 170). Par ailleurs, M. Malotet a écrit (p. 282) : « Valenciennes ne paraît avoir fabriqué les toiles batistes qu'assez tard, à la fin » du XIV^e ou au commencement du XV^e siècle ».

» font encore à présent, toilles de Cambray, tant en Espa-
» gne, Italie qu'autres pays éloignés ; ce qui est en partie
» présentement diminué, à raison que ceux des villes voi-
» sines sy comme Valenciennes, Douay, Bapaume, Saint-
» Quentin, ¹⁴ et autres semblables ¹⁵ attirent à eux esdits
» lieux bonne partie des fillets par tonneaux et autrement
» qui sont faits et fabriqués par deça et fabriquent eux-
» mêmes à présent esdites villes, des pareilles toiles, les-
» quelles ils envoient, en après, en pays lointains et étran-
» gers où ils le vendent et font vendre pour toilles de Cam-
» bray et les appellent toiles de Cambray comme si elles
» auraient été faites en ladite ville » ¹⁶.

14. « Le commerce des batistes gazes et linons unis rayés et brochés y
» aurait été apporté de Courtrai en 1595 par Jean Cromelick, dont la postérité
» répandue dans tous les pays du monde a changé le nom en celui de Cromelin »
(Chabaud, p. 245).

A la même page, en note, nous lisons : « Suivant M. Ch. Picard (tome I. p.
» 152 et suiv.) Jean Cromelick aurait apporté vers 1570 à Saint Quentin l'in-
» dustrie des toiles fines et claires. Jean Cromelick était le septième enfant
» d'Armand Pieter Cromelick qui vivait à Ingelmunster, petite ville située à
» treize kilomètres au nord de Courtrai. Pieter Cromelick avait une maison de
» commerce de toiles fines à Courtrai » lorsqu'il fut forcé de s'expatrier pour
» fuir les rigueurs du gouvernement espagnol qui persécutait les protestants.

15. Notamment Péronne et Beauvais. A. N. F¹². 73 f. 234 et G⁷ 1700,
(Mémoire sur le commerce.. p. 34).

16. Bouly, p. 394.

Malotet (p. 294) a écrit ce qui suit : « La toile de Cambrai était renommée
» dès le commencement du XVI^e siècle. Dans l'inventaire du duc de Bourbon
» Augueperse, 1507, nous notons le passage suivant : « Quatre linceulx de qua-
» tre toilles, de toile de Cambray. » Leur réputation se maintenait au siècle
» suivant. Le commerce de ces toiles était assez important à Paris pour qu'elles
» fussent mentionnées spécialement dans les statuts des maîtres toilières
» et lingères de la capitale. Ces marchandes, par leurs statuts corporatifs
» homologués en 1644, avaient seules le droit de vendre dans Paris les
» toilles de lin, chanvre, batiste, linon, Cambray, Hollande. » (Havard.
» Dictionnaire de l'ameublement depuis le XIII^e siècle jusqu'à nos jours,
» article Cambray).

SOURCES

Pour mener à bien cette étude, nous nous sommes servis surtout des manuscrits ; ils ont constitué la plus large part de notre documentation. Au cours de nos recherches, en effet, nous n'avons trouvé aucun ouvrage sur la mulquinerie. Nous confessons toutefois que les études générales sur les corporations de Cambrai, que nous ont laissées MM. Wilbert et Durieux, nous ont été d'un grand secours.

Parmi les documents émanant des archives communales de Cambrai, nous mentionnons d'une façon spéciale un volumineux manuscrit de 349 feuillets, « le livre aux bans » — AA 101 — écrit au XV^e siècle. « C'est un recueil officiel des divers règlements de police édictés par le Magistrat en toutes matières et des statuts qui régissent les corps de métiers : les uns et les autres sont antérieurs, pour la plus grande partie, à l'époque où ils ont été rassemblés et pour ainsi dire codifiés »¹.

« A la suite de chacun de ces règlements et statuts, on a transcrit, au fur et à mesure qu'elles se produisaient, les modifications nées du perfectionnement des industries, de l'extension des rapports commerciaux ou de

1. « Ce registre renferme 70 bans publiés avant 1499. On peut les répartir en deux catégories » :

« a) les règlements de police proprement dits, déterminant les obligations et les peines délictueuses relatives aux marchés publics, à la qualité des denrées, à la salubrité.

« b) les règlements et statuts des corps de métier.

« Cette dernière catégorie peut à son tour former deux classes, l'une comprenant les professions purement commerciales, ayant pour objet le simple négoce ; l'autre comportant les métiers manuels ou créateurs, qui fabriquent de toutes pièces ou mettent en œuvre des matières premières », (Durieux. Le corps de métiers, p. 136. M. Durieux en a donné, dans les pages suivantes, une énumération complète).

» progrès social, imposant, là comme ailleurs, ses lois bien-
» faisantes »².

Dans ce « livre aux bans », nous avons examiné, pour les besoins de notre travail :

- a) les bans ordonnés pour « le feste de Cambray » (23 articles)³.
- b) les statuts des « teliers-linges », tisserands de batiste, 1407, (16 articles. Patron : saint Pierre)⁴.
- c) les statuts des « liniers (8 articles)⁵.
- d) les ordonnances faites par le Magistrat sur « le mulquinerie omple » avec les additions faites notamment le 26 octobre 1461 et le 20 septembre 1499, (23 articles. Patron : le saint Suaire)⁶. D'autres additions furent faites les 6 juillet, 26 août et 8 octobre 1602 et les 3 et 4 février 1626.
- e) les « Règlement, polices et ordonnances pour le stil de la meulquinerie, ourdoirs, ros, longueur des toiles batistes, meulquiniers, bueurs, ployeurs, coultiers, mayeurs », 3 février 1628, (13 articles)⁷.
- f) l'ordonnance sur la longueur des ourdoirs, 14 octobre 1634.

C'est du Magistrat, cette autorité urbaine, qu'émane la majeure partie de notre documentation. Mais, comme le signale très justement M. Espinas, dans son ouvrage remarquable sur « la Draperie dans la Flandre française au moyen-âge »⁸. « Ce sont des pièces théoriques de nature législative, règlements de diverses sortes, particuliers ou généraux allant d'ordres très restreints à des ordonnances complexes, ou des textes mixtes, d'origine » et de fin judiciaires dans l'ensemble, de nature à la fois

2. Durieux : « Les corps de métiers », p. 135 et s.

3. Ces bans ont été publiés par M. Durieux : « La foire de Saint Simon et St Jude ».

4. Ces statuts ont été publiés par M. Dubrulle : « Cambrai à la fin du moyen-âge ».

5. *id.*

6. Pièces justificatives I.

7. Pièces justificatives II.

8. Tome I, p. 12.

» abstraite et concrète suivant le côté envisagé et la partie
» considérée du document... ce sont enfin des textes pra-
» tiques, nomination et listes d'inspecteurs économiques,
» intéresssants pour l'histoire de l'administration »⁹. « Il
» est à peine besoin de faire ressortir les avantages comme
» les inconvénients de principe des pièces législatives. Les
» règlements forment sans doute la base des connaissances,
» en ce sens qu'ils sont le droit c'est à dire non seulement
» la loi, mais la généralité et la continuité ; ils sont com-
» muns et durables ; ils s'élèvent au dessus des faits, de
» ce qui est contingent et temporaire ; ils sont à la fois
» comme la conséquence et la cause, comme la préparation
» et le résumé. Mais et par cela même, ils ne sont aussi que
» la théorie, c'est-à-dire l'abstraction ; ils ne nous font
» pas connaître les événements ou les raisons qui les ont
» amenés et les résultats qu'eux-mêmes vont entraîner ;
» d'un mot, ils manquent de vie et nous tiennent à l'écart
» de la réalité »¹⁰.

Aux archives départementales du Nord, nous avons surtout trouvé des renseignements statistiques.

Quant aux archives Nationales, nous y avons dépouillé un grand nombre de cartons des séries F¹² (commerce et industrie) et G⁷. (Contrôle général des Finances). Nous avons exhumé des documents qui nous ont paru d'une certaine importance : Mémoires des maîtres fabricants et marchands de « toilettes » de la ville de Cambray, Mémoires des inspecteurs des manufactures, observations des intendants de commerce, etc...

Nous avons également recherché les arrêts du conseil d'État du roy (série AD*) portant « Règlement pour les » toiles batistes et linons qui se fabriquent dans les Pro- » vinces de Picardie, d'Artois, du Hainaut, de la Flandre » françoise, du Cambrésis et dans les généralitez de Paris » et de Soissons ».

9. Dans cet ordre d'idées, nous devons signaler, aux archives communales de Cambrai, le document BB 17 (1619-1697) : « Registre des offices conférés par Messieurs les Échevins et Magistrat de la ville, cité et ducé de Cambray ».

10. Espinas : « La draperie ». Tome I, p. 22.

Au surplus, nous manquerions aux devoirs que nous dicte la reconnaissance, si nous passions sous silence les conseils et les indications de ceux qui ont bien voulu s'intéresser à nos travaux. Qu'ils reçoivent ici l'expression de nos sentiments de vive gratitude.

En livrant cet essai, nous demandons l'indulgence à notre égard si des erreurs, omissions ou interprétations inexactes se sont glissées dans notre travail et nous nous estimerons satisfait de nos efforts si l'on veut bien reconnaître que nous l'avons conduit avec un souci de loyauté absolue.

PLAN

Et maintenant que nous avons esquissé les raisons qui militaient en faveur de la « finesse des toilettes » et, par suite, de leur vogue « par toutes les parties du monde entier », et indiqué les documents de première main qui ont été, au cours de cette étude, nos guides constants, nous étudierons, dans le chapitre premier, les origines et l'histoire de la mulquinerie, en y consacrant quelques mots sur les différentes thèses qui expliquent le fait de la subordination de la corporation au Magistrat.

La composition du métier — apprenti, compagnon, maître, mateur, confrérie — fera l'objet du chapitre deuxième, auquel nous ajouterons quelques notes sur les sanctions.

L'industrie des « toilettes » sera examinée dans le chapitre troisième ; nous passerons en revue les différentes phases de la « manufacture » : le fil de mulquinerie, le tissage de la « toilette », l'« ensaigne », la « mercque », le blanchiment, l'apprêt et le pliage.

Le chapitre quatrième sera consacré au commerce local et extérieur des « toilettes », dont la vente ne pouvait se faire que par l'intermédiaire des courtiers et aux charges qui grevaient ces étoffes, charges qui étaient perçues au profit de l'« hôtel de ville » et des « Fermes générales du Roy ».

Enfin, dans notre conclusion, nous signalerons que, pour lutter contre la concurrence déloyale qui sévit encore actuellement sur le marché, une proposition de loi a été déposée au Parlement pour défendre la propriété des appellations « linons et batistes », toiles dont la réputation est mondiale et qui ont fait, au Moyen-âge, la prospérité de la ville de Cambray.

CHAPITRE-PREMIER.

ORIGINES et HISTOIRE du MÉTIER

Section I. — Origines du pouvoir du Magistrat

Pour comprendre la relation étroite que l'on verra unir le pouvoir municipal (et après lui le pouvoir royal), et la corporation des mulquiniers, il serait utile d'exposer, au préalable, en quelques mots, les origines de ces deux groupements à Cambray. Il est de toute évidence, en effet, — pour s'en convaincre, il suffit de parcourir les ordonnances échevinales — que les maieurs des corporations étaient soumis au Magistrat¹. Il importerait donc de déterminer les causes de cette subordination. Mais, comme différentes thèses ont été soutenues, notre intention n'est pas d'entreprendre la discussion de cette question qui, du reste, ne rentre pas dans le cadre de notre sujet. Nous nous bornerons simplement à signaler cette controverse.

1. A. C. BB 17 :

« Anthoine Michel Meulquinier at par Messieurs (du magistrat) esté receu » et admis a mayeur des meulquiniers... » (1621) p. 25.

» Henry Thellier.. at par Messieux esté pourveu de l'estat et office de mayeur de meulquinier.. » (1631), p. 108^{vo}.

» Pierre Levra et Germain Pierquin.. ont estez establis maieurs de mulquiniers... » (1646), p. 208.

» Jacques Carton... a par Messieurs esté commis mayeur des meulquiniers » (1649), p. 225 ».

Cf. Dubrulle, p. 65.

Indiquons tout d'abord l'opinion de M. Luchaire. Dès les temps carolingiens, sinon avant, les marchands avaient formé des associations dans un but d'entraide, en raison des risques du commerce à longue distance.

Ces sociétés marchandes étaient de deux sortes :

a) la communauté des marchands, c'est-à-dire : « le » haut commerce, celui qui faisait la vente en gros, qui » voyageait, qui allait de foire en foire pour ses opérations » de vente et d'achat, qui joignait même aux gains commerciaux les profits de la banque » ². Ces marchands formaient le groupement aristocratique.

b) les métiers composés des artisans et des petits patrons ou maîtres. Ils constituaient le groupement populaire.

Lorsque les désordres et les abus de cette période anarchique que constitue le début de la féodalité eurent fait spécialement ressortir les avantages de la solidarité et le besoin de se liguier pour lutter efficacement contre tout oppresseur, ce fut vers les principales de ces sociétés marchandes que se tournèrent les espoirs populaires. L'association des deux groupements déjà constitués, organisée et vivante, devint par simple extension la commune elle-même.

Il paraît établi qu'une série de soulèvements échelonnés entre 958 et 1226 avaient essayé de constituer Cambray en une seigneurie autonome (la seigneurie des Bourgeois), affranchie de l'autorité féodale et gouvernée par les marchands de la communauté.

L'intervention des armées impériales finit, comme on sait, par rétablir l'autorité du comte-évêque, mais en conservant l'institution elle-même, reconnu définitivement par la charte de 1227. D'où il suit que la subordination du métier au Magistrat serait un reste de l'association des deux groupements, constituée en vue du gouvernement autonome de la ville (commune).

Pour M. Ottokar, l'échevinage était « l'organe, en prin-

2. Luchaire, p. 31.

» cipe, du pouvoir épiscopal »³, de l'évêque qui était le seigneur dominant de la ville et les soulèvements des bourgeois de Cambrai contre leur évêque « n'ont pas été » des luttes pour l'autonomie intérieure de la ville ou » pour l'affranchissement des charges seigneuriales. Ils » ont été motivés plutôt par des préoccupations ayant » trait à la politique extérieure »⁴ en raison, sans doute, de l'importance stratégique et commerciale de Cambrai qui était due à sa situation au point de jonction de la magnifique voie d'eau qu'était l'Escaut avec l'antique route de terre qui reliait l'Angleterre à la Champagne.

« Quant au mouvement communal proprement dit, il » a eu certainement une grande importance dans l'évolu- » tion ultérieure de l'ordre municipal : il a renforcé les » tendances autonomistes de l'échevinage, il a créé de » nouvelles compétences du monde bourgeois, de nouvel- » les formes de sa participation à l'administration de la » ville. Mais il n'a pas été l'unique élément constitutif des » droits de la bourgeoisie et de l'ordre municipal à Cam- » brai. Il n'a pas absorbé son évolution intérieure. Il con- » vient non seulement de ne pas confondre l'histoire » intérieure avec les épisodes de tumultes et de conjura- » tions qui jusqu'ici ont absorbé à tort tout l'intérêt des » historiens. Il convient encore de ne pas réduire à l'élé- » ment communal toute la multiplicité des institutions » municipales de Cambrai et toute l'histoire des progrès » juridiques du monde urbain »⁵. Ce qui est commun à toutes les chartes communales, « c'est uniquement l'affir- » mation de la capacité associative des bourgeois et de » leur personnalité collective »⁶.

Dans cette opinion, les groupements économiques et leurs règlements seraient antérieurs et indépendants de la Commune. Le Magistrat, en s'emparant, moitié de gré par les chartes et moitié de force par les soulèvements, de l'administration de la Cité aurait fait porter son autorité

3. Cttokar, p. 425.

4. *ibid.*, p. 423. ²

5. *ibid.*, p. 425 et 426.

6. *ibid.*, p. 426.

sur les métiers d'une façon qu'on soupçonne plus qu'on ne peut l'établir, mais en tous cas en dehors du mouvement communal proprement dit.

Enfin, M. Espinas, en analysant, dans un article remarquable, un ouvrage récent de M. Pirenne sur l'origine des villes médiévales, a fait cette constatation : « si donc on » peut concéder que le mouvement urbain a été effectivement une réaction contre le système féodal, il n'a cependant pas été que cela ; il a d'abord été une transformation, une création même et il n'est devenu une opposition véritable que dans la suite, étant suffisamment fort et ayant pris conscience de sa force »⁷. Il a ajouté : « ces luttes, en réalité, donnent une idée presque » erronée du mouvement urbain, en laissant l'impression » qu'il n'a pu être que violent, alors que cette violence, » non seulement n'a rien de général dans l'ensemble de la » vie communale, mais qu'en somme, lorsqu'elle se manifeste, elle concerne moins la formation originelle de la » cité qu'elle n'intéresse l'établissement postérieur de la » commune »⁸.

Pour M. Espinas, la subordination du métier au Magistrat serait donc le résultat de l'organisation entreprise par la commune, de la « création » qu'elle a réalisée en vertu des pouvoirs qui lui ont été donnés par la charte.

Quoi qu'il en soit de ces opinions diverses, il faut admettre qu'une transaction intervint, en 1227, avec l'évêque Godefroid qui accorda aux marchands de la communauté, moyennant finances, la concession d'un quartier comprenant le marché et ses abords ; cette « mairie du marché » fut administrée par deux prévôts et quatorze échevins (le Magistrat) avec juridiction personnelle sur tout le territoire urbain pour certains délits.

Les « actes » nous montrent, en plus, une juridiction personnelle sur tous les marchands et les métiers, bien que la charte de 1227 n'en fasse pas mention. D'où tirait-elle

7. Espinas : « Un ouvrage récent », p. 139.

8. Ibid., p. 141.

son origine ? Dérivait-elle de la possession directe de la « mairie du marché », tous les marchands étant censés domiciliés sur le marché, quoique résidant dans le reste de la ville ? ce qui donnerait raison à M. Espinas. Doit-on en voir la source dans l'organisation d'où étaient sortis la commune et le Magistrat qui l'administrait, comme le pense M. Luchaire ? ou cela remonterait-il à des règlements très anciens et maintenus par la commune, comme le suggère M. Ottokar ? Le manque de documents ne permet pas de prendre position.

En tous cas, il est avéré que les métiers étaient sous la dépendance du Magistrat et, tenus à l'écart du pouvoir, restèrent sous la domination du corps échevinal : c'est de là que doit venir ce pouvoir réglementaire, cette tutelle administrative, dont on verra le Magistrat faire usage vis à vis des mulquiniers.

Le Magistrat de Cambrai ⁹ comprenait deux prévôts (un seulement à partir du XVI^e siècle) et quatorze échevins, constituant la chambre échevinale. Ils se partageaient l'administration civile et judiciaire de la ville avec le concours (institué postérieurement) des « quatre » hommes » pour les travaux publics, des conseillers pensionnaires pour les affaires contentieuses, des collecteurs pour l'établissement de l'impôt et du receveur du domaine pour le budget municipal.

Ils étaient tous placés sous l'autorité supérieure du Comte-Évêque, seigneur de la ville, auquel se substituèrent à peu près complètement le roi d'Espagne au XVI^e siècle et le roi de France, après le traité de Nimègue (1678).

Les pouvoirs du Magistrat étaient, au surplus, fort inégaux selon les quartiers (ou mairies) entre lesquels se répartissait le territoire de la ville : ils étaient au maximum dans la « mairie du marché », possédée par le Magistrat en haute justice ; ils étaient au minimum dans la mairie de la cathédrale où l'Évêque et le Chapitre avaient privilège d'immunité ; ils étaient mitigés dans les cinq autres mairies ¹⁰ — mais partout ils englobaient sans réserve les marchands.

9. cf. Bouly,

10. Selles, S^te Croix, S^t Sépulcre, S^t Géry, Tilvasson.

Section II. — Origines de la corporation des Mulquiniers

La corporation des mulquiniers, l'un des « quatre métiers » de la ville, ne nous est connue par textes précis qu'à partir de 1400, bien qu'elle existât longtemps avant. En effet, elle est mentionnée dans un « compte » de 1275 ¹.

Nous trouvons dans le « livre aux bans » ² des ordonnances du Magistrat, sans date, concernant le « stil des teliers-linges » ³ tisserands de batistes, et « le mulquinerie omple » ⁴ auxquelles des additions portent la date de 1407 touchant le « stil des teliers-linges » et de 1461, relativement à la mulquinerie ⁵.

1. « Déclaration des biens, droits et redevances de tonlieus et aultres » du revenu ancien de l'évesché de Cambrai, au quartier de Cambresis et » ville de Cambrai (août 1275).
» c'est li tonnius des muelekims.

» Li pieche de moulekim doit I denier, et li douzaine II deniers Se li moulekiniens tient estal, il doit I denier le vendredi et I denier le samedi.

« Ki acate ou vent fils de moulekims, il doit de V sous, I denier » (Archives du Nord, Fonds de la Cathédrale de Cambrai, registre n° 3) — document publié par Finot).

2. A. C. : A.A. 101.

3. texte publié par M. Dubrulle.

4. Pièces justificatives I.

5. Qu'il nous soit donc permis de ne pas partager l'avis de M. Demangeon lorsqu'il écrit, p. 312 ce qui suit : « Au XVI^e siècle, des tisseurs de toiles fines » venus de Courtrai, de Gand et d'Ypres apportent à Valenciennes, puis à » Cambrai, puis à S^t Quentin la fabrication des toiles de lin ». A noter qu'il a écrit ailleurs, p. 265, « Cambrai ne paraît avoir inauguré sa carrière industrielle qu'assez tard (probablement vers le XV^e siècle) par la fabrication » des toiles ».

Section III. — La tutelle administrative

La corporation ancienne ne fonctionnait pas comme le syndicat moderne, autonome dans les limites d'une loi générale en la matière ; elle était sujette à une tutelle stricte de la part de l'autorité supérieure, tutelle qui se manifestait par l'obligation de faire approuver les règlements intérieurs qu'elle se donnait, par la nomination de ses mayeurs, par la représentation de la corporation vis à vis de l'étranger et par la police du métier.

Quant aux autorités qui exerçaient cette tutelle, elles ont varié selon les temps, et à cet égard on peut distinguer trois périodes.

Avant le seizième siècle, la tutelle était exercée par le Magistrat, et exceptionnellement par le Comte-Évêque, supérieur du Magistrat.

Pendant les XVI^e et XVII^e siècles, cette période étant un temps de trouble (protestantisme) et d'alternatives possessions de Cambrai par les Impériaux et par les Français, le pouvoir central se substituait souvent au pouvoir local, jugé suspect : la tutelle était alors exercée généralement par les Rois d'Espagne ou de France.

Après le traité de Nimègue (1678), l'exercice de la tutelle par le Roi devient la règle et comme Louis XIV fait de la centralisation dans tous les domaines, il use de la tutelle à Cambray, comme il en usait dans le reste de la France, sans grands égards pour la coutume locale, d'où un véritable bouleversement des règlements antérieurs, lequel amène de vives protestations.

I. — Avant le XVI^e siècle.

La tutelle était, en fait, exercée par le Magistrat. Non seulement, il approuvait et faisait par des ordonnances

de police, observer les règlements intérieurs de la communauté, il procédait encore à la nomination des maieurs.

Dans son étude très documentée sur « les corps de métiers, à Cambray, avant le XVI^e siècle », ¹ M. Durieux nous rapporte que « les règlements ont reçu la sanction » de l'autorité communale sur la demande même des intéressés. Cette sanction donnait force légale à ce qui n'avait été jusqu'alors, le plus souvent, que tradition et convention. Les corps de métiers, en agissant ainsi, reconnaissaient donc, de fait, le pouvoir du Magistrat ou de la chambre, à la juridiction de laquelle ils se soumettaient comme l'indique la teneur des statuts. »

Il ne s'agit ici, sans nul doute, que des règlements intérieurs de la communauté, qui ont été soumis au Magistrat aux fins d'approbation.

Mais, si nous nous référons au « livre aux bans », nous remarquons que l'autorité de la chambre échevinale s'est également affirmée en plusieurs circonstances, notamment lorsque se trouvaient en jeu les intérêts de la ville et, par voie de conséquence, les intérêts de la corporation.

La première ordonnance de police du Magistrat, que nous connaissons en la matière, est celle qui a trait à « le mulquinerie omple » ². Elle fut motivée par « plusieurs » plaintes de la partie des marchands de la Nation den-gleterre » qui se plaignaient que les « toilettes » qui leur étaient livrées comportaient différentes longueurs et largeurs. Et ce fut dans le dessein d'éviter à l'avenir ces doléances, source éventuelle de conflits, que le Magistrat, après avoir pris toutefois l'avis des « anciens », publia ce règlement, de sa propre initiative, en vertu de son droit de tutelle.

En d'autres occasions, l'autorité communale était sollicitée, par les organisations existantes, de prendre une mesure appropriée aux circonstances. Telle fut, en effet, l'ordonnance de 1407 concernant le « stil des teliers-lin-

1. p. 141.

2. Pièces justificatives 1.

ges »³, qui a été rendue à la suite d'une « requête et supplication des compagnons dudit stil ».

Il nous faut maintenant considérer quels intérêts avait en vue l'autorité échevinale lorsque, déterminée par les circonstances, elle exerçait la police du métier, quelles étaient, en somme, les règles de cette tutelle⁴.

L'objet primordial des ordonnances de police était la lutte contre les fraudes : « eschiever les fraudes »⁵ dans les transactions commerciales. Pour ce faire, le Magistrat protégea simultanément l'acheteur, la consommation, et le fabricant, la profession, en voulant sauvegarder le sentiment de la justice et l'honneur du métier⁶.

L'intérêt de l'acheteur⁷ d'abord. L'ordonnance sur « le mulquinerie omple »⁸ a pour objet de « pourvoir » et obvier aux fraudes et habus qui se porront commectre » alutilité de la chose commune et publique ».

3. A.C. AA 101.

4. « Lorsque Louis XI — qui se pose comme le défenseur né du système » corporatif — érige en communauté jurée un métier libre jusque là ou lorsqu'il confirme en la renforçant une réglementation existante, il invoque » généralement une triple série de considérations : 1) l'intérêt des gens de » métier eux-mêmes, patrons et ouvriers ; 2) l'intérêt du public, acheteurs » et consommateurs (ce que les textes appellent » le commun profit) ; 3) » l'intérêt de la royauté » (Hauser, p. 4).

5. « Corriger les fautes, fraudes et abus paraît être, suivant l'expression » consacrée, la fin dernière de toute réglementation ». (Gailhard-Bancel, p. 6).

6. « Partout la réglementation se présente commandée par le sentiment de la justice et de la charité, par le souci de l'honneur du métier et de la cité ». (Gailhard-Bancel. Introduction, p. XII).

D'autre part, faut-il voir dans la Réglementation du Magistrat, comme se l'est demandé M. de Gailhard-Bancel, p. 13, la mise en application des préceptes de la morale chrétienne : la justice exigeant « que chacun des contractants » obtienne l'équivalent de la chose cédée, que l'égalité existe entre l'objet vendu et son prix ». Il ne craint pas d'affirmer que « l'esprit de foi a pénétré le » groupement corporatif et a laissé des traces ineffaçables dans ses coutumes » et ses lois. Le christianisme apportait avec lui la notion exacte de la fraternité. Il montrait au marchand dans son client non pas un étranger qu'on » exploite sans vergogne, mais un prochain auquel on doit justice et amour. » Dès lors l'intérêt du consommateur devait occuper une large place dans » la législation professionnelle de la fraude » (p. 21).

7. « L'intérêt du consommateur était la raison apparente de ces prescriptions, mais il y avait, en outre, une raison secrète qu'on n'avouait pas, c'était la jalousie de chaque métier défendant contre le métier voisin un genre de travail qu'il considérait comme sa propriété ». (Levasseur. Histoire des classes ouvrières. Paris, 1900, p. 327, texte cité par Gailhard-Bancel p. 6).

8. Pièces justificatives, 1.

« Le régime corporatif, né d'un besoin profond de la » protection des faibles, établit, en effet, cette présomption » que l'acheteur ne peut vouloir que des produits de bonne » qualité, privés de tout mélange, conformes aux dimensions » statutaires. Fabriquer et vendre des marchandises » d'un type inférieur à celui que prescrivent les règlements, » c'est exposer le public à se tromper et, dès lors, c'est » tomber sous les prohibitions de la législation corporative » à moins que le fabricant ne travaille « pour son user » » ou sur commande spéciale du client, toutes circonstances où la tromperie redoutée ne peut se produire »⁹.

« Il s'ensuit que le principe dominant, « principe de » police extérieure », a été de sauvegarder les droits de » l'acquéreur et de le défendre contre toute fraude qu'il » punit »¹⁰.

Quant au second principe qui « règle le *modus vivendi* » et la police intérieure de la corporation »¹¹, il est déterminé par l'intérêt de la profession. Si, en effet, le Magistrat avait le souci de l'intérêt du consommateur en ne permettant que la fabrication et la vente des toiles « sans » deffaute », il prenait également toutes mesures utiles pour défendre les intérêts de la corporation, en réglementant, dans le détail, le fonctionnement du corps de métier.

Dans cet ordre d'idées, sa principale préoccupation tendait à éviter les fraudes qui pouvaient se commettre dans le trafic des « toilettes », trafic qui devait être fait en toute loyauté. En 1461, il demandait aux mulquiniers d'entretenir de bonnes relations avec les anglais, qui achetaient la majeure partie de la fabrication.

II. — *Aux XVI^e et XVII^e siècles.*

Pendant cette période, le Magistrat était un peu tenu à l'écart, comme l'évêque lui-même d'ailleurs, par le roi qui se défiait de leur fidélité.

9. Gailhard-Bancel. Introduction, p. X.

10. Durieux. Les corps de métiers, p. 141.

11. *ibid*, p. 142.

Charles-Quint et son fils Philippe II ont fait bon marché du pouvoir seigneurial. L'évêque a été comblé d'honneur : Maximilien lui a donné le titre de duc, Philippe II procuré celui d'archevêque, mais au mépris de la neutralité cambrésienne, Charles Quint ayant construit une citadelle dont le gouverneur était le véritable maître de la ville. Les Français qui occupèrent la ville pendant deux périodes, chassèrent l'archevêque, changèrent le Magistrat et, en fait, exercèrent ses droits. Lorsque les Espagnols se rendirent, de nouveau, maîtres de la ville, ils remirent le Magistrat, seul, dans ses droits.

Nous retrouvons, durant cette époque, les mêmes cas et règles de tutelle par le Magistrat.

L'ordonnance de 1602 fut prise « a la requeste présentée par la généralité des maîtres meulquiniers tenans » ouvrage en ceste ville » de Cambrai¹². Et le règlement de 1632 fut édicté pour donner satisfaction à une demande formulée par les maîtres¹³.

L'intérêt de l'acheteur préoccupe toujours le Magistrat qui, pour en éviter le « mescontentement » rendit une ordonnance en 1602¹⁴.

A la même date, l'autorité échevinale, intéressée à la bonne fabrication des « toilettes » permit aux « mulquiniers de vivre de leurs travaux » tout en luttant contre la concurrence des « villes circonvoisines ». C'étaient encore les intérêts de la corporation que le Magistrat avait en vue lorsqu'il rendit, en 1628¹⁵, une ordonnance pour réglementer la longueur des « ourdoirs » : si les métiers pouvaient, en effet, comporter une longueur « excédente » celle qui était permise, les ouvriers eux-mêmes en souffriraient car ils seraient, dès lors, astreints à un nouvel apprentissage, de plus, « les filetz » seraient plus longs, et par conséquent « plus poisons et de moindre valeur »

12. A.C. AA 101.

13. *ibid.*

14. *ibid.*

15. *ibid.*

III. — *Après le traité de Nimègue (1678).*

Le roi de France appliquant les règlements français sans grand souci des usages locaux, la tutelle changea totalement de caractère.

Au début, il respecta « la convention insérée dans les » actes de capitulation¹⁶ » de la ville de Cambrai (5 avril 1677) où il était stipulé, en effet, que « les corps et » communautés des métiers de ladite ville seraient main- » tenus et conservez sous la juridiction et police comme » par le passé¹⁷ ».

Mais, moins de vingt ans après, le 8 janvier 1697, Louis XIV ordonna l'application à Cambrai des édits qu'il avait rendus en 1691 et en 1694¹⁸.

Aux termes de l'ordonnance de 1691, le roi, à bout de ressources, supprimait « les élections des différentes char- » ges : maîtres, jurés ou syndics » et créait « à leur place » en titre d'offices héréditaires le même nombre d'emplois » avec tous les privilèges accoutumés, sous certains droits » et conditions »¹⁹. « Furent abolis en même temps les » repas, festins, buvettes et dépenses de confrérie, ainsi » que le rachat de ces différents assujettissements²⁰. » Quelques années plus tard, en 1694, le roi consentait au rachat des différentes charges, mais à des conditions très onéreuses.

Le Magistrat de Cambrai opta pour le rachat des charges. Le pouvoir royal fixa ce rachat à 32.861 livres 16 sols et 6 deniers, laquelle somme fut, après discussion, ramenée à 26.289 livres, à répartir entre les corps des marchands et communautés d'arts et métiers de la ville, dont

16. Coulon. p. 79. Les sources de l'étude de M. Coulon sur « la vente des charges et les corps de métiers à Cambrai, en 1697 » sont les documents qui ont été catalogués aux A.C. sous la rubrique HH.9. Ces documents sont actuellement en « déficit ».

17. Coulon. p. 89.

18. Cf. Martin-St-Léon. p. 331 et suiv.

Il s'agit d'une application du système de la vénalité des offices.

19. Coulon. p. 76.

20. *ibid.* p. 77.

un état fut fourni par l'autorité municipale à l'Intendant de la « province de Flandre ». Cette nouvelle obligation amena la dépopulation de la ville : « beaucoup préférèrent abandonner leur métier ou aller s'établir dans des localités plus prospères » telles que Valenciennes et Saint-Quentin où avaient été établies d'importantes fabriques de toiles.

Quelques années plus tard, en 1729, le Roy « désirant » pourvoir, tant pour le bien et l'avantage du commerce » considérable qui se fait de ces toiles dans le » Royaume et dans les pays estrangers, que pour » mettre l'uniformité dans ces différentes fabriques » publia un « règlement pour les toiles batistes et linons » dont les dispositions devaient se substituer à celles qui étaient applicables « dans les provinces de Picardie, » d'Artois, du Hainault, de la Flandre françoise et du » Cambrésis ». Certaines prescriptions, notamment la prétention de faire « marquer » les pièces de tissus aux bureaux de visite furent mal accueillies ²¹. Ces protestations provoquèrent l'arrêt du 24 juillet 1731, qui fut une interprétation de l'arrêt du 12 septembre 1729. Les mulquiniers de Cambrai élevèrent une nouvelle protestation et firent le procès de la nouvelle réglementation qui allait à l'encontre du respect de la tradition.

L'arrêt du 16 may 1737, concernant la marque de fabrique, provoqua une sorte d'émeute. Malgré des ordres très sévères qui parvinrent du pouvoir central pour mettre un frein à ces résistances, les dispositions furent très mal observées, ce qui amena l'arrêt du 3 mars 1749, dont les prescriptions ne firent que renforcer les précédentes.

Quelques années après, l'arrêt du 4 juillet 1752, portant règlement pour la fabrique, le commerce et le blanchissage des toiles Batistes et Linons afin de réprimer les abus qui provenaient de l'insuffisance des règlements précédents, ne fut pas accueilli avec enthousiasme par les mulquiniers qui, au nom de la tradition, ne voulaient en aucune manière de ces « nouveautés ».

21. Cf. Lequeux, pour le reste du chapitre.

Le calme revint ensuite, avec certain retour offensif toutefois, jusqu'à la publication des lettres patentes de 1779, qui instauraient un régime de liberté dans la fabrication des toiles, batistes et linons.

Des inspecteurs de manufactures furent commis²² pour veiller à l'exécution de ces divers règlements et renseigner le pouvoir central sur la situation industrielle et commerciale des « manufactures » dont ils avaient la surveillance. Les rapports d'un de ces inspecteurs, Cromelin, qui exerça ses fonctions pendant 42 ans, furent pour nous une documentation abondante que nous avons mise à profit.

C'est pendant cette période que les « bueries » particulières de Cambrai furent remplacées par une buerie municipale, qui donna, d'ailleurs, beaucoup de mécomptes. Reprise par Étienne Brabant, exploitée par ses descendants jusqu'à nos jours, elle est aujourd'hui devenue une usine moderne très importante, possédée par la société « Blanchisserie et teinturerie de Cambrai ».

L'édit de Turgot, pris surtout pour la région parisienne et qu'on voulait étendre au reste de la France, ne paraît pas avoir reçu même un commencement d'application dans le Cambrésis.

22. Cf. A.N. F.¹² 77, p. 430.

CHAPITRE II.

ORGANISATION de la CORPORATION

Hiérarchisée comme toute corporation de métier, la mulquinerie comprenait apprentis, compagnons ou « var- » lets », maîtres, et était gouvernée par des maîtres.

Nul ne pouvait devenir maître, « lever mestier », s'il ne pouvait notamment ¹ justifier qu'il avait été apprenti pendant « le terme qu'il est accoutumé ». L'apprentissage était donc obligatoire.

Il n'en était pas de même du compagnonnage. Était compagnon, en effet, l'ouvrier qui, après avoir terminé son « appresure », ne disposait pas de capitaux suffisants pour « tenir boutique ».

Le maître était le maître qui, nommé par le Magistrat, était chargé de la police et de l'administration du corps de métier.

1. D'autres conditions étaient imposées. Voir ci-après p. 45.

Section I. — L'apprenti

Nul ne peut, ainsi que nous l'avons exposé, « lever messier », devenir maître, s'il n'a satisfait à certaines conditions, entre autres d'ordre technique ¹ : il doit d'abord avoir été « apprenti ».

Le but de l'« apresure », l'apprentissage, est clairement défini par le Magistrat. Un ban échevinal sur « le » mulquinerie omple ² nous apprend en effet que, pour accéder à la maîtrise, le candidat doit être « ouvrier soufflé » sans pour faire l'ouvrage des bonnes gens bien et soufflé » samment », en d'autres termes, il doit posséder la technique de son métier. Cette acquisition, en réalité, ne peut se faire que sous la direction d'un maître.

Nous n'avons pu, au cours de nos recherches, déterminer la nature et les clauses principales de l'acte qui liait l'apprenti à son patron. Nous ignorons s'il s'agissait d'un engagement verbal, d'un contrat notarié ou sous-seing privé.

Si nous en croyons, toutefois, M. Durieux ³ : « De l'autorité du règlement il s'établit, par accord tacite, entre » le maître et l'apprenti, une sorte de contrat synallagmatique : le premier doit au second son enseignement, » le second doit au premier son temps ⁴, pendant toute la » durée légale de l'apprentissage, sauf le cas de force majeure dont le maître est juge ».

Comme le fait très bien remarquer M. Espinas ⁵, « ce

1. Les autres conditions requises seront développées dans la section III relative à la maîtrise, p. 45.

2. Pièces justificatives 1.

3. Les corps de métiers, p. 145.

4. L'apprenti doit « bien servir et obéir, servir en toute fidélité et » preudhommie » (Hauser, p. 29).

5. La vie urbaine de Douai. Tome II., p. 891.

» n'est pas sans doute l'aide purement matérielle qu'on
» a en vue en songeant aux apprentis, car, en ce cas, ils
» ne seraient que de purs ouvriers, de « valets », c'est la
» direction qu'une fois devenus maîtres à leur tour, ils
» imprimeront au travail de ces derniers en faisant obser-
» ver le règlement et en perpétuant les traditions ». « Le
» maître doit donc faire de son apprenti quelqu'un capable
» d'exercer sa propre profession, c'est-à-dire un maître ⁶ ».

Nous ne pouvons préciser également si les parties doivent, pour consacrer l'existence de ces contrats, prêter serment.

Quant aux violations du contrat d'apprentissage, qu'elles soient commises par le maître ou par l'apprenti, elles sont sanctionnées, lorsqu'elles sont constatées par le maieur, par des amendes dont le montant varie suivant la gravité de la faute relevée.

Nous ne possédons, concernant la mulquinerie, aucun texte qui précise l'âge minimum que doit avoir l'apprenti ⁷.

La durée de l'apprentissage ⁸ est fixée à trois ans au « stil des teliers-linges » ⁹, tisserands de batiste. L'observation de cette prescription est passible d'une amende de 10 sols. Chez les mulquiniers, l'« apresure » est de deux ans. Le temps de l'apprentissage est diminué de moitié pour les fils de maître ¹⁰.

D'une façon générale, le maître ne peut avoir qu'un seul apprenti ¹¹. Cette limitation du nombre des apprentis a été expliquée de diverses manières.

6. Espinas. *ibid*, p. 892.

7. Chez les « foulons », l'apprenti doit être âgé de 16 ans, et ce, sous peine d'une amende de 20 sols (Durieux : Les drapiers cambrésiens).

8. Elle est, à Cambrai, variable suivant les professions : elle est de quatre ans chez les tisserands de drap, de dix-huit mois chez les savetiers, de deux ans chez les barbiers. La durée est moindre, en général, quand l'apprenti a déjà travaillé ailleurs. (Durieux. Les corps de métiers, p. 145).

9. Art. 9 de l'ordonnance de 1407.

10. Durieux. Les corps de métiers, p. 147.

11. Les tondeurs de drap, au contraire, doivent avoir, en même temps, plusieurs apprentis. (Durieux. Les corps de métiers, p. 145).

Pour M. Hauser, elle aurait pour objet de « permettre » à l'enseignement professionnel d'être sérieux »¹².

M. Espinas en donne le sens suivant : « selon deux » principes connexes et qui n'étaient au fond que l'application d'une même règle, on voulait entre les divers » maîtres maintenir une égalité complète et par rapport » aux employeurs réduire l'importance de l'atelier au » minimum possible »¹³.

En résumé, l'apprenti et le maître trouvent, dans cette prescription, « une garantie réciproque : le premier dans » l'avenir qu'il se prépare, le second dans les sécurités » qu'on lui donne »¹⁴.

La situation économique de l'apprenti ne nous apparaît pas, dans les ordonnances échevinales, avec une parfaite netteté. Nous ne savons si la rémunération existait ou non.

M. Coulon¹⁵ a écrit que l'apprenti « payait une rede- » vance¹⁶ et était assujetti à des conditions parfois très » dures ».

Sur ce dernier point, les bans du Magistrat sont complètement muets. Suivant nos recherches, il ne semble pas qu'il fut considéré comme responsable, lorsque, au cours d'une inspection des maîtres, une malfaçon était constatée dans son travail : l'amende qui en résultait paraît être supportée par le maître.

Quant à la contribution que l'apprenti devait payer à son entrée dans la communauté, elle était, au « stil des » teliers-linges », d'abord fixée à 8 sols « au boire », pour fêter la bienvenue ; elle fut « en l'an de grâce 1407 », abaissée à « VI sols au profit de la candeille¹⁷ ». Elle fut sans doute supprimée par la suite, car suivant une rela-

12. Hauser, p. 27.

13. Vie urbaine de Douai. Tome II., p. 897.

14. Wilbert, p. 338.

15. La vente des charges, p. 71.

16. Cf. Durieux. Les corps de métiers, p. 146.

17. Art. 14 de l'ordonnance de 1407.

tion sur le commerce de Cambrai, en 1751, les apprentis ne « paioient aucun droit d'apprentissage ¹⁸ ».

Il était interdit à un maître de prendre l'apprenti « d'un confrère avant l'expiration de son apprentissage, » sous peine d'amende encourue par ce maître et par » l'apprenti ¹⁹ ».

Si l'apprenti avait exécuté les clauses du contrat et donné satisfaction à son maître, lui était-il délivré « une » quittance d'apprentissage ²⁰ » qui lui permit d'accéder à la maîtrise ?

18. A. N. F³² 660.

19. Durieux. Les corps de métiers, p. 146.

20. Hauser, p. 31.

Section II. — Le Compagnon

L'apprenti qui, après avoir acquis les connaissances du métier « pendant le terme qu'il est accoutumé », a réussi le chef-d'œuvre imposé¹ peut ou « lever mestier », s'établir maître, ou, « s'il ne possède pas de capitaux » suffisants pour supporter les frais de la maîtrise², entrer au service d'un maître : il est alors compagnon³ ou « varlet »⁴. A Cambrai, le compagnonnage n'est donc pas obligatoire.

L'embauchage est soumis à des règles bien précises⁵. Les ouvriers en quête de travail, libres de tout engagement antérieur, de bonne réputation et pouvant justifier de leur apprentissage, se réunissent à des heures fixées, « avant le début de la journée ouvrière » sur une place désignée où les maîtres viennent chercher le personnel

1. Voir la section suivante (p. 45).

2. Coulon, p. 72.

— « Il en est de même pour celui qui n'a pas réussi son chef-d'œuvre » ou qui ne possède plus les moyens matériels nécessaires pour installer un « atelier ». (Hauser, p. 44.).

3. Le terme « compaignon » est peu usité dans le « livre aux bans » et est souvent remplacé par les mots « Varlet » ou « ouvrier ».

Cf. Durieux : Les corps de métiers, p. 145 et Espinas : La vie urbaine de Douai. Tome II, p. 991.

4. Hauser — ibid — considère le compagnonnage comme un échelon qu'il place dans l'échelle corporative entre l'apprenti et le maître. C'est là à notre avis, pour les raisons sus-indiquées, une opinion inexacte, du moins en ce qui concerne les corporations de Cambrai. M. Wilbert (p. 336) : « on ne trouve, à Cambrai, dans les statuts des corps de métier, aucune disposition relative au compagnonnage ». D'après M. Espinas (La vie urbaine de Douai. Tome II, p. 976), deux conditions sont nécessaires pour être valet : « être convenable » et connaître « convenablement » le métier (il ne devait à aucun degré être un apprenti).

5. Cf. Hauser, p. 60 et M. Espinas. ibid. Tome II, p. 977.

qu'ils désirent. Car, à l'encontre de ce qui se passe pour les apprentis, le nombre des ouvriers n'est pas limité : il est, a précisé M. Durieux ⁶, en fonction de l'importance de l'ouvrage ⁷.

Il est vraisemblable que le marché du travail n'était pas libre et que l'embauchage des « forains », étrangers, était réglementé par une ordonnance échevinale : en effet, cette concurrence était contraire à l'intérêt des compagnons qui étaient déjà établis dans la ville ; au surplus, ces étrangers pouvant être sous certaines conditions ⁸, des candidats à la maîtrise, il était de l'intérêt des maîtres de restreindre l'entrée des ouvriers « forains ».

Les textes que nous avons examinés ne nous ont donné aucun renseignement sur la nature exacte du contrat, verbal ou écrit, individuel ou collectif ⁹, qui liait l'ouvrier à l'employeur, ni sur le fait que les parties pouvaient discuter librement ou non les clauses de ce contrat.

Il semble que l'engagement par lequel le « varlet » loue au maître son travail contre une promesse de salaire soit généralement une simple convention verbale, dont les conditions sont déterminées à l'avance par la législation spéciale du métier ¹⁰. Cette réglementation avait pour effet de protéger l'ouvrier contre l'arbitraire patronal auquel elle opposait une limite.

La durée du contrat était vraisemblablement fixée de commun accord avec les parties.

M. Durieux ¹¹ a indiqué, sans d'ailleurs préciser, que

6. Les corps de métiers p. 146.

7. Cf. M. Espinas : La vie urbaine de Douai. Tome II, p. 997.

— Le règlement de 1239 du Magistrat de Cambrai concernant les déchargeurs de vin spécifie que la nomination des compagnons appartient au Magistrat, entre les mains de qui ils prêtent serment. (Durieux. Les corps de métiers, p. 133).

8. Voir la section suivante (p. 45).

9. Cf. Hauser, p. 66.

10. Cf. Ibid, p. 44.

11. Les corps de métiers, p. 147.

le taux du salaire¹² et la durée légale de la journée de travail¹³ étaient déterminés par « le chambre », le corps échevinal, de concert avec la corporation.

— Le salaire constitue « un maximum qu'il est toujours loisible au métier d'abaisser ».

Le travail de nuit est interdit totalement, non pas par mesure d'hygiène pour les travailleurs, mais en vue de la bonne exécution du travail d'abord et ensuite du danger d'incendie¹⁴.

Le travail est interrompu les « jours chomés » et les « fêtes gardées » dont la liste est établie pour chaque « styl » par le Magistrat¹⁵.

Une fois engagé, le « varlet » est tenu, sous peine d'amende, de faire « l'ouvrage bien et loyalement¹⁶ ». Il lui est interdit notamment d'entreprendre un second travail si le premier n'est pas terminé¹⁷ : cette prohibition, qui émane du Magistrat, nous la retrouvons dans différentes ordonnances et principalement dans le règlement échevinal sur « le mulquinerie omple ».

A son entrée dans la communauté, l'ouvrier doit une contribution qui est, en 1407, fixée, chez les « teliers-linges » à deux sols et versée à la caisse de la « candeille¹⁸».

12. Nous ne possédons aucun renseignement sur le taux des salaires qui étaient payés aux ouvriers. Comment étaient-ils rémunérés ? au temps ? (à la journée — c'est l'opinion de M. Durieux qui n'apporte toutefois aucune justification à l'appui de sa thèse — à la semaine, au mois, à l'année) ou à la tâche ? Ce dernier mode de rétribution ne devait vraisemblablement pas être usité car « on craignait que l'ouvrier ayant intérêt à produire beaucoup se hâtât trop et cherchât à dissimuler les imperfections de son travail ». (Franklin dans son Dictionnaire — p. 712). Étaient-ils logés et nourris par leurs maîtres ? Faute de documents, nous ne pouvons, à notre regret, éclaircir ces points.

Cf. Malotet, p. 291 en note : « Tandis qu'un ouvrier Valenciennois recevait par jour environ 10 sols pour la grosse qualité, 12 pour la moyenne et 20 pour le fin, un ouvrier de la campagne ne recevait que 8 sols en grosse qualité, 10 en moyenne et 18 en fin ».

13. M. Martin Saint-Léon a rapporté dans son « Histoire générale des Corporations » que l'ouvrier devait travailler du lever au coucher du soleil. Le samedi, le travail cessait « au premier coup des vèpres ».

14. Cf. Durieux. Les corps de métiers, p. 147 ; Hauser, p. 15 ; Picard. Saint-Quentin 1^{re} partie, p. 53.

15. Cf. Durieux : « Les corps de métiers », p. 147.

— A Paris, il était interdit, par ordonnance du Roy en date du 18 may 1701 (A. N. A. D.* 605) « à tous ouvriers et autres personnes de travailler les Dimanches et Festes ».

16. Cf. M. Espinas : « La vie urbaine de Douai », Tome II, p. 979.

17. Il en était de même à Valenciennes. Cf. Malotet, p. 283.

18. Ordonnance de 1407.

Section III. — Le Maître

L'accès de la maîtrise n'est pas libre. Pour que l'impétrant puisse « lever mestier », il doit remplir certaines conditions qui sont imposées et par les statuts de la corporation et par les ordonnances échevinales.

Le candidat doit d'abord justifier de sa qualité de « bourgeois de la ville de Cambrai ».

Un ban du Magistrat¹ précise, en effet, que l'ouvrier « forain », étranger, ne pourra « prétendre à la maîtrise » sans avoir au préalable travaillé deux ans dans ladite ville et estre passé bourgeois avec un témoignage authentique de son lieu natal ».

Ce ban stipule également que l'ouvrier « forain » qui serait aspirant à la maîtrise, doit, au surplus, établir un « témoignage authentique de ses vie et mœurs² ».

En outre, après avoir satisfait aux obligations techniques et financières dont il sera question ci-dessous, le récipiendaire prête serment, « sur les petits évangiles », devant le Magistrat, de se conformer aux us et coutumes de la profession et de faire, par conséquent, « œuvre bonne et loyale ».

« Tant que cet acte important de la vie corporative » n'était pas accompli, il ne pouvait exercer son métier » ni mettre en œuvre des ouvriers³ ».

1. La date de cette ordonnance se place entre 1718 et 1752, date à laquelle l'inspecteur des manufactures en a envoyé une copie à l'Administration centrale. C'est cette copie que nous avons trouvée aux A. N. (F¹² 660) et que nous avons reproduite : Pièces justificatives III.

2. Cf. Gailhard-Bancel, p. 38.

3. Cf., *ibid.* p. 39.

Le Magistrat exige que le futur maître qui, par la suite, devra inculquer aux apprentis la technique du métier, soit lui-même « ouvrier souffisant pour faire le » travail bien et souffisamment ».

Cette condition d'ordre professionnel que nous trouvons dans l'ordonnance sur « le mulquinerie omple », ordonnance qui est, comme nous l'avons déjà précisé, la plus ancienne que nous connaissons sur ce « style », est rappelée au cours des siècles.

Le candidat doit, au préalable, établir qu'il a fait son « apresure loyalle pendant le terme qu'il est accoustumé⁴ ».

Il doit, de plus, justifier de ses capacités professionnelles : pour ce faire, a écrit M. Durieux⁵, il doit exercer son métier « sous les yeux du maieur, durant un nombre de jours prescrits » et subir les épreuves d'un examen qui consiste dans l'accomplissement d'un ouvrage difficile, le chef-d'œuvre.

Suivant nos recherches, ces épreuves n'ont été réglementées que par une ordonnance du Magistrat « rendue » en pleine chambre le 9 d'aoust 1718⁶ ». Ce qui permet de croire que le chef-d'œuvre n'existait pas précédemment à Cambrai, du moins en ce qui concerne la mulquinerie. Cette opinion est, d'ailleurs, confirmée par le fait que les documents antérieurs à cette date, que nous avons examinés, sont muets à ce sujet⁷.

Le chef-d'œuvre consiste à fabriquer « une toile claire en quinze⁸ et une de batiste en dix-sept en tel hernat qui sera dudit compte que bon semblera » à l'apprenti qui désire « estre reçu à maître », « avec obligation d'as- » sortir luy-même au préalable les fils à ce convenables, » remettre de luy-mesme, tourner seur et les monter sur » l'étille la faisant et l'achevant entièrement de sa main ».

4. Cf. Durieux : « Les drapiers », p. 264.

5. « Les corps de métiers », p. 146.

6. A. N. F¹² 660 (cette indication est donnée par l'ordonnance dont il est question à la note 1 de la page précédente).

7. M. Wilbert, p. 321, n'a donné aucune indication sur le chef-d'œuvre à exécuter par les mulquiniens, alors qu'il a fait une longue énumération des chefs d'œuvre qui, dans les autres corporations, étaient imposés aux candidats à la maîtrise.

8. Voir p. 66.

Cette épreuve est exécutée dans l'atelier d'un maieur. Lorsque le chef-d'œuvre sera accompli, le candidat « sera tenu de (le) faire visiter par les mayeurs du corps de métier » et, si l'épreuve est « trouvée suffisante, sera « reçu a maître ».

En 1751, les maîtres mulquiniers recevaient « à maîtrise gens incapables de faire une toile », à condition de payer « soixante-six florins au lieu de neuf florins et » demi que les aspirants à la Maîtrise payaient cy devant, « de toute ancienneté, en faisant pour y être admis une » toile de la finesse prescrite et sans aucuns défauts ⁹ ». Le pouvoir central prescrivit de revenir à la pratique des réglemens.

Il ne suffit pas à l'impétrant, pour devenir maître et « ouvrir boutique », de posséder les connaissances techniques du métier, il doit encore réunir les capitaux nécessaires pour procéder à son établissement c'est à dire posséder ourdoirs, balances avec poids, fonds de roulement, etc.

Il doit au surplus, fournir un « plesge », caution, fixé à la somme de 40 sols parisis, afin qu'il puisse « indemniser les victimes de sa faute ¹⁰ ».

Il est tenu, enfin, de payer la bienvenue aux membres de la communauté. Chez les « teliers-linges », cette bienvenue se traduisait, avant le XV^e siècle, par des libations, « buvettes » : elle était fixée à 27 sols « au boire ». Mais une ordonnance du Magistrat prescrivit, en 1407, de la remplacer par un don de 24 sols au profit de la « can-deille ¹¹ ».

Un règlement échevinal du XVIII^e siècle ordonna aux mulquiniers « reçus a maître » de payer « quarante » patars ¹² au profit de la confrérie et une livre de cire « pour être consommée au Saint service divin ¹³ ».

9. A. N. F¹² 660.

10. Gailhard-Bancel, p. 42.

11. Ce droit de maîtrise était fixé à 60 sous tournois pour les « bar-bieurs » et laissé, chez les bouchers, à la discrétion du récipiendaire « selon son état et facilité » (Durieux. « Les corps de métiers », p. 147).

12. Le patar valait 12 deniers parisis ou 15 deniers tournois. (Durieux, *ibid.*, p. 133 en note).

13. A. N. F¹² 660 — Pièces justificatives II.

Dans son étude sur « La vente des charges et les corporations de métiers à Cambrai, en 1697 », M. Coulon a indiqué que les épreuves du chef-d'œuvre étaient gratuites¹⁴, mais que les frais de maîtrise s'élevaient à 3 florins pour la chapelle et à 5 florins pour les frais de communauté¹⁵, ces droits étant réduits de moitié pour les fils de maîtres. Cette gratuité des épreuves fut supprimée par l'ordonnance précitée du XVIII^e siècle qui stipule que « pour les visites du chef-d'œuvre et autres » vacations des mayeurs, il leur serait payé douze livres » tournois » et que ces droits seraient diminués de moitié pour les fils des maîtres mulquiniens¹⁶.

Il s'ensuit qu'il faut que le candidat à la maîtrise jouisse, pour « lever mestier », d'une certaine situation personnelle, notamment de la disposition de capitaux assez importants.

Par conséquent, les ouvriers ou apprentis qui ne pouvaient supporter tous ces frais étaient dans l'obligation, bien qu'ils possédassent, par contre, les connaissances professionnelles qui étaient requises, d'entrer aux gages des confrères favorisés par la fortune¹⁷.

En résumé, le futur maître devait appartenir à la bourgeoisie, être de bonne vie et mœurs, posséder la technique du métier, et, enfin, disposer d'un certain capital qui permit de payer les frais nécessaires pour « ouvrir boutique ».

Toutes ces conditions avaient, sans doute, pour objet de « protéger les chefs d'industrie contre l'accroissement » trop rapide de la concurrence. Il est vrai que, contre » la concurrence du travail non salarié, les ouvriers » étaient, de leur côté, défendus par les règlements sur » le nombre des apprentis¹⁸ ».

14. Coulon, p. 96 (en note).

15. Ibid. p. 108.

16. Cf. Durieux. « Les corps de métiers », p. 147.

17. Cf. ci-dessus, p. 42.

18. Haurer, p. 12.

Section IV. — Le Maieur

I. — *Nomination des Maieurs* ⁽¹⁾. — *Leur nombre.*

Les maieurs de la mulquinerie étaient choisis par le Magistrat parmi les plus habiles et les plus honorables.² Cette désignation était-elle la ratification pure et simple d'une liste proposée par la communauté du métier ? Nous ne le pensons pas : certains mulquiniens, en effet, « ont à leur supplication estez par Messieurs (du Magistrat) commis mayeurs du stil de meulquinerie³ ».

Pour être « receu et admis a mayeurs dudit stil », diverses conditions étaient requises : il fallait d'abord être bourgeois de la ville de Cambray et offrir ensuite des garanties d'honorabilité et de compétence professionnelle : afin d'être « deument appaisé » sur ce dernier point, le corps échevinal ne procédait à la nomination des maieurs

1. Dans son étude sur « La vente des charges », M. Coulon nous a rapporté — p. 95, en note — que : « dans aucun corps, il n'est fait mention de gardes » jurés ou de prieurs électifs, mais simplement de mayeurs. Ces trois mots désignent le même fonctionnaire, contrairement à ce que semble avoir compris le scribe chargé de rédiger l'état des corporations de la ville de Cambray (1697).

M. Wilbert a signalé au contraire, p. 323, l'existence des jurés.

Les documents que nous avons examinés nous permettent de déclarer qu'en ce qui concerne la mulquinerie, seul le terme « mayeur » était employé, notamment dans les ordonnances du Magistrat.

2. La nomination par le Magistrat des maieurs cessa en août 1776, un édit prévoyant leur élection par la communauté.

Les maieurs de la draperie étaient également nommés par le Magistrat ; les « mineurs » (maieurs) de poissons étaient désignés par le Prévôt seulement. (Durieux. Les corps de métiers, p. 143).

M. Wilbert, p. 324, a indiqué que « les jurés pris parmi les maîtres sont » élus par ces derniers et généralement installés par un des membres du corps échevinal.

M. Coulon a écrit — p. 72 — : « Parmi les maîtres était choisi par élection un directeur que l'on appelait juré, syndic, garde, mayeur, prieur ou visiteur ». — Cf. *ibid.*, p. 108.

Nos recherches, du moins en ce qui concerne la mulquinerie, nous autorisent à écrire que les maieurs de cette corporation étaient non pas élus par les maîtres, mais choisis par le Magistrat : la lecture du registre, BB. 17 (aux A. C.) ne peut laisser aucun doute à ce sujet.

3. AC. BB. 17., f. 224^{vo} 229^{vo}.

qu'après une enquête préalable sur leurs « capacités, » fidélité, expérience, idoneité et preudhomie ».

Les maieurs de mulquinerie n'étaient pas seulement recrutés parmi les maîtres mulquiniers ⁴ : les courtiers et les « facteurs » de toilettes pouvaient être « establys » a icelle mairie ⁵ ».

En 1653, à la suite de circonstances que nous n'avons pu déterminer, le comte-évêque de Cambray, supérieur en droit du Magistrat, exerça un droit de regard sur la communauté des mulquiniers : à partir de cette date, en effet, il était « estably », lors du renouvellement triennal des « mairies », en plus des trois maieurs ⁶ « commis » par le Magistrat, un quatrième maieur « de la part de » Monsieur l'Official ⁷ ».

Quelques années plus tard, en 1657, en raison vraisemblablement de l'augmentation de l'importance de la corporation, le Magistrat jugeait utile d'accroître d'une unité le corps des maieurs : ceux-ci étaient, dès lors, au nombre de cinq, y compris celui qui était à la nomination de l'officialité.

Les maieurs étaient encore au nombre de cinq, au moment de la réunion du Cambrésis à la Couronne (1678) ⁸, mais cette règle subsista-t-elle jusqu'à la publication de l'édit d'août 1776, qui prévoyait l'élection par la communauté de deux syndics auxquels étaient adjoints deux suppléants ? Les textes que nous avons examinés ne nous ont apporté aucun éclaircissement sur ce point.

Avant d'entrer en fonctions, le maieur, qu'il fut « commis » par le Magistrat ou « estably » par l'official, prêtait « es mains de Messieurs en plaine chambre » le « serment de fidelité en tel cas requis et accoustumé »

4. Certains textes du registre BB. 17 (A. C.) ne font mention que de mulquiniers ; mais, il doit s'agir de toute évidence de maîtres mulquiniers.

5. A. C. BB. 17 fol. 288, 328^{vo}, 369^{vo}.

6. Les bouchers en ont quatre ; les poissonniers ne peuvent vendre sans que trois de leurs « mineurs » au moins ne soient présents. (Durieux. Les corps de métiers, p. 143.).

7. AC. BB 17., p. 252 ^{vo}.

8. Coulon, p. 108.

c'est à dire « de bien et fidèlement exercer ledit estat ⁹ » et de « rendre bon et fidel compte de leur administration par devant Messieurs du Magistrat ¹⁰ ».

II. — *Nature des fonctions.*

Parmi les fonctions qui étaient dévolues aux maieurs de par les statuts de la communauté et les ordonnances du Magistrat, les unes, les principales, avaient trait à la police du métier, les autres regardaient l'administration de la corporation.

Faire observer le règlement, tel était, en premier lieu, le rôle des maieurs : ils étaient « commis sur le regard » de la police et ordre ¹¹ ». Pour remplir cette mission, ils devaient, notamment, « visiter le métier IV ou VI fois » l'an ¹² ».

L'inspection des ateliers pouvait être faite « aux jours » marqués ou inopinément, pour s'assurer qu'il ne se com- met rien de déloyal ni d'illégal ¹³ ». Elle permettait non seulement de surveiller les conditions dans lesquelles s'effectuait le travail, mais encore et surtout d'assurer la loyauté de la fabrication et de la vente ¹⁴.

A cet effet le maieur vérifiait que les ourdoirs compor- taient la longueur voulue, les « toilles mises a buer » étaient « signées » comme prescrit ¹⁵, etc. ; il pouvait

9. Nous ne connaissons pas le texte de ce serment. D'après M. de Gailhard-Bancel, p. 136, la formule du serment est « un résumé des obligations de justice, d'impartialité, de diligence qui doivent être la loi des visiteurs de métier dans l'exercice de leurs délicates fonctions ».

10. Cf. La déclaration du Roy du 3 mars 1749 (A. N. AD* 895).

11. Durieux : « Les corps de métiers », p. 143.

12. Cf. Coulon, p. 108 : « Les mayeurs faisaient quelques visites de police » en 1697.

13. Cf. Wilbert, p. 324 : « Les portes des ateliers devaient, à cet effet, leur être ouvertes à toutes heures et elles ne pouvaient être fermées qu'au loquet afin qu'ils pussent y entrer sans qu'on les attendit ».

14. Cf. Gailhard-Bancel, p. 59 : La visite avait pour objet de contrôler les conditions du travail et d'examiner tout ce qui se trouve sur les étaux ou dans la boutique et ses dépendances ».

15. Au « stil des liniers », le maieur devait « reswarder » le lin, les poids et les balances. Le maieur du « stil des toilliers » devait inspecter les « rots » quatre fois l'an.

« arrêter sur l'estil l'ouvraige qui serait en deffaut et amender l'ouvrier de X sols ».

Les abus constatés étaient signalés au Magistrat pour en assurer la répression et en prévenir le retour.

Indépendamment de ces visites, les maieurs devaient, conformément aux prescriptions échevinales de 1628, se trouver au « tour » des marchands et s'y tenir prêts aux jours et heures désignés pour « signer » les toiles qui possédaient les dimensions indiquées par les ordonnances du Magistrat. Il leur était interdit de « prendre argent » aux bonnes gens du dehors » pour leur donner « congé », autorisation, de vendre leurs toiles qu'ils devaient « signer » en temps et lieu « sur peine arbitraire ».

Outre ces fonctions de police, qui étaient la raison d'être de leur institution¹⁶, les maieurs avaient également pour tâche d'administrer la communauté corporative : ils devaient, à cet égard, contrôler l'apprentissage, examiner les candidats à la maîtrise, régler les désaccords qui pouvaient survenir entre maîtres et ouvriers¹⁷, convoquer et présider les assemblées de la corporation et enfin gérer les finances de la communauté.

Les maieurs de la mulquinerie étaient, en 1621¹⁸ « establys » dans ces fonctions de police et d'administration « pour en joyr l'espace de deux ans seulement ».

Quelques années plus tard, en 1652, « les Messieurs » du Magistrat advisans sur le renouvellement des maieurs » décidèrent que les maieurs de la mulquinerie seraient,

16. « Ils furent les gardiens du métier avant d'en être les administrateurs. » (Gailhard-Bancel, p. 107).

17. « Ils remplissaient les fonctions d'arbitre, toutes les fois qu'ils en étaient requis ». (Wilbert, p. 323).

18. Antérieurement à cette date, nous ne possédons aucune précision sur la durée de ces fonctions. Le « terme biennal » était-il déjà en vigueur ? ou bien les maieurs ne conservaient-ils leurs fonctions que pendant un an, ce qui semble être la règle générale à Cambray, si nous en croyons M. Durieux (Les corps de métiers, p. 143).

pendant une nouvelle année, confirmés dans leurs fonctions et qu'à l'avenir ils seraient « changés par chacun terme de trois ans¹⁹ ».

« Il eut été d'ailleurs difficile d'imposer pour plus long-temps une charge que le titulaire désigné n'était pas libre de refuser. La garde du métier était, en effet, un service d'intérêt professionnel auquel on ne pouvait se soustraire. Refuser de s'en acquitter, c'était s'exposer à une amende, voire même à l'exclusion²⁰ ».

Indépendamment de la mort et de l'expiration normale du terme du mandat, d'autres causes — la démission ou la révocation — pouvaient mettre fin à l'exercice des fonctions des maieurs. Le « déporté », démissionnaire, devait justifier sa détermination par de sérieuses raisons, telles que le grand âge, la maladie, etc. La révocation était la sanction la plus grave qui pût être prise à leur endroit par le Magistrat : elle était vraisemblablement prononcée lorsque de graves négligences ou des infidélités avaient été relevées à leur charge.

Les maieurs ne remplissaient pas gratuitement les fonctions qui leur étaient imparties tant par les statuts corporatifs que par les réglemens de police de l'autorité municipale.

Nous lisons, en effet, dans les actes de nomination²¹ que les titulaires de « cet état » devaient « s'en acquitter » soubz les profficts et emolumens accoustumés²². Il devait s'agir du remboursement par les mulquiniers des dépenses faites à l'occasion des visites statutaires²³.

En plus de ces droits d'inspection, les maieurs avaient des avantages pécuniaires qui étaient, à vrai dire, des « primes à la diligence » : il leur était dévolu, en effet une

19. AC. BB 17, 247^{vo}.

20. Gailhard-Bancel, p. 117.

21. AC. BB 17.

22. Aucun texte ne nous a donné quelques précisions sur la quotité de ces émolumens. D'après Coulon, p. 108, ils ne touchaient ni droit ni salaire.

23. Cf. Gailhard-Bancel, p. 163.

part — généralement le tiers — des amendes qu'ils appliquaient, le cas échéant, aux membres de la corporation.

Le Magistrat avait pris soin de faire respecter ceux qu'ils avaient établis pour la surveillance de la manufacture : il interdisait aux maîtres de « dire ou faire vilonnie » aux maieurs qui « warderaient » le métier ²⁴.

24. Cf. Durieux : Les corps de métiers, p. 143 : « Tous les maîtres de la » corporation doivent au maieur respect et obéissance absolue sur amende ».

Section V. — Les Sanctions

Les maieurs, qui étaient « commis (par le Magistrat) sur le regard de la police et ordre ¹ », avaient pour obligation principale de surveiller l'application des ordonnances édictées par la chambre échevinale : pour remplir cette mission, ils devaient visiter les ateliers plusieurs fois par an.

Pour faciliter cette inspection, le premier règlement de police que nous connaissons comportait un article stipulant que celui qui dirait « villenie » aux mayeurs pour « lorgnoison du mestier » serait « justiciez de corps et de » cathel jusques au dit des Échevins ² » c'est à dire que celui qui entraverait, soit par des paroles, soit par des actes, l'action des maieurs dans l'exercice de leurs fonctions serait puni d'une peine fixée arbitrairement par le Magistrat en vertu de son pouvoir discrétionnaire.

Les sanctions prévues par les édits du Magistrat variaient suivant l'importance du délit constaté. Parmi les principales figuraient l'amende, la privation du métier et la destruction soit des instruments de travail soit du produit fabriqué, soit « un ensemble de sanctions dans lesquelles » nous pouvons discerner aujourd'hui les traits essentiels » d'un véritable code pénal corporatif. D'un côté, nous » trouvons posé le principe de la réparation à l'acheteur » lésé ; de l'autre, une échelle de pénalités toutes orientées » dans le sens de l'exemple statutaire à donner ³ ».

I. — Amende.

La sanction la plus fréquemment employée était l'imposition d'une amende au contrevenant. Son importance

1. Voir p. 51.

2. Ordonnance sur « le mulquinerie omple ». Pièces justificatives 1.

3. Gailhard-Bancel, p. 191.

était fonction de la faute relevée : elle variait de 5 sols à cent livres selon le cas et était répétée autant de fois que l'infraction était constatée.

En 1584, l'amende était divisée en deux parts : l'une était affectée à l'officier de la prévôté et l'autre était attribuée au dénonciateur, en récompense de son acte ⁴.

Cette répartition subsista jusqu'en 1602. A cette date, l'amende était partagée en trois parts : l'une revenait toujours à la prévôté, la deuxième au dénonciateur et la troisième était distribuée aux pauvres ⁵. Une ordonnance de 1629 confirma cette dernière répartition.

Après 1711, le partage de l'amende se faisait comme suit : un tiers à « Sa Majesté », un tiers au dénonciateur et le dernier tiers à l'officier verbalisateur (le maître) ⁶.

II. — *Privation du « mestier ».*

L'amende n'était pas la seule punition qui pût être infligée pour punir les infractions aux règlements de police. Les contrevenants pouvaient encore être privés de l'exercice de leur métier pendant un temps déterminé, généralement fixé à un an et un jour.

Cette peine était prévue lorsqu'il y avait contrefaçon de l'« enseignes » et quand l'ourdoir ne comportait pas la longueur prescrite par l'ordonnance de 1461.

Mais nous ignorons si l'exclusion définitive était prononcée en cas de récidive.

4. A S^t Quentin, en 1560, il était remis à l'accusateur un tiers de l'amende. (Mémoires de la société Académique de S^t-Quentin. Tome 6, 1883, p. 96).

5. Cf. Gailhard-Bancel, p. 205 : « Une partie de cet argent, prélevé » sur la fraude et sur l'injustice, ira se purifier dans la sébille du pauvre et » dans les mains débiles du vieillard sans ressources, améliorer le sort des » malades dans les hôpitaux ».

6. Cf. M. Durieux (« Les corps de métiers », p. 143). « Une partie, généralement le tiers, était dévolue aux maîtres ».

III. — *Confiscation.*

Elle était notamment prononcée lorsque le « telier-linge », tisserand de batiste, avait emprunté « de l'argent sur les chaines et sur les lames ».

Parfois, la confiscation et l'amende étaient infligées simultanément : par exemple, lorsqu'il était constaté des « déloyaux denrées, des mauvais poids et balances ».

IV. — *Punition arbitraire.*

En dehors de ces peines, amende, privation du « mes-tier », et confiscation, il existait des « pugnitions » qui étaient infligées « au dit des échevins », arbitrairement, en vertu du pouvoir discrétionnaire du Magistrat, compte tenu probablement de la situation du coupable et de la gravité de la faute commise.

En 1602, le Magistrat ordonna que le « hourdoir » qui n'était pas conforme à l'« étalon » quant à la longueur, serait brisé, rompu ou brûlé ⁷ et que le détenteur de cet « ustensile » serait « puni d'amende arbitraire selon l'exi- » gence du délit ».

7. En 1461, devait être brûlé tout ourdoir qui n'était pas « flastri aux jointures ».

Section VI. — La Confrérie

Indépendamment des liens purement professionnels qui unissaient entre eux apprentis, compagnons et maîtres, chaque membre de la corporation était inscrit à une confrérie, dédiée à un saint que chaque corps de métier s'était choisi pour patron : Saint Pierre pour les « teliers-linges, le Saint Suaire pour les mulquiniens ¹ ».

Dès 1407, nous constatons l'existence d'un groupement religieux au « style des teliers-linges » : le Magistrat permit en effet, « à la requeste et supplication des » compagnons, élévation d'une candeille en l'honneur » de Dieu et de Mgr Saint Pierre ² ». Par cette même ordonnance, il était enjoint aux apprentis et aux maîtres de faire l'offrande d'un cierge.

Les documents que nous avons examinés n'ont pas permis de suivre la vie de ces groupements qui étaient à la fois « religieux et charitables ³ ». En 1629, les confrères étaient tenus de faire des œuvres pies.

Si nous en croyons MM. Durieux et Wilbert ⁴, la fête patronale était célébrée avec pompe et munificence : elle commençait à l'Église par l'audition d'une messe solennelle, pendant laquelle brûlait le « chiron » du corps, fondu avec les ressources de la « boiste », caisse de la communauté ; à l'issue de cet office, se tenait l'assemblée qui élisait les autorités de la confrérie et, pour certains « styles » celles de la corporation ; elle se terminait par

1. D'après Bouly, p. 394, les mulquiniens avaient pour patronne S^{te} Véronique.

2. A. C. AA 101.

3. Cf. Hauser, p. 161.

4. Cf. Durieux. « Les corps de métiers », p. 148 — Wilbert p. 328, Hauser p. 165.

un repas confraternel auquel assistaient les membres du corps échevinal.

Chaque « style » portait son cierge à la procession du « sacre », (Fête-Dieu) et aux funérailles des membres de la communauté. En 1629, les liniers étaient tenus d'acheter annuellement un flambeau pour la procession du Saint-Sacrement.

La « boiste » était alimentée par une quote-part des amendes ⁵, les cotisations des membres et les droits d'apprentissage et de maîtrise ⁶.

5. Celles que le règlement de 1602 dit devoir revenir aux pauvres.

6. Cf. Hauser, p. 162 et s.

CHAPITRE III

Le Fonctionnement de la Corporation

L'industrie des « Toilettes »

La fabrication des « toilettes » a été l'objet d'une réglementation très précise à la fois et très sévère, non seulement de la part du Magistrat, mais encore, après la réunion du Cambrésis à la Couronne (1678), de la part de l'autorité royale. Il s'agissait, en effet, d'obtenir un produit « sans deffaute » et qui fût de nature à plaire au consommateur. C'est pourquoi sont nombreux à ce sujet, les ordonnances de police émanant du Magistrat de Cambray et les arrêts rendus au conseil d'État du Roy.

Section I. — Le Fil de Mulquinerie

Il y avait deux sortes de lins : les lins de gros qui servaient à la fabrication des toiles de ménage, des toiles étramées (la chaîne était en fil de lin et la trame en fil d'étoupes) des toiles dites bocassins (doublures), des toiles à sacs, des toiles à voiles et des toiles damassées ou linges de table et les lins de fin qui étaient utilisés au tissage des « toilettes ¹ ».

C'était dans le Haynaut et le Cambrésis que « se recueillait le beau lin-propre à la fabrication des toiles batistes et linons ». « Le plus beau et le plus estimé » provenait des « villages entre Bouchain et Saint Amand » le long de l'Escaut et de la Scarpe ² ». Sa culture était « infiniment délicate, lucrative ³ et intéressante à l'État ⁴ ».

Les mulquiniers avaient également recours, comme en

1. Cf. Dieudonné. Tome II.

2. Mémoire de Cromelin, 23 septembre 1789. (A. N. F¹²650).

— « Les lins employés dans la fabrication des toilettes croissent aux environs de Marchiennes, de Bouchain, du Quesnoy etc. (A. N. F¹²73 f. 234).

— « Nos fils les plus précieux de Marchiennes et S^t Amand... ». (Observations d'un négociant de S^t Quentin. A.N. F¹² 1429).

3. « Les récoltes varient singulièrement, peu de plantes exigent plus de soin et sont aussi sujettes à manquer lorsque le temps n'est pas absolument favorable, mais aussi une seule bonne récolte dédommage même au point quelquefois d'en payer le fond ». (Mémoire de Cromelin. 23 septembre 1789. A.N. : F¹² 650).

— « La culture du lin fin est si productive qu'il se vend sur pied « jusqu'à un sol le pied carré de superficie ». (Mémoire des maîtres fabricants et marchands de toilettes de la ville et cité de Cambray, 2 novembre 1789. A. N. F¹² 652).

« Sur l'espace d'une mencaudée de terre, représentant 35 ares 46 ca., un fabricant pouvait alors (1803) se loger largement, avoir une étable pour quelques vaches, une écurie pour un cheval, un potager et le terrain nécessaire à la culture de tout le lin qu'une famille nombreuse pouvait filer et avec laquelle elle pourvoyait aux besoins de 6 à 8 tisserands ». (Wilbert, p. 372).

4. Mémoire des maîtres fabricants ibid.

fait foi une ordonnance échevinale du « XI^e jour de juing » 1518 ⁵ », aux « lins de normendie que les marchans forains » et estrangers amainent vendre en ceste cité ⁶ ».

La bonne qualité du lin « fabriqué » dans la vallée de la Scarpe était attribuée au rouissage ⁷. « On prétend, » a écrit Dieudonné ⁸, que les eaux qui y sont fournies » par les sources jaillissantes ouvertes par des coups de » tarière, ont une vertu particulière que l'on ne trouve » pas dans d'autres communes. On place en première ligne » pour la qualité des eaux, Denain, puis Somain, puis » Erre, puis Wallers. Il y a une différence entre la manière » de fabriquer à Wallers et celle usitée dans les premières » communes : à Wallers, on ne fabrique qu'à la botte ; » dans les autres communes : c'est au Kg. Les lins de » fin de Wallers sont moins estimés que les autres. On » conserve avec beaucoup de soin dans ces communes » ce qu'on y appelle le secret de fabrication ».

Après avoir été teillé (opération qui consiste à « ôter la paille » et « cherinché », c'est à dire « purgé de ses étoupes,

5. A. C. AA 101, p. 233. En 1645, il y eut un « règlement pour les marchands de lin forains » (A. C. AA 101, p. 231 v^o).

6. « Au XVIII^e siècle, le Cambrésis fournissait également des lins en » bottes qui étaient employés dans les manufactures de la Normandie ». (Chabaud, p. 244).

7. « Les routoirs de lin de fil sont de grand canaux de 3^m90 (12 pieds) » de largeur, sur une longueur indéterminée, dans lesquels l'eau se renouvelle sans cesse. Ces canaux sont divisés sur places. Une place est un trou » carré en charpente de 3^m90 (12 pieds) de largeur, 2^m60 (8 pieds) de long, » 4^m 55 (14 pieds) de profondeur, c'est dans ces places que s'encaisse le lin ». (Dieudonné Tome II).

— Le 1^{er} novembre 1783, l'Intendant des Flandres publiait une ordonnance qui interdisait « aux habitants des lieux voisins des Rivières et » Canaux de notre Département et, notamment de celle de la Marque, de faire » rouir des lins et chanvres dans lesdites rivières, spécialement pendant les » trois mois d'été, depuis le premier juin jusqu'au premier octobre, à peine » de confiscation desdits lins et chanvres, et de cent florins d'amende, sauf » à eux à les faire rouir dans des fossés et eaux dormantes, qui ne se déchargent point dans lesdites Rivières, ou d'établir des digues qui empêchent » la communication avec la Rivière pendant les chaleurs.... ce qui infecte » les eaux et cause un préjudice considérable aux Riverains, surtout pendant l'Été. (A. D. Placards 8261) ».

En 1804, on rouissait le lin depuis Thermidor jusqu'au 15 vendémiaire (du 20 juillet au 6 octobre). (Dieudonné Tome II).

8. Tome II.

le lin fin était ensuite peigné « scrupuleusement avec des » brosses de soie de sanglier », puis « plié artistiquement » en petits paquets de la grosseur du doigt, appelés quenouilles ». Il était enfin filé au moyen de « rouets ⁹ qui » tournent les uns au pied, les autres à la main : ces derniers sont les plus nombreux pour la filature du lin au fin ; l'on fait beaucoup plus de cas de ce lin, filé à la main, il est beaucoup moins tors et plus beau ; celui filé au pied est plus cassant, pour la raison que le mouvement de rotation étant plus prompt tord le fil davantage ¹⁰ ».

Le lin ainsi filé recevait encore une dernière façon de la fileuse : il était dévidé « de l'hellette de la bobine sur » des buhots, morceaux de bois creux » et ce travail était effectué « avec assez d'art pour que le fil ne se mêle » point en le tirant du buhot pour le passer sur l'ourdissoir ¹¹ ».

9. « On met ces rouets à la main devant soi, en sorte que la roue se trouve » à droite ; la quenouille est perpendiculaire, adhérente au rouet par un bras » qui se trouve à gauche ; cette quenouille est mobile. Chaque petit paquet » de lin y est attaché au moyen d'un cordon plat ; on commence par le haut » entourant le cordon en forme de spirale sur le lin qui est collé à la quenouille ; parvenu au milieu de la quenouille, on arrête ce cordon, on retrousse- » par dessus le reste de la longueur du lin et on le retient au haut de la quenouille. Pour faire cette opération, la fileuse attache la quenouille au rouet. » Le grand art de la filature au lin est de prendre chaque fois un, deux, trois » brins au plus pour faire un fil extrêmement fin, quoique très fort. Au sommet du rouet est placé un petit vase que l'on a soin de tenir plein d'eau propre pour que la fileuse puisse y mouiller de tems en tems le pollex et l'index. Beaucoup de fileuses ont l'habitude de mouiller leur filasse avec la » salive ; dans ce cas, elles ne font que mouiller l'index en le portant à la » bouche. Les fabricans prétendent que cette façon de travailler est la meilleure, qu'elle donne une qualité de plus au fil selon que le tempérament des » ouvrières est plus ou moins bon. Lorsque le lin est bien choisi, la beauté, » comme la qualité du fil, dépendent de la dextérité de l'ouvrière. Plus il » est fin et uni, plus il a de valeur. (Dieudonné. Tome II) ».

10. Dieudonné. (Tome II).

11. *ibid.*

— « On ôte, pour cet effet, l'hellette de dessus le fer qui sert d'axe à la » bobine, on y substitue le buhot, sur lequel se dévide le fil. Pour faire ce » travail, les fileuses ont une espèce de quenouille détachée du rouet, qu'elles nomment dévidoir et qu'elles tiennent entre le bras et le côté gauche, » à la hauteur du coude, quelques unes aussi à leur ceinture toujours du même côté. A la pointe de ce dévidoir, se trouve fiché un morceau de fil » de fer auquel on adapte la bobine comme à son nouveau pivot ; cela fait, » le fil est conduit avec le pouce sur le buhot, et il s'y dévide par le mouvement de la roue. Chaque buhot couvert de fil n'est pas plus gros que le » pouce et va en diminuant de chaque côté dans la forme d'un fuseau » (*ibid.*)

L'ourdissoir, appelé également « ourdoir »¹² était « re-

12. « L'ourdoir est composé de deux montants et de deux traverses ;
 » dans chaque montant il y a six chevilles de huit pouces de longueur et de
 » treize à quatorze lignes de diamètre. Au côté droit par la base, il y a une
 » fourchette dans le montant et une autre dans la traverse d'en haut, celle
 » d'en bas sert pour compter le fil et fait partie de la longueur, celle d'en haut
 » sert pour la division du fil pour le passage de la navette et ne fait point
 » partie de la longueur. Cet ustensile depuis la fourchette d'en bas jusques
 » à la dernière cheville d'en haut doit contenir seize aunes et un quart de
 » longueur, mesure de Paris ». (Mémoire de Cromelin, 27-2-1788 — A. N.
 F.¹² 1420).

— « Cet instrument est composé de deux montans en bois d'envi-
 » ron 16 décimètres 24 (5 pieds de hauteur) et de deux traverses également,
 » de bois et un peu plus longues, fixées transversalement à ces deux montans
 » l'une en haut et l'autre en bas, et formant dans leur assemblage un carré
 » long. Dans chacun des montans sont pratiqués cinq trous, à la distance de
 » 108 millimètres (4 pouces l'un de l'autre). Dans ces trous se fichent des
 » broches en bois de 40 millimètres de circonférence sur 162 à 189 millimètres
 » de longueur. Ces broches ont une tête qui débordé d'environ 2 millimètres
 » 25, et elles se mettent et s'enlèvent à volonté. Au milieu de la branche trans-
 » versale du haut de l'instrument se trouve une fourche plus longue de 13
 » millimètres 5 que les broches mais moins grosse et posée dans le même sens.
 » Au bas du montant de la partie gauche, à environ 108 millimètres au des-
 » sous de la dernière broche, se trouve une seconde fourche pareille à celle
 » de la barre transversale du haut, dont je viens de parler — Lorsqu'on veut
 » ourdir, on pose sur l'ourdissoir 8 fils à la fois : on a, à cet effet, 8 pots de
 » bois placés sur la droite, à distance de 3 pas de l'ourdissoir. Ces pots sont
 » sur un gradin élevé à environ 65 centimètres de terre ; dans chacun de ces
 » pots est placé un des buhots garnis du fil que l'on veut ourdir ; on réunit
 » et noue les 8 fils ensemble, en prenant assez de précautions pour qu'ils ne
 » s'em mêlent pas ; on passe ces 8 fils à la première broche de la partie gau-
 » che, puis à la première de la partie droite, et ainsi successivement d'un
 » montant à l'autre, jusqu'à ce que les 5 broches de chaque côté soient oc-
 » cupées : cette opération se fait de haut en bas ; parvenu à la dernière
 » broche on passe les 8 fils, toujours réunis, dans la fourche qui se trouve en
 » bas du montant de gauche, et on remonte en faisant la même opération
 » d'une branche à l'autre, jusqu'à la fourche que nous avons dit être placée
 » au centre de la traverse supérieure ; alors on croise les 8 fils dans les doigts,
 » un à un, et on les passe dans cette dernière fourche, de façon qu'il s'en
 » trouve 4 au dessus et 4 en dessous. Ces 8 fils réunis qui ont passé, sur tou-
 » tes les broches de l'ourdissoir, tant en descendant qu'en montant, for-
 » ment une portée. 15 portées forment un quart, lorsque la pièce de toile
 » pour laquelle ce fil est destiné, ne doit contenir que 14 mètres 85 (12 aunes
 » 1/2) ; si la pièce doit avoir 18 mètres 41 (15 aunes et 1/2) il ne faut que
 » 12 portées et 1/2 pour le quart, mais dans ce dernier cas on a mis 6 broches
 » de chaque côté au lieu de 5. Des réglemens fixent une proposition unifor-
 » me pour les ourdissoirs, de sorte qu'il se trouve la même quantité, en lon-
 » gueur de fils, dans chaque quart. Le poids seul occasionne des différences.
 » Plus le fil est fin, moins il pèse. On peut ourdir à la fois autant de fils
 » réunis que l'on veut ; dans ce cas, on compte, lorsque l'ourdissage est
 » fini, autant de portées qu'il y a de fois 8 fils réunis ensemble. Pour lever
 » le fil de dessus l'ourdissoir, on lie la tête des fils réunis qui se trouvent
 » sur la fourche d'en bas ; on fait la même opération à environ 54 millimètres
 » en dessous de la fourche. On réunit les parties supérieures et inférieures
 » ensemble par un second neud : ce qui forme déjà une sorte de piège dou-
 » ble ; on passe dans ce piège le pollex et l'auriculaire, et on ramasse sur sa
 » main toute la quantité dont on forme un paquet artistement plié ; on
 » réunit ensuite plusieurs de ces petits paquets ensemble, pour en former un
 » paquet unique que l'on appelle étain, sur lequel on met une marque numé-
 » rotée du nombre de quarts et de portées. (Dieudonné, Tome II).

» gardé comme la boussole de la fabrique ¹³ », « le bon pot » parce que c'était de luy qui dépendait de la fortune de la filature ¹⁴ ». Et c'est pourquoi, comme nous le verrons bientôt, cet instrument a été l'objet de nombreuses prescriptions tant du Magistrat que du pouvoir royal.

Pour donner une idée de « la dextérité et l'inaltérable » patience » des ouvriers et ouvrières qui concouraient à la manufacture des « toilettes », il nous paraît nécessaire de placer ici quelques détails sur les opérations de l'ourdissage

« Le fil se compte par portée et par quart ¹⁵, la portée » c'est monter et descendre sur l'ourdoir ; pour le quart, » il faut douze portées et demie ; on ourdit à huit fils ¹⁶ » de façon que le quart est composé de deux cent fils de » seise aunes et un quart chacun de longueur ; chaque » compte ¹⁷ d'une toile est composée de deux cent fils, » ainsi une batiste dont le compte le plus bas est en sept » et le plus haut en vingt huit est composé dans le plus » bas de 1.400 fils et dans le plus haut de 5.600 fils non » compris les renforts ou lisières et ainsi des autres comp- » tes ¹⁸ ».

« Le fil tant pour la chaîne que pour la trame s'assortit » au poids, il est à observer que le poids de fabrique n'est » que le quart du poids de marc et que la livre par consé- » quent est composée de soixante quatre onces, ce qui » se multiplie à l'infini, puisque le fil le plus gros ne doit » peser par compte de deux cents fils de seises aunes et » un quart chacun, que dix sept onces, et le plus fin deux » onces, poids de fabrique ¹⁹ ».

13. Mémoire de Cromelin, 1792. A. N. F¹² 1429.

14. Mémoire de Cromelin 27-2, 1788. A. N. F¹² 1420.

15. cf. la note 12 (page 65).

16. L'art V de l'arrêt du 12 septembre 1729 (A. N. AD* 809) prévoyait l'ourdissage à 10 fils, mais en 1731 (art IV de l'arrêt du 24 juillet. A. N. AD* 818) les fils servant à la fabrique des toiles batistes et linons ne devaient pas « être ourdis à moins de huit fils ».

17. « Terme qui sert à désigner le degré de finesse d'une toilette eu égard » à sa longueur et à sa largeur, il s'ensuit que ce degré de finesse se déter- » mine par la quantité de quarts de fils qui composent la chaîne. Ainsi une » batiste dans laquelle il entre 18 quarts à la chaîne est dit en dix-huit, etc. ». (Dieudonné. Tome II).

18. Mémoire de Cromelin, 1788. A. N. F¹² 1420.

19. Mémoire de Cromelin, 18 février 1792. A. N. F¹² 1429.

— « Il y avait du fil d'une si grande finesse qu'un poids de 500 grammes » en représentait 250.000 mètres ». (Wilbert, p. 372).

La longueur des « ourdoirs » n'a pas toujours été uniforme. Elle a varié suivant les circonstances, déterminées soit par la concurrence soit pour satisfaire aux exigences de l'acheteur.

En 1461, la longueur de l'« ourdoir » devait être de « 24 aunes, 2 quarts et $\frac{1}{2}$ pauch », sous peine, pour le mulquinier contrevenant à cette prescription, d'être privé du « mestier »²⁰.

En août 1602, le Magistrat fixait la longueur de cet « ustencil » à 25 « aunes ny plus ny moins » et prévoyait l'établissement d'un ourdoir « étalon » aux fins de vérification²¹.

Quelques mois plus tard, en octobre de la même année, afin de lutter contre la concurrence des villes « circonvoisines », il était « tolléré et permis » de posséder des « ourdoirs » d'une longueur de 25 aunes et demi²².

Pour la même raison, le Magistrat, en 1604, portait la longueur des ourdoirs à « 26 aulnes 2 quartiers »²³.

Afin d'éviter les fraudes sur ce point, l'autorité échevinale ordonnait, en 1628, que les « ourdoirs » seraient « visités et jaugés par l'huyssier commis à cet effet, s'ils » étoient de bonne structure, comportant la mesure prévue et s'ils étaient flastris aux jointures²⁴ ».

En septembre 1729²⁵, le pouvoir royal prescrivait que les « ourdoirs » ne contiendraient « depuis la fourchette d'en bas jusqu'à la dernière cheville d'en haut » que seize aunes et un quart de longueur de fil ». Cette mesure resta immuable jusqu'à la Révolution.

Le même arrêt du 12 septembre 1729 ordonnait de faire marquer les « ourdoirs » « de la marque de la ville » la plus proche du lieu » de leur fabrication.

Pour que ces nouvelles dispositions ne fussent pas inopérantes, une « tournée générale » devait être faite dans

20. A. C. AA. 101. (Ces longueurs se rapportaient, bien entendu, à la longueur du fil et non à celle de l'instrument proprement dit).

21. 22. 23. 24. AC. AA 101.

25. A. N. AD*809.

le courant de janvier 1730, « par le Magistrat chez les » tisserands ou mulquiniers, les ourdisseurs et les faiseurs » d'ourdoirs pour examiner leurs ourdoirs et saisir ceux » qui ne seraient pas conformes au présent arrêt, pour » être rompus et brulés et les particuliers chez qui ils » seraient trouvez, condamnez en 50 livres d'amende ²⁶ ».

Au début de 1731, le Bureau du Commerce recommandait à l'Inspecteur général des manufactures de faire « des visites chez les tisserands de la campagne afin » de tenir la main à l'exécution de ce règlement ²⁷ ».

Le 20 novembre 1745, l'Intendant « en Flandre » rappelait les prescriptions de l'arrêt de 1729 ²⁸.

Les visites prescrites par cette ordonnance ayant révélé que les dispositions dudit règlement n'étaient pas, en ce qui concerne les « ourdoirs » respectées par les fabricants, le gouverneur de la Ville de Cambrai rendit, le 6 juillet 1748 ²⁹, une ordonnance défendant « très expressément à » toutes personnes de telle qualité et condition qu'elles » soient faisant la profession d'acheter des fils, de se servir d'aucune espèce d'ourdoir à moins qu'il n'ait été » vérifié par notre préposé et marqué de nos marques à » peine de confiscation et de cinquante florins d'amende » qui sera encourue pour chaque contravention » et ordonnant « à tous les propriétaires et possesseurs d'ourdoirs » qui n'ont point été marqués de les rapporter au greffe » incessamment pour être redressés, vérifiés et marqués, » et ce, dans un délai de huit jours à compter de la publication de cette ordonnance, à peine que les amendes et » confiscation cy-dessus seront encourus par tous ceux » en la possession desquels les dits ourdoirs seront trouvés».

Ces différentes prescriptions ont été rappelées le 25 may 1754 et le 30 may 1761 ³⁰.

26. Art XIV de l'arrêt du 12 septembre 1729. (A. N. AD* 809).

27. A. N. F¹² 78, p. 17.

28. A. D. Placards 8206.

29. A. D. Placards 8492.

30. A. D. Placards 8499.

Section II. — La « Toilette »

« Lorsque la chaîne est mise sur le métier, le mulquinier » pare son fil ; il se sert, à cet effet, de farine bouillie dans » de l'eau jusqu'à consistance de colle. Deux brosses rondes à crins très courts sont trempées dans cette bouillie, » puis on en frotte très légèrement la chaîne ; cette première opération faite, la totalité de la chaîne est frottée » légèrement avec une 3^e brosse trempée dans du suif » fondu et chaud¹ ».

« Les fils de la chaîne sont soutenus par deux lames de » lisettes disposées verticalement et qui s'élèvent et s'abaissent tour à tour, ainsi que les fils qu'ils dirigent ; » elles sont divisées uniformément en parties appelées » points de lames. Chaque point de lame contient 20 lisettes ; chaque lisette dirige un fil, de sorte que cinq » points de lames dirigent cent fils et comme il y a 2 lames » semblables, elles dirigent ensemble 200 fils, ou un quart » de chaque métier de 5 points de lames. Les fils sont reçus » deux à deux dans le rot² qui est ainsi appelé parce qu'il » est composé de fines lames de roseau : on sent que ces » lames sont d'autant plus minces que le nombre en est » plus grand et que ce nombre est égal à la moitié des fils » qui composent la chaîne »³.

Cette fabrication fut l'objet d'une réglementation très précise à la fois et très sévère non seulement de la part du Magistrat, mais encore, après le traité de Nimègue (1678), de la part de l'autorité royale ; il s'agissait, en effet, d'obtenir un produit « sans deffaute ».

1. Dieudonné. Tome II.

2. « Peigne qui sert à passer la chaîne d'une étoffe pour la fabriquer ». (Dictionnaire Rouchi-français).

3. Dieudonné. Tome II.

Dès le XV^e siècle, il était spécifié ⁴ que les toiles devaient être « bien et loyaument tissues et assorties » et ce sous peine d'amende à l'égard du contrevenant. La toile « travaillée vilainement ou frauduleuse » était coupée sur les « boux » où devaient se tenir « l'ensaigne », et la marque de la ville. « Les toilles tant clères que battiches » seront composées, faictes et tyssues de longueur, largeur et d'autre bonté forteresse et ainsy qu'il est assorti » par les réglemens et ordonnances antérieures, sous peine » d'estre puni exemplairement selon l'exigence du cas et » jusques au dit des échevins ».

Afin d'arriver au résultat cherché, c'est à dire obtenir une marchandise « bonne », le Magistrat prescrivait au mulquinier de faire « loyaument louvraige » et de terminer celui qui était commencé avant d'en entreprendre un second. Il interdisait, en outre, le travail de nuit, non pas dans l'intérêt de l'ouvrier, mais pour la « bonne exécution du travail » et pour éviter les risques d'incendie ⁵ : « le » lever et le coucher du soleil étaient alors le point de départ et le terme de l'activité industrielle » ⁶.

Nous retrouvons la même préoccupation de ne pas tromper l'acheteur sur la qualité du produit dans les réglemens émanant du pouvoir royal. Aux termes de l'arrêt du 12 septembre 1729, ⁷ « la chaine desdites toiles batistes et » linons » devait être « d'un bout à l'autre de la pièce également serrée et garnie de fils entre les deux lisières, et la » trame faite de fils égaux et également frappée de la teste » à la queue à peine de cinquante livres d'amende pour » chaque pièce ».

Cette obligation est reproduite dans les lettres patentes du 28 juin 1780 ⁸ par lesquelles le roy prescrivait à tout fabricant, tisserand et mulquinier « d'assortir les chaînes

4. Pièces justificatives. 1.

5. Cf. Hauser, p. 83 et Gailhard-Bancel, p. 58.

6. Gailhard-Bancel, p. 59.

7. Art. VI. (A. N. AD 809).

8. Art. IV (A. N. AD 1047).

» et les trames de façon que chaque pièce de toile (fut)
» uniforme dans toute son étendue, espacer également
» entre eux les fils de la chaîne, et tramer et frapper suffi-
» samment lesdites pièces et d'une manière proportionnée
» à leur qualité ».

Par ailleurs, il leur était loisible « de se servir de pare-
» ment ou apprest nécessaire pour préparer les fils de la
» chaîne desdites toiles, mais sans pouvoir l'employer
» sur les toiles fabriquées » ⁹.

Il nous faut indiquer ici, en quelques mots, la réglementation qui a été appliquée aux « rots ».

En 1628, le Magistrat de Cambray décidait que la largeur des « rots » devait être de cinq quartiers moins un pouce ; faute de quoi les « rots devaient être brûlés et les « rosiers » punis « arbitrairement ».

L'arrêt du 12 septembre 1729 ¹⁰ stipulait que les rots
» servant à la fabrique des toiles batistes (auraient) deux
» tiers d'aune et trois pouces de largeur ; ceux destinez à
» la fabrique des linons larges, trois quarts d'aunes et un
» pouce de largeur, le tout mesure de Paris ; et tous les-
» dits rots (seraient) compassez également en sorte que
» les dents ne (fussent) pas plus espacées en un endroit
» que dans l'autre ». Ces mesures furent, en 1731 ¹¹, rame-
nées respectivement à deux tiers d'aunes et trois pouces
d'une part et de l'autre à trois quarts d'aunes et trois
pouces.

Il était interdit aux « rotiers » de fabriquer des rots
d'une largeur autre que celle qui était prescrite et de les
exposer en vente avant que d'être préalablement « visitez
» et marquez de la marque de la ville la plus proche du
» lieu de leur domicile, à peine de confiscation et de cin-
» quante livres d'amende pour chaque contravention ».

Les rots qui, le 1^{er} janvier 1730, ne comportaient pas

9. art. VII de l'arrêt du 12 septembre 1729 (A. N. A.D 809)

10. art XII dudit arrêt.

11. art XIII de l'arrêt du 11 Février 1731 (A.N. AD* 816).

la largeur prévue ou qui n'étaient pas « compassez » de la manière ordonnée, devaient être rompus et brûlés et les « particuliers » chez qui ils auraient été trouvés, condamnés « chacun en cinquante livres d'amende »¹². Comme pour les ourdoirs, une « tournée générale » fut décrétée.

Il ne semble pas que ces prescriptions aient été respectées par les fabricants du Cambrésis. Des visites faites par application de l'article XXI de l'arrêt de 1729, il résulta que les rots employés par les mulquiniers n'étaient pas réglementaires. Aussi, le gouverneur de la ville de Cambrai interdit-il, le 6 juillet 1748¹³, aux tisserands la fabrication des toiles batistes ou linons « à moins que les » rots dont ils se serviront n'aient été vérifiés et marqués » à peine de vingt quatre florins d'amende et de confiscation des fils et toilles qui seront trouvées commencées. Pour que cette vérification pût être faite, il ordonna de « rapporter au greffe dans un délai de huit jours tous les » rots pour être redressés, vérifiés et marqués » sous peine d'amende et de confiscation à encourir pour les contrevenants. Pour faciliter la tâche des « rotiers », il leur fut délivré « sans frais des mesures étalons pour les longueur » et largeur des Rots ».

Quelques mois plus tard, le 5 octobre 1748, le gouverneur de la ville de Cambrai faisait remettre aux « Rotiers » des « wardes marquées de l'empreinte des États », lesquelles wardes ils ne devaient appliquer que sur des rots conformes aux étalons « à peine de vingt quatre florins pour chaque contravention ». Au surplus, pour qu'on pût reconnaître ceux qui auraient fabriqué des rots non conformes aux étalons à eux délivrés, les « rotiers » étaient tenus « d'appliquer leur marque ou poinçon » sur l'un des wardes des rots » qu'ils fabriqueraient, « laquelle marque ou poinçon » ils devaient représenter « aux États lors de leur prestation de serment ». Il était fait « deffense », enfin, à tout fabricant de se servir de rots non « marqués » comme prescrit « à peine de confis-

12. art. XIV de l'arrêt du 12 septembre 1729. (A. N. AD 809).

13. A. D. placards 8492.

» cation des toilles fabriquées sur iceux et de vingt quatre » florins d'amende.

Les prescriptions de cette ordonnance ont été rappelées les 25 may 1754 et 30 may 1761 ¹⁴.

Les longueurs et largeurs des « toilettes » ont été, elles aussi, diverses fois réglementées au cours des siècles.

Aux termes de l'ordonnance sur « le mulquinerie om- » ple », ¹⁵ rendue afin d'éviter les « complaints » des marchands anglais, les toiles « escrues » du « nombre » en 10 et en dessous devaient mesurer 21 aunes et demie, et de 22 aunes si elles étaient du « nombre en XI » et au dessus. Si ces longueurs n'étaient pas respectées, les « toilettes » devaient être coupées en « demi-toiles » et le reste en deux « parts ». Toutefois, si « plusieurs nations et pays » demandaient que la largeur fût autre que celle qui était accoutumée, il convenait de se conformer à leurs usages, mais quant à la longueur, aucune exception n'était permise sous peine d'amende.

En 1461, les toiles devaient mesurer 24 aunes à l'aune d'Anvers, ce qui correspondait, à l'aune de Cambrai, à 23 aunes moins un quartier. Leur largeur devait être de XI quartiers « aulnage d'Anvers » ¹⁶.

Afin « d'obvier aux fraudes et habus », le Magistrat, » attendu le grant nombre de thoilles batiches qui a pré- » sent se fait et qui est en apparence de continuer », fixait, en 1499, à 21 aunes la longueur des « toilettes » avec une largeur de cinq quartiers et demi. Les « demy-thoilles » devaient mesurer « a l'advenans ». Les « toilettes » qui ne possédaient pas ce métrage étaient « à copper et cor- » rigier » sous peine d'une amende de 20 sols, infligée aux contrevenants. Cette amende était indépendante de celle de 10 livres qui frappait les « bueurs, appareilleurs et » ployeurs » qui avaient enfreint les ordonnances sur la « mercque » et l'« ensaigne » : « ordonnances sur le fait

14. A. D. Placards 8499.

15. Pièces justificatives 1.

16. A. C. AA. 101.

17. *ibid.*

» de la mulquinerie clère et omple, lesquelles entendent » estre et demeurer en leur entière forche et vigueur ».

En 1604 ¹⁸, les toiles « claires » devaient comporter 22 aunes et VII « quartiers », et les toiles « batistes » 21 aunes et VII « quartiers » ; celles, qui étaient « plus courtes » étaient coupées « par corons », et les mulquiniers et courtiers condamnés à une amende de « six livres d'amende pour chaque toile ».

En 1628 ¹⁹, les toiles « claires » devaient avoir comme longueur 22 aunes et un quart, et les toiles « batistes » 21 aunes et un quart.

Ces longueurs ne subsistèrent pas après la réunion du Cambrésis à la Couronne (1678). Aux termes de l'arrêt du conseil d'état, en date du 12 septembre 1729 ²⁰, les toiles batistes devaient mesurer « deux tiers d'aune de largeur, » mesure de Paris » et « douze aunes et demie de longueur, » non compris les franges » « pour revenir au sortir du blanchissage, précisa l'arrêt du 24 juillet 1731²¹, et après avoir » reçu le dernier apprest, à douze aunes un quart ».

Les « coupons ou doublets » devaient avoir une longueur de deux aunes et demie, qui fut ramenée, en 1731, à « deux aunes quatre pouces en écri pour revenir après » le dernier apprest à deux aunes deux pouces ».

L'arrêt de 1731 permit aux mulquiniers de tisser des « batistes d'une qualité plus forte de deux tiers de largeur » et quatorze aunes et demie de longueur en écri, pour » revenir toutes apprestées à quatorze aunes, aussi mesure » de Paris ».

Les « linons larges, unis, rayés ou mouchetez appelez » trois quarts devaient, en 1729, mesurer en largeur » trois quarts d'aune » et, en longueur, quinze aunes, non compris les franges. Cette longueur fut ramenée, en 1731, à « quatorze aunes un quart en écri, pour revenir au sor-

18. A. C. AA. 101.

19. *ibid.*

20. A. N. AD 809.

21. A. N. AD 818.

» tir du blanchissage et après avoir reçu le dernier apprest
» à quatorze aunes ».

Les « toiles appelées claires, deux tiers ou linons es-
» troits » devaient avoir, en largeur, « deux tiers d'aunes »
et en longueur, treize aunes, après le blanchiment. La
longueur des « coupons ou doublets » était fixée, en 1729,
à deux aunes et, en 1731, à deux aunes quatre pouces
en écu.

Toutes ces différentes prescriptions furent rappelées
par une ordonnance du 20 novembre 1745 par l'Inten-
dant « en Flandre »²².

L'arrêt de 1729 prévoyait, toutefois, que les toiles
« tant en crû que blanchies » qui n'auraient pas les lon-
gueurs et largeurs prescrites, devaient être « portées dans
» l'espace de trois mois, à compter du jour de sa publica-
» tion » aux bureaux de visite « pour y estre marquées
» d'une marque portant ces mots : fabrique ancienne²³ ».

Afin « d'adopter les réglemens aux temps actuels, aux
» usages et aux connaissances acquises par l'expérience »,
le roy donna, par lettres patentes du 5 may 1779²⁴, toute
« liberté aux fabricans de suivre dans la fabrication de
» leurs étoffes telles dimensions ou combinaisons qu'ils
» jugeroient à propos ou de s'assujettir à l'exécution des
» réglemens ».

Toutefois, « les toiles blanches unies ou ouvrées qui
» seroient fabriquées selon les réglemens, auroient aux
» deux chefs deux bandes transversales de plusieurs fils
» rouges ou bleus, bon teint ». Quant aux lisières de toiles
rayées, brochées ou mélangées, elles devaient être rayées,
si les règles étaient observées, ou unies, si elles étaient
fabriquées d'après des combinaisons arbitraires.

Cette nouvelle réglementation semble avoir été accep-
tée par les mulquiniers de Cambray, qui n'avaient pas
cessé de protester contre les arrêts précédents qui consti-

22. A. D. Placards 8206.

23. art. XX dudit arrêt. A. N. AD 809.

24. A. N. AD 1042.

tuaient, répétaient-ils à satiété, une entrave au « bien » de la manufacture des « toilettes » : les dossiers que nous avons examinés ne mentionnent aucune résistance contre ces lettres patentes de 1779, qui instaurent un régime de liberté dans la fabrication des toiles, batistes ou linons.

Il était spécifié, en 1780 ²⁵, de « laisser aux deux bouts » de chaque pièce de toile une bande d'un seizième d'aune » en sus de la longueur prescrite », ladite bande, qui devait être séparée de la pièce par les barres transversales ci-dessus prévues par les lettres de 1779, était destinée à recevoir les marques de fabrique et de visite. Cette bande, ainsi que les barres transversales furent supprimées l'année suivante ²⁶.

Les dimensions de « toilettes », qui étaient usitées, à Cambrai, en 1789 ²⁷, étaient, « à l'aunage de Paris », les suivantes :

les batistes : $2/3$ de largeur, $12\ 1/2$ de longueur

les linons larges unis : $3/4$ de largeur, $14\ 1/2$ de longueur

les linons étroits : $2/3$ de largeur, $13\ 1/4$ de longueur

les linons rayés, mouchetés et brochés : $3/4$ de largeur, $14\ 1/4$ de longueur ²⁸.

25. Lettres patentes du roy du 28 juin 1780 (A. N. AD 1047).

26. Arrêt du 9 août 1781 (AN. AD 1053).

27. Mémoire de Cromelin. 23 novembre 1789. (AN. F¹² 650).

28 « A Valenciennes, les batistes s'achètent bien à $2/3$ de largeur et à $12\ 1/2$ de longueur, mais tous les linons indistinctement s'achètent à 15 » suivant l'arrêt du conseil de 1729 ». (ibid).

Section III. — L' « Ensaigne »

La marque de fabrique ou « ensaigne » n'est pas, comme on serait peut-être tenté de le croire, une innovation contemporaine. Elle a existé dès le début du régime corporatif, comme en font foi, d'ailleurs, les ordonnances échevinales de l'époque ¹.

I. — Avant le traité de Nimègue (1678).

« Prévoyant le cas où la visite de l'égard aurait pu être » subrepticement évitée » ², le Magistrat imposait au mulquinier l'obligation, sous peine d'amende, d'« enseigner » chaque « toilette » sortant de son atelier ³.

Cette « ensaigne » dont l'apposition était considérée comme le dernier acte de la fabrication engageant d'une façon définitive la responsabilité du mulquinier, permettait au Magistrat, en cas de « deffaulte » à lui signalée par l'acheteur, « d'avoir congnoissance de qui les toilles viennent » et d'infliger une amende au tisserand responsable qui était, au surplus, tenu de « rendre le dommaige au » marchans ». En effet chaque mulquinier devait « bailler » aux maieurs son ensaigne pour les avoir en livre ou registre

1. Notamment le règlement du Magistrat sur la « mulquinerie omple (Pièces justificatives 1) et l'ordonnance touchant les « teliers-linges ».

— Les « rosiers » devaient également estampiller les « rots » qu'ils fabriquaient et vendaient aux tisserands.

2. Durieux : « Les corps de métiers », p. 144.

3. « Il y a dans cette obligation les éléments d'une double garantie : elle » constitue un appel à l'amour propre du maître qui, par sa signature plus » encore que par le travail de ses mains, donne à l'œuvre quelque chose de sa » personnalité ; d'autre part, en fournissant l'indication de l'auteur, elle » assure l'efficacité de la repression dans le cas de contravention ». (Gailhard-Bancel., p. 65).

— « Quand la marchandise était bonne et bien tissée, on y mettait ordi- » nairement un sceau ou marque particulière ; chaque artisan, chaque corps » de métier, chaque ville avait son cachet ; l'imprimer sur un produit c'était » en garantir la qualité, et en prendre, en quelque sorte, la responsabilité vis à » vis de l'acheteur (Picard, 1^{re} partie, p. 56).

» devers eulx ». Un double de ce livre ou registre était déposé « en le chambre ».

Le contrefacteur de l'« ensaigne d'aultrui » était menacé « destre privé du mestier an et jour »⁴.

Afin d'assurer sa visibilité et sa conservation⁵, l'« ensaigne » devait se trouver « sur chacun boult des toilles ». « Les tissus, nous rapporte M. Durieux⁶, sont estampillés » à l'encre indélébile, à la cire ou d'un plomb, « empreinte », « apposé et scellé avant le « chef » de la pièce afin qu'on » ne puisse pas faire disparaître, par l'oblation de ce chef, « ces marques officielles ».

II. — *Arrêt du conseil d'état du 16 mai 1737, son économie.*

Les arrêts de 1729⁷ et de 1731⁸ portant « règlement » pour les toiles batistes et linons » furent muets sur cette pratique de l'« ensaigne ».

Mais, l'expérience démontrant l'insuffisance des « précautions prises par ces arrests pour assurer la bonne qualité de ces toiles », le conseil d'état, sur la proposition du Bureau du Commerce⁹, rendit, le 16 mai 1737, un arrêt¹⁰ dont les dispositions essentielles subsistèrent jusqu'à la Révolution.

Les fabricants, tisserands ou mulquiniers sont tenus, à dater du 1^{er} janvier 1738, « d'appliquer à la tête et à la queue de chaque pièce de toiles baptistes et linons, demi-hollandes et autres espèces de toiles de quelque sorte et qualité qu'elles puissent estre, qu'ils auront fabriquées ou fait fabriquer, une empreinte de leur marque parti-

4. Ordonnance sur la « mulquinerie omple » (Pièces justificatives 1).

5. cf. Gailhard-Bancel, p. 67.

6. « Les corps de métiers », p. 144. Cf. *ibid*, p. 155 : « Les « draps marchans » devaient être « tous enseignés d'une enseigne », tissée dans le corps de l'étoffe, couverte d'une pièce cousue et scellée « de quatre pains d'autel », afin que le majeur esward ne sache point le nom du drapier qui aurait pu influencer son « eswardise ».

7. Arrêt du 12 septembre 1729, (A. N. AD 809).

8. Arrêt du 11 février 1731 (A. N. AD 816).

9. A. N. F¹² 84, p. 231.

10. A. N. AD 844.

» culière, faite avec du noir de fumée, de l'ocre ou quel-
» qu'autre ingrédient apparent, contenant la première
» lettre de leur nom, leur surnom et le nom du lieu de leur
» demeure, en entier et sans abbreviation, laquelle marque
» sera mise sur lesdites toiles au sortir du mestier ; le tout
» à peine de confiscation desdites toiles et de vingt livres
» d'amende pour chaque pièce »¹¹.

Il est fait « deffenses, sous les mesmes peines, auxdits
» fabricans, tisserands ou mulquiniers, de présenter aux
» bureaux de visite ¹² aucunes pièces desdites toiles,
» qu'elles n'ayent à la teste et à la queue de chaque pièce,
» la marque ordonnée cy-dessus ; d'en exposer en vente ni
» vendre, qu'elles n'ayent, outre la dite marque, celle du
» bureau dans lequel lesdites toiles auront été visitées et
» marquées »¹³.

L'« ensaigne » est personnelle : le contrefacteur qui
aura mis sur les toiles de sa fabrication « le nom d'un autre
» fabricant, tisserand ou mulquinier ou des noms suppo-
» sez » sera, outre la confiscation desdites toiles, condam-
né à une amende de « deux cens livres, mesme à plus
» grande peine s'il y escheoit »¹⁴.

Le courtier et le commissaire qui présenteront à la
visite des toiles sans être revêtues de la marque susdite, ou
qui les mettront en vente avant qu'elles soient « ensei-
» gnées » et marquées, seront frappés, nonobstant la con-
fiscation des marchandises, d'une amende de « cinq cens
» livres et d'interdiction de leurs fonctions pendant six
» mois pour la première fois et de destitution en cas de
» récidive, outre lesdites confiscation et amende »¹⁵.

Les « commis, préposez à la marque des toiles dans les
» bureaux de visite » devront saisir les toiles qui, présentées
à l'estampillage, ne seront pas revêtues de la marque du
fabricant, tisserand ou mulquinier, les marquer d'un ca-

11. Art. 1^{er} de l'arrêt du 16 Mai 1737. — Ces prescriptions ont été
rappelées par une ordonnance de M. l'Intendant de Flandre en date du 25
mars 1763 (A. D. placard 8490).

12. Voir ci-dessous p. 84. »

13. art. II dudit arrêt.

14. art. III « «

15. art. IV « «

chet particulier et déférer les contrevenants aux juges des manufactures pour s'entendre prononcer les condamnations prévues par le présent arrêt ¹⁶.

Les commis qui apposeront la marque du bureau de visite sur des toiles non « ensaignées », seront, outre la confiscation de ces toiles, frappés d'une amende de « cinq » cens livres et d'interdiction de leurs fonctions pendant six » mois pour la première fois et de destitution en cas de récidive, outre lesdites confiscation et amende » ¹⁷.

III. — *L'application de l'arrêt de 1737 à Cambrai* —

L'arrêt du 3 mars 1749.

Toutes ces différentes prescriptions, loin d'atteindre le but que s'était assigné le pouvoir central, puisque peu d'années après (1744 et 1749) elle se trouvèrent renforcées par de nouvelles mesures, soulevèrent de véhémentes protestations à telle enseigne qu'il fut répondu en décembre 1737 à un placet des mulquiniers de Cambrai et de saint-Quentin que « l'intention du roi est que ses arrêts soient » exécutés et que ceux qui y contreviendront seront condamnés aux peines qui sont ordonnées ; si les marchands » s'avisent d'envoyer des députés, ils seront arrêtés et » conduits en prison à leur arrivée ; comme il y a beaucoup » de signatures en bas du placet c'est une cabale et une » mutinerie il faudra faire mettre en prison les plus mutins » s'ils n'exécutent pas les ordres donnés sur compte rendu » du subdélégué » ¹⁸.

Aux termes de l'arrêt de 1737, il était interdit au fabricant, sous peine sévère, d'appliquer sur les toiles sortant de son « mestier » une empreinte « portant le nom d'un » autre fabricant, tisserand ou mulquinier ou de noms » supposez », mais en 1744 ¹⁹, la fraude étant presque générale, on alla plus loin : ceux qui étaient convaincus

16. art V.

17. *ibid.*

18. AD. C. 90.

19. Arrêt du 3 mars 1744 (A. N. AD 872).

d'avoir prêté à des tiers leur « coin ou marque » encouraient, outre la confiscation des toiles ainsi « ensaignées » et une amende de trois cent livres, la déchéance de fabriquer des toiles et s'exposaient même à être « poursuivis » extraordinairement ».

Il était précisé, en outre, que « les toiles qui à leur entrée soit dans la ville de saint Quentin, ou autre villes et lieux de l'intérieur des cinq grosses fermes » seraient trouvées « sans avoir à la tête et à la queue de chaque pièce » les inscriptions prescrites, seraient « saisies par les employés des bureaux des fermes par lesquels elles entrent, pour en être par eux la confiscation poursuivie » avec vingt livres d'amende par chaque pièce ».

Il était interdit, enfin, « à tous curés et gens de loi des paroisses de la province de Picardie de délivrer aux fabriquants, tisserands ou mulquiniérs, aucuns certificats, qu'ils ne contiennent exactement les mêmes nom et surnom, et nom du lieu de la demeure du fabricant, tisserand ou mulquinier, qui seront appliquez sur les toiles qui leur seront représentées, à peine de trois cent livres d'amende contre lesdits curés et d'être lesdits gens de loi poursuivis extraordinairement ».

La rigueur de ces dispositions ne mit pas un frein aux abus de tout genre qui étaient relevés, en 1749, dans le Cambrésis, par l'Inspecteur des manufactures. Ce fonctionnaire « représentait », à cette date, au Bureau du commerce ²⁰, que toutes les prescriptions relatives à l'obligation, par les fabricants, tisserands ou mulquiniérs, de mettre sur les toiles sortant de leur « métier » une empreinte « faite avec un ingrédién apparent contenant la première lettre de leur nom, leur surnom et le nom de leur demeure en entier et sans abréviation » « étaient éludées » soit de la part du fabricant soit de celle des courtiers ».

Le fabricant qui « faisait une mauvaise toile » la marquait « d'un nom supposé ou de celui d'un autre fabricant » quant ».

Quant aux courtiers, ils « avoient des marques sans

20 A. N. F¹², 96 p. 131.

» nombre qu'ils faisoient faire à bon marché et dont ils
» marquoient arbitrairement soit du nom de l'ouvrier soit
» de tout autre les toilles qui leur étoient apportées dé-
» pourvues de marques ».

Cette « inexactitude à l'exécution de l'arrêt de 1737 » permettait aux fabricants et aux courtiers de frauder les « fermes générales » des droits auxquels étaient soumises les toilles à leur entrée dans le Royaume et dans le pays conquis. Il était, en effet, avéré que « les fabricants de » l'intérieur » prêtaient leurs marques à leurs collègues de Valenciennes et de Cambrai notamment et que les pièces de ces pays « étoient introduites à l'intérieur du Royaume » par des fraudeurs de profession » après avoir été « mar- » quées du nom d'un ouvrier de France qui le lendemain » alloit prendre un certificat comme quoy il en étoit le » propriétaire ²¹. »

Pour remédier à ces abus, l'inspecteur des manufactures proposait l'obligation pour les mulquiniers du royaume de porter leurs toilles chez les syndics de leur paroisse au fur et à mesure de leur fabrication. Après vérification de la marque du fabricant, il serait apposé une autre marque certifiant l'exactitude de l'empreinte mise par le tisserand.

Cette suggestion ne fut pas retenue par le Bureau du Commerce qui jugea inutile de multiplier les marques et les visites, ce qui étoit de nature à entraîner des « petits » frais ». Il rendit toutefois un arrêt ²² qui rappela les prescriptions édictées en 1737 quant à la marque des toilles et interdit aux « courtiers, commissionnaires ou autres de » marquer aucunes toilles, même de tenir chez eux aucunes marques des fabricants sous quelque prétexte que » ce puisse être à peine de 1.000 livres d'amende et d'interdiction de commercer pour toujours ».

Ces nouvelles dispositions furent confirmées par un arrêt du conseil d'état en date du 3 mars 1749 ²³.

21. Cf. A. N. F¹² 88 (séance du 23 novembre 1741) = saisie faite à Saint-Quentin.

22. A. N. F¹² 96, p. 143.

23. A. N. A. D. 895.

IV. — *En 1780.*

En juin 1780, l'« Intendant en Flandre », qui, par une ordonnance en date du 25 mars 1763, avait déjà rappelé les dispositions de l'arrêt de 1737, signalait de nouveau aux « fabricants de Batistes, Linons, Gazes et autres » ouvrages de mulquinerie » l'obligation « d'imprimer leurs » nom, surnom et celui de leur demeure à la tête et à la » queue de leurs toiles » au moyen « d'huile, de noir de » fumée ou ocre ou autre ingrediens apparens » ; ils pouvaient continuer, s'ils le jugeaient à propos, « de se servir » de la sanguine comme par le passé, sans néanmoins » qu'ils pussent, en aucun cas, en faire usage pour marquer » les aunes et autres divisions de leurs toiles ni de toute » autre drogue colorante de quelque nature que ce soit, » autre néanmoins que la craie, à peine, contre les contre- » venants, de cent sous d'amende pour chaque contra- » vention » ²⁴.

Les lettres patentes du roi des mêmes mois et année prescrivaient aux mulquiniers l'emploi de cette empreinte ainsi que la marque indicative de l'aunage, avant de présenter leurs toiles à la visite et ordonnaient le dépôt de cette empreinte au « bureau de la marque » ²⁵.

En 1788, l'inspecteur des manufactures obtint la « substitution de l'huile et du noir d'imprimerie à l'huile et de » la sanguine pulvérisée pour empreintes » prévues par les réglemens.

24. A. D. Placards 8.490. (Ordonnance du 23 juin 1780).

25. Art. VI des lettres patentes du Roy du 28 juin 1780 (A. N. A. D. 1.047).

Section IV. — La « Mercque »

La « toilette ensignée » par le mulquinier au sortir du « mettier » n'avait de valeur marchande que si, fabriquée conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur, elle était revêtue de la marque de visite qui était, en quelque sorte, « la validation économique d'une étoffe » comme le sceau d'un document est sa validation diplomatique »¹.

Jusqu'au XVIII^e siècle, elle était « signée du signe de la » ville », frappée du sceau officiel de la cité², par les fonctionnaires « ad ce commis » par le Magistrat. Après la réunion du Cambrésis à la couronne (1678), cette opération était confiée aux « marqueurs » sous le contrôle direct de l'autorité échevinale et de l'Inspecteur des Manufactures.

L'obligation, pour les mulquiniers, de présenter leurs « toilettes » au bureau de la « mercque » est antérieure au XV^e siècle : nous la trouvons, en effet, inscrite dans l'ordonnance du Magistrat sur la « mulquinerie omple »³.

En imposant cette formalité, les « Messieurs du Magistrat » poursuivaient un double but : ils voulaient, en faisant connaître le lieu d'origine de ces toiles dont la renommée était devenue mondiale, en garantir la bonne qualité⁴.

1. Espinas : « La Draperie ». Tome I, p. 81.

2. Ce sceau représentait un demi-aigle. L'aigle figurait déjà, en 1218, sur le contre sceau de la ville. (Durieux. Les corps de métiers., p. 145 en note).

3. Pièces justificatives 1.

— Les « bueurs » devaient jurer de ne mettre à l'eau que des « toilles » mercquées, sur peine de pugnition arbitraire ». Cette prescription a été rappelée en 1628.

Il faut signaler également qu'aux termes d'une ordonnance échevinale de 1602, les « ourdoirs » devaient être « flastris et mercqués avecq leurs » fourchettes es lieux prescrits ». Les « rots » furent, en 1628, astreints à cette formalité.

4. Cf. Gailhard-Bancel, p. 183, et Ch. Picard. Tome I, p. 146 : « elle avait surtout pour but d'attester que la marchandise possédait les » qualités et les longueurs prescrites ».

Le pouvoir royal fit sienne cette prescription en exigeant, à maintes reprises, des « fabriquans, tisserands ou mulquiniers » le respect des dispositions qu'il avait arrêtées à ce sujet.

I. — *La « mercque » à Cambray avant 1678.*

Originellement, deux échevins étaient chargés de l'examen des « toilettes » mises dans le commerce. Une ordonnance échevinale du 20 septembre 1499 défendait qu'on mît « aucunes toilettes buer (blanchir) qu'elles n'aient été vues par les deux échevins députez à ce sujet ».

En 1556, le Magistrat rendit une ordonnance qui substituait aux deux échevins chargés de l'« Eswart des toilettes », deux « honestes personnes » qui prirent alors le titre d'« eswardeurs de toilettes »⁵.

Avant de désigner ces fonctionnaires de la « mercque » le Magistrat enquêtait sur les « personne, vie, comportement et capacité en l'arthe de mulquinerie »⁶ des candidats.

Si les renseignements recueillis étaient favorables à l'impétrant et si le Magistrat procédait à sa nomination, le récipiendaire prêtait « serment de fidélité » d'exercer son nouvel « office » en toute conscience.

Les fonctions de l'« eswardeur de toilettes » consistaient non seulement à « aulner toutes toilettes pour » veoir si elles ont leurs longheur et largheur ordonnée » par les réglemens de police, mais encore à vérifier que les tissus présentés à l'estampillage étaient conformes aux prescriptions en vigueur.

Si ces opérations ne révélaient aucune défectuosité soit de métrage soit de fabrication, le préposé à la visite apposait la « mercque » aux « lisières » c'est-à-dire « aux » boulds des toiles »⁷. Dans le cas contraire, il poursuivait

5. Bouly, p. 394, mot mulquinier.

6. A. C. BB 17.

7. Ordonnance sur la « mulquinerie omple » (Pièces justificatives. 1.). Cette prescription a été rappelée dans un réglemant de police de 1628.

la confiscation de toute « toilette » qui était reconnue frauduleuse ⁸, et le tisserand était frappé d'une amende.

La visite se faisait aux jour et heure désignés par l'autorité échevinale.

Pour qu'une étoffe pût être « mercquée », elle devait être fabriquée « par marchand citoien et manant de ceste » cité » ; car « aucunes toilles blanches appartenant a » forains et aultres que a manans de ceste cité » ne pouvaient « estre signées du signe de la ville ».

De plus, une toile « mercquée » ne pouvait être vendue aux « festes », foires, par « forain ni par aultre que par marchand et manant » de la ville de Cambray.

Pour éviter tout usage frauduleux de la « mercque » en dehors des visites, le sceau était placé dans un coffre fermé à clef ⁹.

Les « eswardeurs de toilettes », marqueurs des toiles, étaient nommés pour une durée déterminée qui était, en 1634, fixée à trois ans, « affin que le publicque en soit tant « mieux servy » ¹⁰. Ils assuraient un service alterné par semaine. Leur salaire se composait de « gaiges et proficts » ordinaires : il était, en 1628, d'un « liart » par toile « mercquée ».

II. — *L'arrêt du 12 septembre 1729.*

Nous retrouvons les principales prescriptions du Magistrat, quant à la « mercque », dans les dispositions de l'arrêt du 12 septembre 1729 ¹¹, portant règlement de la fabrication des toiles batistes et linons.

Cet arrêt prévoyait, notamment à Cambray ¹², un

8. Cf. Gailhard-Bancel, p. 187.

9. Ibid, p. 185. Nous retrouverons cette disposition dans les arrêts du conseil d'État, notamment du 12 septembre 1729.

10. AC. BB 17, p. 130 ^{vo}.

11. A. N. AD 809.

12. Les autres villes qui étaient, par cet arrêt, pourvues d'un bureau de visite et de marque étaient : Saint-Quentin, Arras, Bapaume, Valenciennes, Douay, Péronne, Chauny, Ham et « autres villes des provinces de » Picardie, d'Artois, du Hainault, de la Flandre françoise et du Cambrésis » où lesdites toiles (batistes et linons) sont apportées pour estre vendues ».

bureau où seraient visitées, à certains jours de la semaine, les toiles « avant que de pouvoir être exposées en vente »¹³.

Les « toilettes » qui, au cours de cet examen, seraient jugées conformes aux prescriptions dudit arrêt, étaient marquées par un commis à ce préposé, en présence d'un échevin et d'un marchand, « choisis et nommez tous les » trois mois par les juges des manufactures »¹⁴. Si, au contraire, elles étaient « reconnues fabriquées en contravention à présent arrêt », elles étaient saisies et confisquées, et le contrevenant était passible d'une amende¹⁵.

La confiscation des pièces était également poursuivie si les commis étaient convaincus d'avoir marqué des toiles défectueuses et si les courtiers les avaient mises en vente sans qu'elles fussent revêtues du sceau de la visite ; les uns et les autres étaient, au surplus, frappés d'une amende de cinq cent livres et ils s'exposaient, en outre, à « l'interdiction de leur emploi pendant six mois pour la » première fois et à la destitution en cas de récidive »¹⁶.

Suivant un rapport de l'Inspecteur général des Manufactures, en date du 21 décembre 1730¹⁷, les marchands de Cambrai furent les seuls à se plaindre de cette réglementation. Le Bureau du Commerce se montra inflexible et ordonna l'application de ces prescriptions dans toute leur rigueur.

III. — *Nomination, à Cambrai, d'un sous-inspecteur des manufactures.*

L'inspecteur des manufactures de Picardie était chargé de veiller, dans le Cambrésis, à l'exécution des dispositions de l'arrêt du 12 septembre 1729.

Lors d'une tournée qu'il fit à Cambrai, en juillet 1751¹⁸,

13. Art. XI de cet arrêt. Cet arrêt prescrivait également la visite et la marque des « ourdoirs » (art. IX) et des « rots » (art. XIII).

14. Art. XV dudit arrêt.

15. Art. XVII dudit arrêt.

16. Art. XVIII dudit arrêt.

17. A. N. F¹² 78, p. 17.

18. A. N. F¹² 660.

ce fonctionnaire écrivait ce qui suit à l'inspecteur général des manufactures : « il n'a pas été présenté une seule » pièce à la marque et par conséquent les fabricans et les » marchans redoutent les visites des inspecteurs qu'ils » scavent comme nous qu'ils sont dans une perpétuelle » contravention » : les « toilettes » n'étaient soumises à la visite du bureau de la marque si elles n'étaient pas « défec- » tueuses ».

Pour remédier à ces abus de nature à nuire au bon renom des « toilettes », il demandait instamment la création, à Cambray, d'un poste de sous-inspecteur. Cette création lui paraissait d'autant plus nécessaire qu'il ne pouvait faire ses « visites qu'accompagné du prévost, deux éche- » vins, des jurés des communautés, les connétables — un » cortège de 14 ou 15 personnes » et que pour rassembler tout ce monde, il lui fallait quelquefois deux jours : aussi présumait-il que dans ces conditions son voyage était » inutile ». Cette suggestion fut acceptée par le conseil du Roy ¹⁹.

Le bureau de la marque fut aménagé à l'hôtel de ville où le service pouvait « se faire d'une façon décente ». Le Magistrat, mécontent d'une telle décision, ne se détermina que, passé un délai de quinze jours après cette installation, « a donner des jurés pour la visite et marque des toiles ». Le service commença de fonctionner le 28 septembre 1751.

Deux échevins furent préposés « pour régler certains » détails de la manutention de concert avec le sous-inspec- » teur ». Ce fonctionnaire était assisté dans l'exercice de ses fonctions — le bureau était ouvert trois jours par semaine²⁰ — de deux égarde du corps de métier ²¹, agissant, sans aucun doute, comme conseillers techniques, de deux « mar- » queurs » et d'un comptable.

Les marchands de Cambray, mécontents de cet état de

19. Le premier sous-inspecteur fut Boileux « bien intentionné et fort » intelligent ».

20. A. D. c 492.

21. Comme en fait foi la copie d'un procès-verbal de saisie dressé en 1752 (A. N. F¹² 660).

choses, prirent prétexte du fait que le sous-inspecteur Boileux avait froissé et même déchiré deux pièces de linon pour s'assurer de leur solidité, pour élever une violente protestation contre l'inutilité de ce poste nouvellement créé. Le sous-inspecteur est inutile, disaient-ils, parce qu'antérieurement à cette réglementation, les étoffes étaient visitées par les courtiers et les marchands et, au bureau de la marque, par les marqueurs, préposés par le Magistrat, sermentés et gens entendus et clairvoyants. Ils ajoutaient que le sous-inspecteur ne cherchait qu'à gagner de l'argent — ce qui était préjudiciable à la manufacture — par les droits de marque, les amendes et les confiscations. Après échange d'une correspondance nombreuse, l'Intendant blâma l'attitude du sous-inspecteur et invita le Magistrat de Cambrai à assurer le bon fonctionnement du bureau de la marque ²².

Aux termes d'un « arrêt du conseil en date du 27 mars » 1752 », il était perçu, pour la visite et la marque, un droit d'un sol par « pièce » et de 3 deniers par « doublet ». Le produit de cette taxe servait à payer les appointements de l'inspecteur des manufactures et des marqueurs et les frais occasionnés par le fonctionnement des bureaux ²³.

IV. — *L'arrêt du 4 juillet 1752.*

Le fonctionnement des bureaux « établis pour la visite et » la marque » des toiles, batistes et linons, a été minutieusement réglé par l'arrêt du 4 juillet 1752 ²⁴. Tout est réglementé : la présence « d'un des maires et échevins », la procédure en cas de contestation quant à la défectuosité des toiles présentées au bureau, la nature de l'empreinte qui sera apposée sur les tissus reconnus de bon aloi.

22. A. D. c 16.

23. En ce qui concerne le bureau de Cambrai, les dépenses faites en 1757, se chiffrent à 908 l., 11 s., somme se décomposant comme suit :

émolument du S/inspecteur	600	livres
— du marqueur	300	»
frais de bureau (papier etc	6	» 4 sols
huile et sanguine	2	» 7 »

(A. D. C. Intendant, suppl. 492)

24. A. N. AD 909.

Cet arrêt, qui supprima maints bureaux ²⁵ maintenait ceux qui avaient été érigés à Valenciennes, Cambray et Saint Quentin.

Si cet arrêt permettait aux fabricants de vendre et aux marchands d'acheter les pièces et « doublets » dans les villes où ne fonctionnait plus le bureau de la marque, sans que ces étoffes fussent revêtues de « la marque de visite », cette permission devenait caduque dès que les batistes et linons étaient introduits à Cambray. Valenciennes et Saint Quentin.

Les « pièces et doublets apportés » dans ces villes pour quelque motif que ce fût : vente, dépôt, blanchissage, devaient être « directement portés aux bureaux de visite » pour y être visités et marqués ». Le contrevenant à cette prescription, qu'il fût fabricant, mulquinier, commissionnaire, marchand ou blanchisseur, était passible d'une amende de vingt livres, nonobstant la confiscation des marchandises.

Les toiles devaient être obligatoirement « enseignées » avec « de l'huile et de la sanguine pulvérisée », sous peine d'une amende de cinq livres.

La visite devait être faite, sous le contrôle d'un échevin, par l'inspecteur ou le sous-inspecteur des manufactures, assisté de deux fabricants choisis à tour de rôle : les toiles defectueuses étaient saisies et confisquées. En cas de contestation sur la « bonté » des étoffes, le différend était vidé par le juge des manufactures, soit, à Cambray, par le Magistrat.

Les pièces « jugées bonnes » devaient être marquées » de l'empreinte d'un poinçon portant les armes et le nom » de la ville où ladite marque est appliqué et autour la première lettre du nom et le surnom en entier des jurés-gardes » ou égards de service ».

Pour éviter tout usage frauduleux des « coins », ces poinçons devaient être « déposés dans des tiroirs séparés dans » une armoire fermant à trois clefs différentes, dont l'une

25. Arras, Bapaume, Douay, Péronne, Chauny, Vervins et Ham. — Le bureau de Douay a été rétabli en 1781 (arrêt du 9 août 1781).

» entre les mains de l'inspecteur ou du sous-inspecteur, l'autre en celles du commis à la marque ou de l'adjudicataire de l'octroi au choix des Mayeur et Échevins, et la troisième entre les mains de l'ancien garde-juré ou égard de service ».

Le bureau serait ouvert deux jours par semaine pendant toute l'année, aux jours — mardi et jeudi ²⁶ — et heures — de 9 à 12 heures ²⁶ — les plus convenables pour les fabricants et les marchands. Une amende de dix livres était infligée aux égards et commis qui « y manqueraient ou refuseraient de s'y rendre ».

Au surplus, et ce pour permettre vraisemblablement aux bureaux de reconnaître les marques de fabrique qui seraient apposées sur les pièces qui étaient présentées, cet arrêt prescrivait à tous les fabricants ou mulquiniers qui travaillaient ou faisaient travailler pour leur compte, de se faire inscrire, sous un délai de trois mois, sur les registres du greffe de l'hôtel de ville de Valenciennes, Cambray et Saint Quentin, le plus prochain du lieu où ils exerçaient leur profession et de déposer en même temps audit greffe trois empreintes de la marque dont ils entendaient se servir pour marquer les toiles de leur fabrique.

Passé ce délai, aucune inscription ne pouvait être reçue que si le postulant justifiait de sa capacité par un chef d'œuvre ou par un examen : faute de quoi l'exercice de la profession lui demeurerait interdit, et les toiles qu'il présenterait à la marque devaient être confisquées, et le délinquant condamné à une amende de dix livres.

Les greffiers étaient tenus « de s'envoyer respectivement dans huitaine au plus tard » à compter du jour de l'enregistrement, un double des empreintes reçues, ainsi qu'un relevé des fabricants et mulquiniers inscrits.

Telle était l'économie de l'arrêt du 4 juillet 1752, qui provoqua, à Cambray, de nombreuses et vives protestations ²⁷.

Le Magistrat de Cambray n'hésita pas à demander la

26. A. D. c. 16.

27. Ibid.

révocation de cet arrêt, car la nouvelle réglementation était considérée comme de nature à gêner considérablement le commerce : « il faut revenir à l'usage ancien, la » meilleure marque est celle qui se fait après la vente, le » commerçant ne pouvant pas trafiquer de la toile qu'il a » achetée ». — « La précaution nouvelle a pour conséquence » l'impossibilité de compléter les assortiments demandés. » les fabricants, surtout ceux de la campagne — ne voulant » point s'exposer à faire marquer leurs toiles à Cambrai à » cause de l'incertitude de la vente ; l'expérience en a fait » apercevoir les funestes effets, pour les constater, on em- » ploie le certificat des coultiers affirmé véritable par de- » vant notaire ». « Plus il y a de précaution et de règles » pour vendre et revendre, plus le commerce en est gêné ».

Des résistances se firent également contre l'inscription sur les registres de l'hôtel de ville. Mais les ordres furent formels. La consigne fut donnée au sous-inspecteur de procéder, accompagné d'un échevin ou gens de loy, à une visite rigoureuse des instruments, pour le respect des réglemens.

Enfin, des protestations s'élevèrent contre certaines dispositions de cet arrêt de la part des fabricans qui devaient aider le sous-inspecteur dans ses opérations de visite au bureau de la marque. Ils faisaient valoir notamment qu'il leur était impossible, en raison de leur pauvreté, de perdre leur temps aux opérations de visite et de marque sans aucun dédommagement. Pour y obvier, le sous-inspecteur dressa un tableau de roulement qui fut rendu exécutoire par le Magistrat. Au surplus, une autre considération avait déterminé le sous-inspecteur à opérer de la sorte : il avait craint que les courtiers n'usassent de représailles contre les fabricants, préposés à la visite, qui, au cours de leurs opérations au bureau de la marque, n'auraient pas jugé « bonnes » certaines toiles, en raison de leurs défauts.

V. — *Dispositions postérieures à l'arrêt de 1752.*

Elles laissent subsister les principales dispositions de l'arrêt de 1752, tout en les adaptant « aux temps actuels ».

» aux usages et aux connaissances acquises par l'expérience,
» de manière que les fabricants n'étant point rebutés par
» la complication ou la rigueur initiale des loix qu'on leur
» impose, soient invités par leur intérêt même à s'y con-
» former »²⁸.

Aux termes des lettres patentes de 1779, les « toiles
» blanches fabriquées selon les réglemens, seront présen-
» tées au bureau de visite au sortir du métier, avant le
» blanchissage, pour y être, vérification faite de leur fabri-
» cation, apposé par les gardes-jurés ou autres préposés à la
» visite une empreinte ». portant « une marque provisoire
» en huile et en noir de fumée²⁹ à laquelle sera substituée,
» après les apprêts, s'ils ont été donnés suivant les règles
» prescrites, un plomb de forme oblongue portant d'un
» côté le mot « réglée » et le millésime et de l'autre le nom
» du bureau de visite ». Pour que cette marque soit « tou-
» jours subsistante », il est très expressément défendu tant
» aux fabricants qu'aux marchands d'entamer lesdites
» toiles par les deux bouts ». Ces toiles qui, présentées à la
visite, ne sont pas fabriquées conformément aux régle-
mens, seront coupées de six aunes en six aunes³⁰, de plus
« la demi aune attenant à chacun des deux bouts de l'é-
toffe » est confisquée, sans autre peine pour le contreve-
nant.

Quant à celles qui auront été « fabriquées d'après
» des combinaisons arbitraires » elles ne pourront recevoir
que le « plomb de liberté ».

Pour encourager les fabricants à produire une marchan-
dise « bonne et loyale », sont dispensées d'être présentées
au bureau de visite et peuvent être munies des plombs
prescrits, les toiles qui sortent des fabriques « exploitées
» de père en fils pendant soixante ans et avec une réputa-
» tion soutenue » « de manière que le nom d'une manu-
» facture ancienne et renommée devienne un sceau suffi-
» sant de la régularité de la fabrication ».

28. Préambule des lettres patentes du Roy du 5 mai 1779. A. N. AD 1042.

29. En sanguine pulvérisée pour les batistes et linons, en 1781.

30. De trois aunes en trois aunes, en 1780.

Les plombs qu'utilisaient les bureaux de visite étant tous de différentes espèces, qu'ils fussent fournis soit par les fabricants eux-mêmes, soit par les « personnes chargées de » desservir les bureaux de visite », ce qui permettait de faire circuler un grand nombre de toiles avec plombs « contrefaits ou supposés » ; les préposés à la vérification de leur circulation ne pouvaient reconnaître, par voie de conséquence, s'ils étaient conformes aux prescriptions des règlements. Afin de porter remède à cet état de choses, l'arrêt du 7 décembre 1785³¹, modifié le 31 mai 1786³², rendit uniformes tous les plombs dont on faisait usage dans les différents bureaux de marque, en désigna la forme et le diamètre et décida que, dorénavant, les coins et poinçons, propres à chaque bureau, seraient gravés par le « graveur des médailles ».

Le diamètre des plombs est fixé à neuf lignes, quel que soit le mode de fabrication, réglementaire ou arbitraire.

Les plombs sont de forme ronde et portant « pour » empreintes d'un côté les armes du Roi et les colliers des » ordres du Saint Esprit et de Saint Michel, et de l'autre » en légende le nom du bureau de visite entre deux petites » fleurs-de-lys et en inscription ces mots : manufactures » réglées ; avec une fleur-de-lys en haut, le sceptre et la » main de justice en bas, le tout entouré d'un ruban et » d'un grenetis ».

Ils sont de forme octogone et comportant comme » empreintes d'un côté une grande fleur-de-lys fleuronnée, » également entourée des colliers des ordres du Roi, et de » l'autre le nom du bureau de visite en légende et en inscription ces mots : Fabrication libre, avec mêmes accessoires que les premières ».

Il est perçu un sou six deniers « pour chacun des plombs » qui seront apposés au chef et à l'extrémité des pièces ».

Par arrêt du conseil d'état du 16 octobre 1771, les mar-

31. A. N. AD 1071.

32. A. N. AD 1074.

chands de saint Quentin étaient autorisés à apposer eux-mêmes la marque sur les toiles dont ils faisaient l'expédition. Forts de ce précédent, qui accordait un privilège à leurs voisins et concurrents, les marchands de Cambray et de Valenciennes se crurent en 1789, autorisés à profiter de cet avantage contre lequel la ferme générale n'a jamais réclamé ³³.

Les « bureaux de marque » furent supprimés par décret du 2 mars 1791 ; il s'ensuivit un « abus dans les aulnages ». Aussi le « cy-devant inspecteur des manufactures » Cromelin attirait-il l'attention, par des mémoires en date des 18 février et 6 mars 1792, de « Messieurs les députés à l'Assemblée nationale législative composant le comité de commerce et d'Agriculture » sur la nécessité de maintenir les règlements en vigueur. Ce comité décida « qu'il n'y avait pas lieu à délibération » ³⁴.

33. Mémoire de Cromelin, 1789. AN. F¹² 1420.

34. A. N. F¹² 1429.

Section V. — Le « Blanchiment »

Les « toilettes », bien que revêtues des marques de fabrique et de visite, ne sont pas généralement livrées telles qu'elles au commerce. Écruës, elles subissent, pour acquérir « un certain degré de blancheur », les différentes opérations, délicates d'ailleurs, du blanchiment ¹.

I. — Les « Bueries »

Les blanchisseries n'étaient pas nombreuses, à Cambray, bien qu'il fût interdit « sur peine arbitraire du juge », afin

1. « Les toilettes marquées sont portées à la blanchisserie où elles sont » passées jusqu'à huit fois dans des lessives faites avec des cendres de potasse, » dites cassotes, que l'on tire de Pologne ; (en 1704, ces « cendres vidasses » étaient en provenance de la Hollande. A. N. F¹² 51, p. 241) ; on coule ces » lessives avec de grandes précautions, dans la crainte de brûler les toiles qui, » entre chaque lessive, sont frottées par des femmes dans de grandes cuves, » et rincées ensuite dans de l'eau claire. Il est pratiqué, à cet effet, des lavoirs » d'eau courante dans les blanchisseries ; cette opération se répète après » chaque lessive, dans l'intervalle desquelles les toiles sont étendues sur des » prés. Ces prés qui sont toujours dans l'enclos de la blanchisserie sont coupés » de distance en distance, de fossés ou canaux que l'on peut remplir et mettre » à sec à volonté.

« La légèreté de ces toiles exige qu'elles soient fixées sur l'herbe : elles le » sont à chaque coin et au centre par des piquets auxquels elles adhèrent » par un nœud artistement fait. Ainsi étendues, on les arrose continuel- » lement au moyen d'une écoppe. Cet instrument en forme de pelle recourbée, » creuse et très étroite, longue de 22 à 28 décim. (7 à 8 pieds environ) avec » laquelle d'un seul tems et d'un demi-tour, un homme puise et répand » à tour de bras l'eau sur la toile en pluie très divisée. On arrose de cette » manière, très promptement, beaucoup de toilettes à la fois.

« Quand les toilettes ont acquis un certain degré de blancheur, on les » coule dans une lessive de lait. On se sert, à cet effet, de celui dont on a ôté » la crème ou de celui qui reste dans les sirènes lorsque le beurre est battu » (lait de beurre). Il n'entre pas d'eau dans ces dernières lessives, qui se » répètent jusqu'à ce que les toiles aient acquis un blanc parfait. On les passe » alors dans du bleu le plus fin, tiré d'Allemagne ou de Hollande, celui des » raffineries de ce dernier pays est préféré, et on les fait sécher sous des » hangars à des cordes tendues à cet effet. Les parois de ces hangars sont à » jour et garnis de grosses toiles en forme de stores, que l'on lève et baisse » à volonté pour donner de l'air et parer à l'intempérie des saisons.

« Ces hangars sont couverts en paille : ces sortes de toitures sont bien plus » favorables à une sécherie de toilettes que les toits en dur dont l'effet est, » en été, de communiquer, à certaines heures du jour, une température brû- » lante, tandis que, sous le chaume, elle est toujours douce et égale ».

Dieudonné. Tome II.

d'éviter les « soupechons », de faire « buer (blanchir) toiles » les en dehors de la cité et banlieue ».

En 1632, les « bueurs et bueresse » n'étaient qu'au nombre de six ².

Afin de donner un nouvel essor à cette industrie et, par suite, au commerce de la batiste, la ville de Cambrai faisait, en 1701, édifier à ses frais (10589 florins 7 patars), la blanchisserie de « tout y faut », et, l'année suivante, exemptait des taxes en vigueur les « toilettes » qui y étaient blanchies ³. De ce fait, cette « buerie » connut une ère de prospérité ⁴.

Au surplus, les marchands de toiles de saint Quentin avaient, en 1737, obtenu « de M. les fermiers généraux » la permission de faire blanchir leurs « toiles fines » à Cambrai, à charge pour eux de payer un droit de 4 s 11 d par pièce de 15 aunes. Mais cette autorisation a été révoquée en 1743 « sur l'observation des fermiers généraux » qui avaient remarqué que les marchands profitaient de cette faveur pour introduire des « toiles blanches de la » fabrique de ces pays » en représentation de celles qui y étaient envoyées pour le blanchiment ⁵. En 1747, les

2. Dont trois portant le nom de Raindemer (Un Raindemer possédait en 1594, la « buerie Saint-Éloi » — en 1632, une blanchisserie appartenait à Jean Despaigne — en 1715, il y avait la blanchisserie de Paon, qui appartenait à de Bourchault : précisions communiquées par M. H. Boone).

— La bueresse était « demiselle Marie de Bourchault veuve de Vincent le Groie » (A. C. AA. 101 p. 285).

3. Cette indication nous a été aimablement fournie par M. H. Boone.

— En 1714, on y construisait de nouveaux bâtiments pour la blanchisserie des « filets », et, en 1739, on y édifiait une nouvelle « penderie » (séchoir). — La blanchisserie des « filets » (lisons-nous dans un mémoire de 1721 — A. N. F¹² 1339) réussit beaucoup mieux que celle de Hollande ; l'on pourrait en établir une semblable à Valenciennes et défendre de faire sortir les fils pour les faire blanchir en Hollande. »

— Cette exemption de taxe en vigueur fut renouvelée, en 1716 par le Magistrat et confirmée par arrêt du 5 juin 1717 du Conseil d'État (A. C. FF. 48).

4. Cf. Malotet, p. 297.

5. A. N. F¹² 94, p. 355.

— Aux termes de l'arrêt du conseil d'état du 15 juillet 1719 (A. N. AD 754), les « toiles d'Artois et de la Flandre françoise, envoyées dans l'estendue » des cinq grosses fermes pour y estre blanchies seulement et retournées ensuite » dans le lieu de leur fabrique « acquittaient » pour droit de controle et de « marque une taxe de 4^s par pièce de 15 aunes si l'entrée et la sortie (« au » retour du blanchissage dans le délai de quatre mois ») se faisaient par les » bureaux autres que ceux d'Amiens, Péronne et Saint-Quentin.

marchands de toiles de saint Quentin demandèrent l'abrogation de cette décision, mais satisfaction ne leur fut pas accordée ⁶.

Cette « buerie » était, en 1763, en « liquidation à cause » de la longueur du commerce à la suite des guerres et de » l'impossibilité de faire rentrer les créances » ⁷.

En 1768, étaient en activité trois blanchisseries « dont » le blanc était moins estimé que celui de Valenciennes » ⁸.

Sur ces trois blanchisseries, une seule florissait en 1770, 1771 et 1772 ⁹, grâce aux toiles qui y étaient apportées « du dehors » ¹⁰; quant aux deux autres, l'une était « très » médiocrement occupée » et l'autre ne l'était « presque » point » ¹¹.

En 1777, l'inspecteur des manufactures écrivait : « Des » trois blanchisseries de Cambray, deux ont de l'ouvrage,

6. A. N. F¹² 94, p. 347.

7. Nous tenons ce renseignement de M. H. Boone. Nous en avons trouvé la confirmation aux Archives Nationales. (P. V. de la séance du Bureau du commerce du 15-12-1763 — F¹² 104, p. 173) : « Les blanchisseries de toilles » des villes de Saint-Quentin, Cambray, Valenciennes etc demandoient » d'avoir privilège et préférence à tous autres créanciers sur les effets et » marchandises des faillites pour raison des blanchissages qu'ils auroient » fait pour eux avant la faillite, que les effets et marchandises susdits fussent » dans les magasins des faillis ou ailleurs, et que ce privilège leur fut conservé » dans le cas où après le règlement de leur compte ils auroient reçu desd. » marchands des lettres de change en payement sur la dernière année de » leur blanchissage ». La réponse fut négative.

8. Observations de M. de Bacaton, intendant du commerce. A. N. F¹² 650
— En 1789, ces trois « bueries » occupaient 150 ouvriers et ouvrières, tandis qu'à Valenciennes, les blanchisseries étaient au nombre « de 12 occupant 1000 personnes mâles et femelles ». (Dieudonné. Tome II).

9. Des renseignements puisés aux A. D. C ¹⁰, on peut établir pour la période de 1755 à 1769, la statistique suivante :

en 1755, il a été blanchi à Cambray	19.732 pièces
1756	18.025 »
1757	19.093 »
1758	16.655 »
1759	12.210 »
1760	9.772 »
1761	9.062 »
1762	7.034 »
1763	7.756 »
1764	8.980 »
1765	13.924 »
1768	17.672 »
1769	15.800 »

10. Il en était de même en 1768 et 1769 ; à cette époque, Bapaume et Arras faisaient blanchir à Cambray. (A. D. c 16).

11. Rapports des Inspecteurs des manufactures. A. N. F¹² 1420.

» la troisième se contient un peu mieux ; je crois que ces
» deux établissements ne viennent à manquer bientôt,
» la faculté des deux blanchisseries ne diminuant tous les
» ans plutôt que d'augmenter »¹².

Vers 1788, Étienne Brabant, regardé comme le premier blanchisseur de la manufacture, s'établissait à Cambray. Bien qu'à cette époque, l'activité de cette branche de l'industrie des « toilettes » fut calme, il y eut comme un regain de prospérité. Le bureau de la marque enregistra une augmentation de 2.000 pièces fabriquées, pendant le premier semestre de 1788 : la raison de cette augmentation résidait dans le fait que de nombreuses toiles étaient apportées à Cambray pour y être blanchies par Brabant, « la réputation de son blanc n'étant plus à faire »¹³.

Brabant loua d'abord et acheta ensuite la buerie municipale de « Tout y faut ». Ses descendants en firent l'importante usine qui subsiste encore aujourd'hui sous le nom de « Blanchisserie et teinturerie de Cambrai ».

II. — *Obligation de ne blanchir que 'des toiles « merquées »*

Dans ce domaine, nous retrouvons l'influence du Magistrat. Les prescriptions échevinales étaient aussi impératives pour le blanchiment que pour les procédés de fabrication.

Avant leur admission dans la communauté, les « bueurs » juraient de ne recevoir et de ne mettre à l'eau « aul- » cunes toilles soient battices ou marchandes sy prealable- » ment elles (n'étaient) marquées de la mercque et ensei- » gnement ordinaire de ceste dicte cité et ce sur peine de » pugnition arbitraire »¹⁴.

12. AN. F¹² 1420.

13. AN. F¹² 556.

— Brabant « avait d'abord été blanchisseur à Valenciennes, cette ville » étant alors regardée comme le chef lieu du blanchiment des toilettes ». (Dieudonné. Tome II., p. 300). Cf. Malotet, p. 310.

Déjà en 1737 on trouvait, à Valenciennes, des Brabant (Étienne, Michel, Drouon). A. D. c. 16.

14. Ordonnance de 1626. (Cette ordonnance est le rappel des « ordonnances et police de 1559, 1564 et 1575 »).

Une ordonnance échevinale du 9 février 1559 interdisait aux « bueurs » de « buer » des toiles avant de les avoir présentées aux deux échevins commis à l'aunage ¹⁵.

Pour que les « bueurs » ne pussent exciper de leur ignorance, le Magistrat les fit comapraître, en 1626 et 1632, « en le chambre » et leur fit prêter, sur les « petits évangiles », le serment de se conformer « doresenavant » aux réglemens relatifs à la « buerie » des toiles.

Cette obligation, pour les blanchisseurs, de ne blanchir que des toiles « mercquées » subsista après la réunion du Cambrésis à la Couronne (1678).

Aux termes de l'arrêt du conseil d'état, en date du 12 septembre 1729¹⁶, les blanchisseurs ne pouvaient procéder au blanchiment des batistes et des linons qui si ces tissus avaient été « visités et marqués, à peine de cinq cens » livres d'amende et de confiscation ».

Cette défense fut réitérée par la suite, notamment en 1780 ¹⁷.

III. — *Marque des blanchisseurs*

La marque des blanchisseurs n'est pas une innovation du pouvoir royal ; elle existait déjà au Moyen-Age, en effet elle était prescrite par l'ordonnance sur « le mulquinerie omple »¹⁸. Les blanchisseurs devaient posséder une « propre ensaigne » dont une empreinte était « baillée » aux maieurs « pour registrer » et qui devait être appliquée « bien et souffisamment » sur toutes les toiles blanchies. Cette marque permettait, en cas de « deffaulte », de « recognoistre » celui qui avait effectué le travail et de le contraindre, outre une amende de 20 sols, à « rendre le dommaige au marchand ».

Par arrêt du 18 février 1737 ¹⁹, les blanchisseurs sont

15. A. C. BB 1. p. 29 v^o.

16. Art. XIX. (A. N. AD 809).

17. Lettres patentes du Roy du 28 juin 1780 (A. N. AD 1047).

18. Pièces justificatives. 1.

19. A. N. AD 844.

« tenus d'avoir chacun un coin ou marque sur lesquels
» seront gravés leur nom et leur surnom et le nom du lieu
» de leur demeure et d'en appliquer l'empreinte aux deux
» bouts de chaque pièce des toiles, laquelle marque sera
» mise avant qu'elles puissent être rendues à ceux à qui
» elles appartiennent, à peine de 100 livres d'amende ». Ils doivent, au surplus, tenir « registres pour y insérer » le nombre de pièces de toiles blanchies.

Dans les « représentations »²⁰, que les blanchisseurs de saint Quentin firent, en mai de la même année, au Bureau du Commerce, ils faisaient observer que cette « précaution » était « inutile et même impraticable ».

Inutile était la marque de blanchisserie, parce qu'il était de l'intérêt des blanchisseurs de blanchir convenablement les toiles à eux confiées.

Impraticable était-elle également, car elle présentait « un grand nombre d'inconvénients ». D'abord, l'empreinte exigée étant « longue à sécher surtout dans l'arrière-saison dans laquelle les toiles de lad. mise sont rendues » aux marchands, retarderait l'expédition de la marchandise », et, qui plus est, « tacherait les plis de la toile ». « D'ailleurs, étant nécessaire de mouiller les toiles pour les » apprêter (il était) certain que la marque se trouverait » empreinte de plis en plis lorsqu'on mettrait lesd. toiles en » presse », ce qui aurait pour résultat de mettre au rebut les pièces « ainsi tachées, quelque parfaites qu'elles » fussent d'ailleurs en qualité ».

En second lieu, à supposer que cette marque puisse être apposée « sans endommager le blanc et l'apprêt des toiles », elle « ne devrait pas pour cela être admise parce qu'elle en » dérangerait entièrement le commerce ». En effet, les marchands anglais seraient fondés à croire que les toiles qu'ils achètent « comme venant de la Flandre impériale » provenaient « de la fabrique de saint Quentin ». D'autre part, comme à l'époque, il n'existait pas de « tarif réglé » entre la France et l'Angleterre », ces toiles seraient assujetties « à 75 0/0 de droits, outre le droit ordinaire qui

20. A. N. F¹² 84. p. 63.

» est de cinq à six schelins par pièce » : le commerce serait alors « impraticable avec cette nation qui seule consomme » la moitié des toiles de la manufacture de saint Quentin et » celles de la manufacture de Valenciennes, presque en » entier ».

Le maintien de cette prescription serait, par ailleurs, de nature à porter préjudice aux marchands en gros, tant français qu'étrangers, qui ont intérêt à cacher, aux détaillants, l'origine exacte de leurs marchandises.

Au surplus, le « commerce de la blanchisserie » de saint Quentin aurait à souffrir de cette mesure, car les toiles de Valenciennes que les marchands étrangers envoient à Saint Quentin « pour la plus grande perfection du » blanchissage », ne pourraient plus être vendues comme telles.

Les commissaires du Bureau du commerce ne se laissèrent pas convaincre par cette argumentation et proposèrent, au contraire, un arrêt portant que l'arrêt susvisé sera « exécuté suivant la forme et teneur » ²¹.

Par lettres patentes du 28 juin 1780 ²², le Roy prescrivit aux blanchisseurs de déposer au greffe une empreinte de la marque qu'ils apposaient à la « tête et queue » des « toilettes » au moyen « d'huile et de noir de fumée » et d'imprimer sur ces toiles une marque indicative de l'aunage après le blanchissage ²³.

Il leur était, en outre, expressément interdit de tirer les toiles pour en augmenter les longueur et largeur ; il leur était toutefois permis de les équarrir après les opérations du blanchiment ²⁴.

IV. — Période du blanchiment

Le Magistrat n'avait pas, semble-t-il, réglementé, dans ses ordonnances de police, l'époque pendant laquelle

21. Arrêt du 29 may 1737. A. N. AD 844.

22. A. N. AD 1047.

23. Art. XIV.

24. Art. XIII.

devaient être effectuées les opérations du blanchiment. Aussi certaines toiles étaient-elles blanchies pendant la » mauvaise saison », l'hiver. De ce fait, « elles ne se » trouvent jamais bien apprestées ni d'un beau blanc, ce » qui a souvent obligé les marchands de les renvoyer à » leurs commissionnaires pour estre blanchies de nouveau²⁵, » nouvelle opération qui en altère la qualité et discrédite » la blanchisserie »²⁶.

En vue de remédier à ces « inconvéniens » et de « main- » tenir la bonne qualité et la réputation des toiles batistes » et linons », voire même de les rendre « plus belles et d'un » plus grand débit », le roi fait, en février 1717, « très » expresses inhibitions et deffenses à tous blanchisseurs » desdites toiles Batistes et Linons, dans les provinces de » Picardie, Artois et de la Flandre françoise, de commencer » à travailler au blanchissage avant le 15 mars de chaque » année et de recevoir des toiles crues pour les blanchir » passé le 10 octobre »²⁷.

L'inobservation de cette disposition est passible d'une amende de cent livres « pour la première fois, laquelle » amende ne pourra estre remise ni modérée, et de plus » grande peine en cas de récidive ».

Quelques années plus tard, en 1728²⁸, les marchands de toile de Saint Quentin présentaient au bureau du conseil du commerce un mémoire pour signaler que le blanchissage opéré pendant « l'arrière-saison » nuisait à la qualité des toiles batistes et provoquait, par suite, de nombreuses plaintes des marchands anglais « qui en font la plus grande » consommation » et pour suggérer de fixer « le tems du » blanchissage, savoir du 15 de mars pour commencer et au » dernier de septembre pour finir ».

Les commissaires du bureau du commerce adoptèrent, après délibération, les conclusions de cette requête qui furent traduites, le 9 mai de la même année, par un arrêt du conseil d'état du Roy²⁹.

25. Arrêt du 20 février 1717. A. N. AD 741.

26. A. N. F¹² 84, p. 63.

27. Arrêt du 20 février 1717.

28. AN. F¹² 75, p. 329.

29. Arrêt de 9 may 1728. A. N. AD 805.

Les dispositions de cet arrêt furent, le 18 février 1737, sur la demande des blanchisseurs de toiles de Beauvais, applicables aux blanchisseries de la généralité de Paris ³⁰.

Les « bueurs » de Beauvais faisaient valoir, outre que « les toiles blanchies dans l'arrière saison ne sont jamais » d'un beau blanc, ce qui nécessite souvent de les faire » reblanchir », l'argument suivant — que sans aucun doute les blanchisseurs de Cambrai et autres lieux pouvaient faire leur — : « les marchands finissant leurs achats pour » les mettre au blanchissage, le 30 septembre, qui ne s'em- » barassent pas d'avoir des toiles parfaitement blanches » vont aux achats après les autres et profitent du bon mar- » ché que leur font les fabricants pour vendre leurs toiles » avant le terme où recommencent les achats » ³¹.

La teneur de l'arrêt du 18 février 1737 provoqua des « représentations » de la part des marchands et blanchisseurs des villes de saint-Quentin et de Chauny ³².

Ils font observer que la disposition dudit arrêt qui défend le blanchiment après le 30 septembre paraît avoir pour fondement celle de l'arrêt du 9 mai 1728 ; mais qu'à cette époque « blanchir » signifiait faire toutes les opérations que nécessite le blanchissage, telle que la mise à l'eau et l'exposition sur les près, alors que des termes du nouvel arrêt il résulte qu'il est interdit aux blanchisseurs de recevoir, après le 30 septembre, des toiles écruës pour les blanchir, voire même de les étendre sur les près et d'achever de blanchir celles qui auraient été reçues avant le 1^{er} octobre.

Ils font valoir, en outre, que cette interprétation est formellement contraire à l'esprit et à la lettre de l'arrêt du 9 mai 1728. A leur avis, « le terme de blanchir ne doit » être entendu que de la réception des toiles à la blanchis- » serie pour être mises à l'eau et non de l'exposition sur les » près ni de la main d'œuvre nécessaire pour la perfection » du blanchissage » ; en effet, ils exposent que les mois

30. A. N. AD 843.

31. A. N. F¹² 84, p. 63.

32. AN. F¹², 84, p. 257.

d'octobre et de novembre sont très propres au blanchissage des toiles et que l'expérience prouve que les toiles qui sont blanchies pendant cette période « sont toujours » d'un très beau blanc » et même « que ce blanchissage, » outre qu'il est le plus parfait, est encore le plus favorable » à la toile et qu'il occasionne le débit de celles que les » ouvriers font pendant l'été et après la moisson, dont » la vente anime leur travail ».

Pour toutes ces raisons, ils demandèrent l'exécution pure et simple de l'arrêt du 9 mai 1728.

Ces « représentations » furent examinées par le Bureau du commerce qui proposa de n'en tenir aucun compte. Un arrêt en date du 27 mai 1737³³ « ordonne l'exécution de » celui du 18 février de la présente année qui règle le » teins pour le blanchissage des toiles ».

Cette période a été modifiée par l'arrêt du 4 juillet 1752, qui donna satisfaction en partie aux revendications des blanchisseurs de Saint-Quentin: les toiles purent être étendues sur les prés du 1^{er} mars jusqu'au 15 novembre³⁴.

Par lettres patentes du 9 août 1781, le Roi limite simplement le temps pendant lequel les blanchisseurs ne pouvaient recevoir des toiles, soit du 10 octobre au 15 mars³⁵.

33. A. N. AD 844.

34. A. N. AD 909.

35. A. N. AD 1053.

Section VI. — L'apprêt des « Toilettes »

On apprêtait les « toilettes » en les arrosant d'une gomme dont la composition était un secret que les plieurs ou apprêteurs se gardaient bien de divulguer¹.

Afin de ne pas tromper l'acheteur sur la qualité de la marchandise, l'arrêt du 12 septembre 1729 interdisait aux tisserands ou mulquiniers de « plaquer, cirer ou gommer » les toiles batistes ou linons « afin d'en couvrir les » deffauts, à peine de confiscation et de cent livres » d'amende pour chaque pièce et pour chaque convention »².

Cette défense fut reprise, dans les mêmes termes, par le Roy, dans ses lettres patentes du 9 août 1781³ : les pièces de batiste et linon qui seront « plaquées, cirées » ou gommées » seront « coupées en doublets » et rendues aux tisserands ou mulquiniers. Il leur était toutefois permis « de se servir de parement ou apprest nécessaire » pour préparer les fils de la chaîne desdites toiles, mais » sans pouvoir l'employer sur les toiles fabriquées ».

Suivant Dieudonné⁴, « la totalité des gazes et linons » était soumise aux procédés de l'apprêt, ainsi que la » partie des batistes dont la destination était pour l'Angleterre. Quant aux batistes destinées pour la France et » les autres parties de l'Europe, elles étaient générale-ment expédiées sans apprêts ».

1. Dieudonné. Tome II.

2. A. N. AD 809. — Toutefois « pour faciliter la vente et le débit des » toiles batistes et linons qui auront été fabriquées avant la publication » du présent arrêt, permet Sa Majesté que celles qui auront été plaquées, » cirées ou gommées, puissent estre marquées d'une marque de grâce pendant un mois, à compter du jour de la publication du présent arrêt : » passé lequel tems, elles seront saisies et confisquées, les fabriquans, tisserands ou mulquiniers qui les auront ainsi apprestées, condamnez en cent » livres ; les courtiers qui les exposeront en vente et les commis qui les marqueront en cinq cens livres d'amende pour chaque pièce. Et sera ensuite » la dite marque brisée en présence des Juges des manufactures ou Magistrats » desdites Villes, lesquels en dresseront leurs Procès-Verbaux et les enverront aux Sieurs Intendans et Commissaires départis dans lesdites provinces ». (ibid. art. XX).

3. A. N. AD 1053.

4. Tome II.

Section VII. — Le pliage des « Toilettes »

Les « toilettes » sont « pliées sur leur largeur en 16 plis » pris sur la longueur, de sorte qu'elles forment un paquet » large de 4 doigts. Les pièces ainsi pliées sont frappées, » pour être aplaties, avec un outil de bois plat, carré, en » forme de maillet, épais de 4 doigts, et auquel est adapté » un manche long d'une coudée »¹.

Ce mode de pliage était en usage, à Cambray, de temps immémorial. L'ordonnance sur « le mulquinerie omple »² stipulait, en effet, qu'il devait être fait en « 16 ployes, » afin d'avoir moins de paine à veir le juste longheur ». Il était précisé, en 1628³, que ces « 16 ployes » devaient « être » esgaux sans eschallons ».

Il était interdit aux « ployeurs »⁴ de « recevoir, mettre » à point et ployer aucunes toilles » si elle ne possédaient les longueur et largeur prescrites.

L'arrêt du 12 septembre 1729⁵ rappelait que les toiles devaient être pliées de la manière ordonnée par les règlements particuliers de chaque ville. En 1767⁶, l'Intendant de Flandre ordonnait aux marchands qui faisaient marquer leurs pièces à Douay « de le faire plier sur seize plis » esgaux suivant l'usage avant que de les présenter au » bureau de marque » et interdisait « au marqueur de » Douay d'apposer les marques à celles qui seraient rou- » lées, sous peine d'en répondre en son propre et privé » nom ».

Par lettres patentes du 28 juin 1780⁷, le Roy précisa de « plier les toiles de façon que les marques » fussent toujours « évidentes ».

1. Dieudonné. Tome II.

2. Pièces justificatives. 1.

3. A. C. AA. 101.

4. Signalons que François de Baralle acheta, en 1642, une maison sise à Cambray, rue des pochonnets, à usage de « ploierie » avec les instruments s'y rattachant.

5. A. N. AD 809.

6. A. D. Placards 8245.

7. A. N. AD 1047.

CHAPITRE IV

Le Fonctionnement de la Corporation

(suite)

Le commerce des « Toilettes »

La réglementation de la vente peut-être résumée en un seul principe, fixé par le Magistrat dans l'ordonnance sur « le mulquinerie omple »¹ et libellé comme suit : le trafic des « toilettes » doit être fait en toute loyauté.

En vue d'obtenir un tel résultat, ces « Messieurs » interdisaient aux marchands de posséder plus d'un seul « estal » par maison de « toillerie », de vendre des toiles « sur bras aval le ville le samedy », c'était la limitation du colportage², et de faire remise de leurs marchandises destinées à être vendues ailleurs qu'aux halles où devaient se faire obligatoirement les transactions, c'était l'interdiction de la vente clandestine³.

Si, parfois, les « toilettes » ne pouvaient être « déchargées » aux halles, il était toléré de les mettre « a l'hotel » et ce pour une nuit seulement, afin de ne pas transformer « l'hostellerie » en un dépôt clandestin ou un lieu d'approvisionnement.

1. Pièces justificatives. 1.

2. Le colportage fut réglementé en 1747. Cf. à ce sujet Wilbert, p. 326.

3. Cf. Gailhard-Bancel, p. 77.

Les marchands devaient donc « tenir halles et payer » un droit de marché » ⁴.

Les droits de l'acheteur, du consommateur, étaient également reconnus à la fois et réglementés. Avant d'acheter, il avait la faculté de « déplier » la marchandise, pour se rendre compte de sa qualité, et de l'acheter soit à l'aune soit à la « corde » ⁵.

Les mulquiniers ne pouvaient effectuer de transactions avec les marchands que par l'intermédiaire de courtiers, dits « coultiers de toilettes ».

4. Ce droit était « fixé à 20 sous, pour les toiliers et liniers ». (Durieux. Les corps de métiers, p. 149).

— M. Wilbert — p. 317 — a précisé que ces droits ont été déterminés par un règlement qui porte la date de l'an 1490 (manuscrit catalogué à la bibliothèque de Cambrai sous le n° 1138).

5. Cf. Durieux. Les corps de métiers, p. 145.

Section I. — Les Courtiers de Toilettes

Les courtiers étaient indispensables bien qu'ils fussent une « charge du commerce des toilettes ».

« Le commerce des batistes et linons exige beaucoup
» plus de soins et de petites attentions que celui des
» étoffes de laine et de soye. Un négociant détournée par
» les spéculations du cabinet ne peut s'y livrer. S'il étoit
» obligé d'acheter aux fabriquans et de disputer pendant
» un quart-d'heure une chaque pièce, il perdrait un tems
» infini et le commerce en souffriroit. Cela vient de ce que
» le prix des batistes et linons varie à l'infini et de 20^s
» à 20^s depuis 12 jusqu'à 180 l., or il n'y a point de règle
» fixé pour ce prix, tout y est arbitraire. Ce seroit donc
» un objet intarissable de discussions si l'acheteur se trou-
» voit opposé au vendeur. Il a fallu un intermédiaire.
» C'est le courtier. Le fabriquant lui porte ses toiles; il les
» examine et les porte au marchand. Celui-ci les examine
» à son tour, marque le prix sur la toile avec du crayon
» et rend la pièce au courtier qui la rend lui-même au fabri-
» quant, si celui-ci en agréé le prix, le marché se fait,
» sinon il faut recommencer. Il est défendu alors au cour-
» tier d'effacer la marque du marchand pour le dispenser
» d'examiner la pièce une seconde fois d'autant mieux
» qu'il lui arriveroit souvent d'en donner un autre prix.
» De cette manière, le négociant sans sortir de son comp-
» toir sans aucune discussion achète un grand nombre de
» pièces dans une seule matinée et gagne 5 ou 6.000 francs
» de commission. Rien n'est plus avantageux au commerce.
» Telle est la principale raison qu'on allègue pour établir
» des courtiers. Il faut convenir que leur institution est
» très favorable aux marchands, aussy font-ils de très
» grands profits en peu de tems, mais je ne puis m'empê-
» cher de croire qu'ils soient très onéreux aux fabri-
» quants » ⁶.

6. Observations de M. de Bacaton, intendant du commerce, 1768. (A.N. F¹² 650).

I. *Nomination des courtiers.*

La nomination des courtiers de « toilettes » était faite par le Magistrat, après enquête préalable sur les connaissances qu'ils possédaient « au fait de la mulquinerie ». Il fallait de plus, être « bourgeois » ⁷.

A cette occasion, le courtier devait payer un droit au Magistrat et aux greffiers ⁸.

Nul ne pouvait être « admis et autorisez » à exercer cet office, précise une ordonnance échevinale, s'il n'avait au préalable promis et juré ⁹ « d'être fidèle à l'acheteur » et au vendeur et de garder respectivement leur droit » ; le tisserand et le négociant ne se connaissant pas, « le » courtier se trouvait constitué seul garant et responsable « envers l'un et l'autre » ¹⁰.

Il était admis que la veuve du courtier pouvait être « couretière et continuer l'office du feudit mary durant » quelle sera en viduité seulement et non davantage » ¹¹.

II. *Caution des courtiers.*

Le courtier était, en outre, tenu de fournir une caution ¹² ; les femmes pouvaient être acceptées comme « cautionnaires ».

Aux termes d'une ordonnance de 1619, cette caution avait pour but de répondre et de la valeur de la marchandise à lui confiée et des abus et malversations éventuels.

7. A. C. BB. 17, p. 195.

8. A Saint-Quentin, il acquittait, en 1560, un droit variant « de 2 à 4 » escus ». (Mémoires de la société académique. Tome VI, 1883, p. 73, 77).

9. Le serment était également de rigueur à Saint-Quentin (ibid.).

10. Picard. Tome I, p. 164.

11. A. C. BB. 17, f. 37, 262, 292, 312, 359.

12. Le taux variait suivant les provinces : il était, en 1763, de 1.500 l. en Alsace (A. N. F¹² 104 ⁴, p. 47), de 6.000 l. à Valenciennes. (A. N. F¹² 650. Observations de M. de Bacaton), de 500 l. à Saint-Quentin (la caution y était déjà obligatoire en 1560 — Mémoire de la Société académique. Tome VI 1883, p. 73 et 77) et paiement à la ville, chaque année de « 20 l. de rente par forme » de reconnaissance domaniale tant que les courtiers seroient en exercice ». A. N. F¹² 650. ibid.).

La réglementation de la caution a été fixée d'une façon définitive en 1619, et rappelée notamment en 1625 et 1641.

Avant 1619, la caution, une ou multiple, de mil florins était déjà exigée du courtier afin qu'il pût répondre des malversations et « deubz en droit les marchans et meul- » quiniens leur ayant fyés leurs toilles et corons tant batti- » ces que clères pour les exposer es tours ordinaires en » vente ».

En 1619, le Magistrat, sachant que la plupart des courtiers étaient sans caution par suite du décès des « cautionnaires. » et désirant la conservation du droit des mulquiniens, ordonnait que, dans les huit jours à dater de la promulgation de l'ordonnance, les courtiers devaient renouveler leurs cautions : les « cautionnaires » devaient être « solvens et suffisans pour la somme de mil florins » carolus chacun ».

Le renouvellement des cautions était opéré tous les trois ans.

En cas de décès d'un « cautionnaire », la nouvelle caution devait être présentée dans les quinze jours, faute de quoi, le courtier était privé de son office auquel pourvoyait le Magistrat.

En 1641, le Magistrat rappela les dispositions de 1619 « parce que certains courtiers exercent leur état sans être » reçu et sans avoir fait le serment et sans avoir bailli » aucune caution, d'autres ont leurs cautionnaires morts » ou déportez (démissionnaires) ou insolvens ».

Le renouvellement des cautions devait également se faire tous les trois ans. En cas de décès, le remplacement devait être, comme en 1619, opéré dans un délai de 15 jours, sous peine, pour le courtier, d'être « privé de l'estal » sans aucune advertence ny signification » et d'être remplacé au gré du Magistrat.

Aux termes de l'ordonnance en date de 1625, le « coultier » devait fournir une « caution de mil florins pour ce » qu'il leur seroit mis en mains par les mulquiniens et pour

» les abus et malversations qu'ils pourroient commectre
» en ce regard ».

En 1641, comme en 1619, les « cautionnaires » devaient
» s'obliger solidairement l'un pour l'autre et chacun
» d'eux pour le tout sans division, ny discussion, au paie-
» ment de la somme de mil florins en cas de malversation
» et de défaillance ».

Le courtier promettait par serment « in forma » de les
indemniser « plainement en cas d'inquiétude ».

A propos d'une contestation qui s'était élevée entre
les marchands et fabricants de la Ville de Saint-Quentin
et les courtiers de la même ville, une enquête fut ordonnée
dans les provinces du Royaume ; mais le rapport consi-
gnant les résultats de cette enquête ne comporte aucun
renseignement en ce qui concerne les courtiers de Cam-
brai¹³.

III. *Obligations des courtiers.*

Les courtiers ne pouvaient faire le commerce pour leur
compte¹⁴. Ils étaient dans l'obligation d'être deux pour
négocier¹⁵ et de tenir attachement, sur un registre, de
leurs opérations.

Ce registre devait être paraphé par le maieur et repré-
senté à toute réquisition des maieur, échevins, et, par
la suite, de l'inspecteur des manufactures.

L'« office » du courtier était exercé moyennant un salaire
qui était proportionnel à l'importance de la transaction¹⁶.

Ils devaient vendre des « toilles ployées et mercquées, sous
» peine de correction exemplaire et privation de l'état ».

13. A. N. F¹² 104⁴ p. 47, 17 mars 1763.

14. Il en était de même à Valenciennes. (A. N. F¹² 650. Mémoire de M. de Bacaton).

15. Durieux. Les corps de métiers, p. 145.

16. Ibid., p. 145.

— Au Mans, en 1763, les courtiers touchaient 5^s par pièce d'étoffe. (A. N. F¹² 104⁴ p. 47) ; à Valenciennes, 11 s. 3 d. par pièce de 40 l. et de 5^s pour celle au-dessous (A. N. F¹² 650. Mémoire de M. de Bacaton) ; à Dunkerque ils recevaient 1/4 °/o de la valeur (A. N. F¹² 650. *ibid.*).

Nous retrouvons cette dernière prescription dans les arrêts du conseil d'état du Roy. En 1731¹⁷, il était fait « deffenses à tous marchans d'acheter, vendre ou débiter, mesme d'avoir en leur possession aucunes pièces desdites toiles sans être marquées à peine de confiscation et de cinq cens livres d'amende pour la première fois et d'être interdit de tout commerce en cas de récidive ».

En 1737¹⁸, il était interdit « à tous courtiers, commissionnaires et autres de se charger ni de présenter à la visite aucunes desdites toiles, sans avoir à la testè et à la queue de chaque pièce la marque ordonnée (l'« en saigne »); et d'en exposer en vente ni vendre, qu'elles n'ayent, outre ladite marque, celle du bureau dans lequel elles auront esté visitées et marquées : le tout à peine de confiscation des toiles, de cinq cens livres d'amende et d'interdiction de leurs fonctions pendant 6 mois pour la première fois et de destitution en cas de récidive, outre lesdites confiscation et amende ».

Il était avéré, en 1749, que certains courtiers tenaient chez eux des marques provenant de différents fabricants et les appliquaient eux-mêmes « d'une façon arbitraire » sur les toiles qui devaient être vendues par eux. Pour éviter le retour d'une pratique « aussi contraire au bien de la manufacture qu'au bon ordre », il était fait obligation aux fabricants d'apposer sur les pièces sortant de leurs ateliers les marques prescrites par l'arrêt de 1737 « et ce sous les peines y portées » ; il était, de plus, interdit aux courtiers de « recevoir » des toiles dépourvues desdites marques « sous les peines de confiscation desdites toiles, de cinq cens livres d'amende et d'interdiction pendant six mois pour la première fois et de destitution en cas de récidive outre lesdites confiscation et amende », et en outre de « marquer aucunes toiles », voire même de « tenir » chez eux « aucunes marques » de fabricants, « sous quelque prétexte que ce peut-être, à peine de mille livres d'amende et d'interdiction de commercer pour toujours »¹⁹.

17. Art. VI de l'arrêt du 24 juillet 1731 (A. N. AD 816.).

18. Art. IV. de l'arrêt du 16 may 1737. (A. N. AD 844).

19. Arrêt du 3 mars 1749. (A. N. AD 895).

Section II. — Le commerce local

Rares devaient être ceux qui travaillaient uniquement pour « leur user ». La plupart des mulquiniens tissaient le lin en vue d'en retirer quelque profit pour assurer leur subsistance.

Les habitants de la ville de Cambray s'approvisionnaient soit les jours de marché soit lors des grandes foires annuelles dont la plus importante était celle qui était dénommée la foire de Saint-Simon et de Saint-Jude, dite la « Hischare »²⁰ ; elle se tenait du 27 octobre au 3 novembre de chaque année²¹.

Cette foire était très fréquentée : « Tous les marchands » y étaient admis, les étrangers y arrivaient sous la garantie d'un sauf-conduit, ce qui d'ailleurs était réciproque. » Il en venait d'Angleterre pour les batistes « clairs et » omplés », dont la fabrication était une véritable richesse » pour le Cambrésis ; ces relations dataient de l'origine » de cette fabrication »²².

« On y assurait aux étrangers — aux forains — toute » garantie pour leurs marchandises, leur personne et la » loyauté des transactions »²³.

20. Ce mot est la déformation du terme flamand « Vierschare » (les quatre métiers) ; c'était autrement dit la foire des quatre métiers.

21. Cf. Durieux : La foire de Saint-Simon et de Saint-Jude — Le règlement de cette foire, antérieur à l'année 1601, a été publié par Bouly dans son dictionnaire historique.

Cf. Wilbert, p. 368. : « On n'y permet pas aux marchands de vendre » autrement qu'à l'aune de la ville, ni avec des poids et mesures autres » que ceux que l'on y employait ; il leur est défendu de vendre ailleurs » qu'aux lieux accoutumés, sous leurs hayons, qu'ils pouvaient placer devant » la porte des bourgeois sans que ceux-ci fussent autorisés à leur rien demander à ce sujet » — Mais il était levé « pour chacun des hayons ou estaux un » droit de place ou de marché » qui était, en partie, acquis aux « maîtres » de la feste ». (Échevins). (Durieux. *ibid.*, p. 31).

22. Durieux, *ibid.*, p. 34.

23. Durieux, *ibid.*, p. 25.

Devant le succès sans cesse grandissant de cette « hirschare », le Magistrat de Cambray, cinq ans après la réunion de la ville à la France (1677), demanda au roi Louis XIV l'autorisation d'instituer, au mois de mai, « oultre l'autre foire qui est le jour de Saint Simon et de Saint Jude », une seconde foire égale en durée à la première « déjà establie de temps immémorial ». Satisfaction lui fut accordée par lettres royales d'avril 1681²⁴, et cette foire a subsisté jusqu'en 1879.

24. Cf. Wilbert, p. 369. : « Ces lettres royales contiennent entr'autres » cette disposition : « En laquelle foire nous voulons que tous marchands, » négociants et autres personnes puissent aller et venir, séjourner, vendre » et débiter, troquer et eschanger toutes sortes de marchandises licites » et permises, sous les privilèges, franchises et libertés de foire franche. » Permettons auxdits exposans (le Magistrat) de faire bastir des halles » et estaux, si besoin est, pour mettre à couvert et en sûreté tant les mar- » chands que les marchandises et de percevoir les droits, suivant les us et » coutumes de notre ville de Cambray ». (Manuscrit de Ladislas de Baralle, catalogué à la bibliothèque de Cambrai sous le N° 902).

Section III. — Le commerce extérieur

I. Avant la réunion du Cambrésis à la Couronne (1678)

La consommation locale et même régionale ne pouvant absorber la production totale des mulquiniers, force était aux marchands de trouver des débouchés à l'étranger.

A ce point de vue, toutes facilités étaient d'ailleurs accordées : en effet, la charte de l'empereur Othon (11 mai 1101)²⁵ et la loi Frédéric (1184)²⁶, assuraient « le » transport paisible des marchandises d'un pays à l'autre ». Ces garanties furent confirmées par la suite. Wilbert²⁷ nous rapporte que « les lettres de neutralité données à la » ville (de Cambray), le 7 juin 1521, par l'empereur Charles-Quint et sollicitées par l'évêque Robert de Croy, » portent que Cambray continuera de jouir « en tout » temps » du droit de commercer, où bon lui semblera; et » que les marchands et leurs marchandises y jouiront » d'une égale protection, et que ce droit qui appartenait » à la ville de toute ancienneté a été de nouveau reconnu » par François I^{er} le 19 juillet 1542 et par Henri II le 31 » juillet 1552 ».

Cambray était sur la grande route qui relie les Pays-Bas à la France, près de la frontière des deux pays et protégé par la neutralité. Ce devait donc forcément être le lieu de rencontre du commerce de ces deux pays, raison de l'importance de ses foires, et les relations avec ces mêmes territoires étaient faciles et fréquentes, raison de la diffusion des produits locaux comme les « toilettes ».

Vers la France, par la vallée de l'Oise, on constate en effet un courant commercial important, notamment à

25. Wilbert, p. 350.

26. Ibid.

27. P. 371.

Paris et aux foires de Champagne, si célèbres au moyen-âge. « Les marchands de Cambrai y rendaient régulièrement aux foires de Brie et de Champagne ²⁸. A Provins, » où ils possédaient des magasins spéciaux pour entreposer » leurs produits et des hôtelleries, ils se rencontraient » avec les marchands de tous les points de la France, » notamment de Toulouse, Troyes, Reims, Limoges et Chalons » ²⁹.

Vers les Pays-Bas, par la vallée de l'Escaut et vers Cologne et l'Allemagne par la vallée de la Sambre, le courant commercial était plus considérable encore puisqu'il se prolongeait vers la vallée du Rhin, l'Angleterre et, par les vaisseaux anglais et hollandais, jusqu'aux Échelles du Levant. L'ordonnance sur « le mulquinerie omple » ³⁰ cite les « festes d'Ampvers, de Bergh, de Bruges et de Midelbourg » ³¹.

L'Angleterre était tributaire, pour les « toilles batiches » et « toilettes claires et omplés », des fabricants du Cambrésis. M. Wilbert a relaté, dans son étude sur les « Corps de métiers et le commerce de Cambrai » ³² qu'« en 1261, » les marchands de Cambrai se réunirent à ceux de Gand, » d'Ypres, de Douai et de Dixmude qui se trouvaient, » comme eux, à la foire de Horthampton pour régler » leurs rapports avec les marchands anglais et convinrent » de les cesser avec ceux qui les tromperaient sur le poids, » la qualité ou l'état de la marchandise ». Ces difficultés surgirent sans aucun doute puisque, pour les aplanir, le Magistrat de Cambray édicta le règlement sur « le mulquinerie omple ».

La hanse de Londres dont le siège était à Bruges et qui tirait son nom du fait qu'elle faisait son principal commerce avec l'Angleterre par l'intermédiaire de sa maison de Londres, avait une succursale à Cambray, dite maison

28. « Elles furent organisées en 1326 et 1327 » (Wilbert, p. 367). « Elles » étaient au nombre de 17 et florissaient déjà lorsque les comtés de Brie et » de Champagne furent réunis à la France en 1284 ». (Picard. Tome I. p. 103). Voir également Demangeon, p. 321.

29. Durieux. La foire de Saint-Simon et de Saint-Jude, p. 36.

30. Pièces justificatives, 1.

31. Cf. Durieux. Les corps de métiers, p. 154.

32. P. 349.

de la Hanse³³, à laquelle l'évêque, comme seigneur de la ville, avait accordé le privilège de maison franche, c'est-à-dire le privilège d'entrepôt.

Le commerce avec la vallée du Rhin et l'Angleterre est attesté par nombre d'écrits. En 1568, un marchand de batistes, cambrésien, Louis de Blécourt, compromis dans le complot de d'Egmont et de Horn contre le duc d'Albe, quitte la ville et va gérer sa succursale de Cologne³⁴. En 1594, Jean et Louis de Blécourt envoient 200 pièces de toiles « cleres », de toiles « grosses » et toiles « batiches » à leur correspondant de Leyden, André Vermeulen³⁵. En 1600, Jean de Franqueville meurt à Londres où il vendait des toiles pour une maison cambrésienne. En 1640, la société de Hennin et C^{ie}, spécialisée dans le commerce d'exportation, livre des « toilettes » en Hollande³⁶.

Il nous faut également mentionner le traité conclu, en 1594, avec la France et portant admission en franchise de pièces de batiste contre pareille franchise pour le « bled » et vins de France³⁷, et les conférences d'Ypres (1632) qui prévoyaient la nomination « par les archiducs de trois » bourgeois pour s'employer à la visitacion des marchan- » dises que de la ville de Cambray l'on voudra envoyer » vers les royaumes des Espagnes »³⁸.

II. Après le traité de Nimègue (1678)

Le commerce des « toilettes » s'étendait « par toute » l'Europe³⁹, même en Amérique et jusque aux Indes⁴⁰.

33. Cette maison existe encore. (N° 38 et 40 de la Place au bois) avec ses magasins voutés analogues à ceux que possédait aussi Provins. Voir également Petite histoire de Cambrai par M. l'abbé Thelliez, p. 26.

34. Bijlagen van de genealogie der Familie de Blecourt, 1^{er} volume, p. XVIII.

35. Ibid, 2^e volume, p. 66.

36. Cette société fut dissoute en 1644. (A. C. 448).

37. AC. Manuscrit 983 (881).

38. A. C. 448.

39. Cf. A. N. G 7 1700. Mémoire sur le commerce en 1713.

40. Mémoire de Cromelin. 1789. (A. N. F¹² 650).

— « Ces toiles dans leur estat de perfection sont distribuées par toute » l'Europe ; L'Angleterre, L'Espagne, Le Portugal, La Hollande, L'Italie, » L'Allemagne et même la Russie en tirent considérablement, il s'en envoie » aussi beaucoup en Amérique » (A. N. F¹² 660. Mémoire de M. Bonneval).

— En 1789, la production de Saint-Quentin était répartie comme suit : 2/5 pour l'Espagne, 2/5 pour l'Angleterre, l'Allemagne, le Nord, l'Italie, L'Asie et toutes les Amériques, et le reste pour l'intérieur de la France. (A. N. F¹² 1429. Observations d'un négociant de Saint-Quentin).

En 1726 ⁴¹, le bruit se répandit que l'Angleterre se proposait « par un arrest du Parlement » d'interdire l'entrée sur son territoire des toiles batistes et linons, appelées « Cambrays ». Le Magistrat de Cambray s'émut de cette nouvelle, « Londres seulement achetant, chaque » année, pour trois millions de livres tournois, sans com- » prendre l'Écosse et l'Irlande », et intervint auprès du Roy pour que des « représentations » fussent faites à la « Cour d'Angleterre » en vue d'obtenir qu'il ne fût fait « aucune innovation sur le commerce dont il s'agit ». Rien n'y fit, le bill fut rendu peu de temps après. Il faut noter que les Anglais, qui n'étaient pas parvenus à imiter les batistes et les linons, trouvaient « de l'avantage » à favoriser chez eux le débit des mousselines qui leur » étaient apportées par leur compagnie des Indes » ⁴², instigatrice, par ailleurs, du projet de prohibition.

Malgré ces « deffenses », le nombre des mulquiniers, qui était à l'époque de 140 (en 1697, ils étaient 72), non compris 385 « garçons attachés à l'état » ⁴³, atteignit, en 1751, le chiffre de 200 ⁴⁴. Cette augmentation trouve son explication dans le fait que l'accès à la maîtrise était conditionné non plus par la facture d'« une toile de la finesse prescrite et sans aucuns défauts », mais par le paiement d'une somme de 66 florins, au lieu de 9 florins et demi, exigible des candidats selon les règlements. Ces maîtres-mulquiniers ne s'intéressaient plus à la fabrication des toiles ⁴⁵ ; ils se bornaient presque tous — un tiers seulement faisaient fabriquer — « à recueillir des » fils des fileuses dont la ville fourmille et à les vendre

41. A. N. F¹² 73, p. 234.

42. A. N. F¹² 565. Mémoire de M. de Montaran.

43. Wilbert. Note sur l'origine, la constitution et les travaux de la S. E. de Cambrai. Tome XX, p. 419.

44. A. N. F¹², 660.

45. Les métiers étaient alors conduits par des ouvriers des villages environnants, industriels à la fois et économes. Par la suite, profitant des circonstances favorables qui permettaient la vente des toiles, ils achetèrent avec leurs « épargnes » des métiers et travaillèrent à leur compte. Il s'ensuivit qu'en 1789 le corps des maîtres mulquiniers ne se composait plus que de 70 à 80 membres et ne possédait que dix métiers en activité alors que le nombre des métiers dans certaines « paroisses » du Cambrésis pouvait être évalué de 400 à 500 (A. N. F¹² 652. Mémoire des maîtres fabricants et marchands de toilettes de Cambray).

Cf. Demangeon, p. 286 et Boulainvilliers. Tome III, p. 520.

» pour le dehors et pour être conduit on ne sait où ». Ces fils étaient exportés « en Irlande et en Écosse pour l'ali-
» ment d'une fabrique de batiste qui y était établie et en
» Hollande, à Anvers, Bruxelles, Gand, Tongre, Malines,
» Liège, Dinant et autres lieux où il y avait plus de 200
» moulins où l'on retordait ces fils pour en faire des den-
» telles au point et des filets à broder » ⁴⁶.

En 1749, « les fabricants de batistes et linons de Valen-
» ciennes ⁴⁷, Saint-Quentin et Cambrai ont représenté
» que depuis la prohibition des toilles et batistes et linons
» en Angleterre grand nombre de ces ouvriers et fileurs
» sont sans travail et sans ressources, il en résultait un
» grand vuide de loisir qui entraîneroit une très grande
» misère ⁴⁸ ».

Il était rapporté au Bureau du commerce, en 1759, que « les Anglais se passeroient difficilement de nos batis-
tes ». Les raisons invoquées étaient les suivantes : « L'air
» du pays, la fumée du charbon de terre dont-ils se servent
» pour se chauffer et la propreté recherchée des dames
» anglaises s'opposent à l'usage de la mousseline qui se
» salit aisément en Angleterre et se blanchit beaucoup
» plus difficilement que la Batiste » ⁴⁹.

46. A. N. F¹² 96, p. 247 — et cf. *ibid.*, p. 287 : « Représentation des
» marchands fabricants de batistes et linons de Valenciennes, de Saint-
» Quentin et de Cambrai sur le renchérissement des fils servant à la fabrica-
» tion de ces toiles, renchérissement occasionné par l'exportation des fils
» à l'étranger » — Le 21 mai 1749, un arrêt fut délibéré, au cours de la séance
» du Bureau de Commerce, pour défendre « la sortie du Hainault et du Cam-
» brésis à l'étranger des lins ou filets gris ou écrus n'y aucuns fils retords
» qui ne soient teints ou blanchis etc. » (*ibid.* p. 302.).

— Le 13 décembre 1745, le directeur général des fermes du Roy des provinces de Flandre avait déjà interdit la sortie « d'aucuns fils dit de Mul-
» quinerie non blanchis tords ou non retords, la fabrique et le commerce
» des toiles diminuant en Picardie, le prix du fil augmentant journellement,
» parce que certains retordeurs du Cateau Cambrésis font des amas considé-
» rables de ces fils qu'ils font passer en fraude à Bruxelles, Malines, Anvers
» et en Hollande ». (A. D. Placards 8201, p. 180).

47. « En 1767, il y avait à Valenciennes environ 90 maîtres mulquini-
» 2 seuls apprentis et 280 ouvriers, alors qu'en 1707 on comptait 300 maîtres-
» mulquini- et 12 à 1300 ouvriers ». (Mémoire du 14 avril 1767 des connéta-
» bles et maîtres jurés des corps des mulquini-ers, tisserands de toilettes esta-
» blis en la ville de Valenciennes. A. N. F¹² 1420).

Cf. Observations de M. de Bacaton intendant du commerce en 1768.
(A. N. F¹² 650) : « en 1767, il y avait 221 métiers et 100 maîtres, et en 1728
» le nombre des métiers était de 2.900 et des maîtres de 500 ».

48. A. N. F¹² 96, p. 247.

49. A. N. F¹² 565. Mémoire de M. de Montaran.

Aussi pouvait-on espérer soit la révocation du « Bill des deffenses »⁵⁰ soit une contrebande plus intense.

Non seulement le bill d'Angleterre était cause de la crise qu'avaient dénoncée les mulquiniers en 1749, mais « le goût des mousselines en France avait donné une première atteinte à la consommation des toilettes »⁵¹.

Les négociants, malgré tout, ne restèrent pas inactifs et recherchèrent de nouveaux débouchés. Les essais qu'ils firent « tant au Mexique qu'au Pérou » leur donnèrent satisfaction et l'espoir d'une « consommation considérable dans les Indes Espagnoles »⁵². A Cambray, le commerce des « toilettes » était, à cette époque, peu considérable en comparaison du trafic qui existait à Saint Quentin et à Valenciennes⁵³ ; une reprise toutefois était escomptée si l'on pouvait parvenir à faire lever le « bill d'Angleterre », « son seul débouché »⁵⁴. Aussi de nombreuses banqueroutes éclatèrent⁵⁵. Le 21 janvier 1761, le collecteur des impôts adressait à tous les curés des paroisses du Cambrésis une circulaire en vue de faire dresser la liste des « meulquiniers qui ont le plus souffert par les banqueroutes afin de leur procurer tous les soulagemens » qui étaient du ressort des États du Cambrésis. Des « modérations » furent accordées sur les « tailles de 1761 et les 24cs et capitation de 1762 »⁵⁶.

Pour se faire une idée, aussi exacte que possible, des

50. En 1768, des pourparlers étaient engagés, pour faire lever cette interdiction en admettant l'entrée en France de la « clainquaiillerie » anglaise. (A. N. F¹² 650).

51. A. N. F¹² 565. Mémoire de M. de Montaran.

52. Cf. A. N. F¹² 1429. Observations d'un négociant de Saint-Quentin sur la fabrique des linons et batistes : « Nous avions invité l'Amérique » Unie à former des magasins de nos articles pour les approvisionnements des » Indes espagnols et nous commencions à y faire des expéditions importantes... »

53. A. N. F¹² 660. (8 juin 1751).

54. A. D. C. 16. Mémoire de Cromelin. 1762.

55. Il s'en produisit également à Valenciennes et à S^t Quentin.

56. A. D. C États 208.

fluctuations du commerce des toilettes, à Cambrai, nous indiquons ci-après, pour la période de 1743 à 1777, le nombre de pièces qui ont été visitées et marquées par le bureau de visite « estably à Cambrai »⁵⁷.

1743	2.028 ⁵⁸
1744	2.179 ⁵⁸
1746	1.932 ⁵⁸
1747	2.782 ⁵⁹
1748	1.824 ⁵⁹
1749	4.858 ⁵⁹
1752	5.466
1753	16.976
1754	19.024
1755	13.504
1756	12.406
1757	11.088
1758	10.207
1759	9.616
1760	9.300
1761	8.829 ⁶⁰
1762	7.051 ⁶⁰
1763	6.770
1764	7.241
1765	10.821
1767	10.080
1768	10.860
1769	11.845 ⁶¹

57. Sauf indication contraire, ces renseignements statistiques ont été puisés aux A. D. : C Intendant supplément 492.

58. A. D. C 90.

59. A. D. C 90.

60. A. D. C 16.

61. aux A. D. C 16, il est indiqué 11. 721.

1770	11.102 ⁶²
1771	11,304 ⁶²
1772	10.653
1773	12.511
1774	14.544
1775	57.292 ⁶³
1776	15.186 ⁶⁴
1777 (1 semestre)	9.670 ⁶⁵

En 1779, l'inspecteur des manufactures écrivait ⁶⁶ que « le commerce des toiles batistes et linons est, année » commune, de 14.000 pièces, prix commun 60 l., en va- » leur de 840.000 l. ⁶⁷. Les débouchés pour l'intérieur du » Royaume, le Brabant, la Hollande, l'Angleterre, l'Alle-

62. A titre documentaire, nous indiquons ci-après le nombre de toilettes marquées en 1770 et 1771 par les bureaux de visite de Cambray, Douay et Valenciennes. (Nous avons puisé ces renseignements statistiques aux A. N. F¹² 1420).

	Année 1770.		
	<u>Cambray.</u>	<u>Douay.</u>	<u>Valenciennes.</u>
batistes	5. 345	3. 561	24. 987
claires 2/3	2. 921	1. 371	15. 621
— 3/4	1. 382		1. 876
rayées	1. 115	182	1. 836
mouchetées	339		1. 153
	<u>11. 102</u>	<u>5. 114</u>	<u>45. 473</u>
	à 60 l.	à 55 l.	à 65 l.
	666. 120	281. 270	2. 955.745

	Année 1771.		
	<u>Cambray.</u>	<u>Douay.</u>	<u>Valenciennes.</u>
batistes	4. 805	2. 770	28. 061
claires 2/3	2. 771	1. 353	13. 759
— 3/4	1. 974		1. 791
rayées	1. 161	241	1. 206
mouchetées	593		761
	<u>11. 304</u>	<u>4. 364</u>	<u>45. 578</u>
	à 60 l.	à 55 l.	à 65 l.
	678. 240	240. 020	2. 962.570

63. Ce fut, d'après Cromelin, une année unique pour le commerce des batistes et linons. Mais les achats diminuèrent l'année suivante (Malotet, p. 318).

64. A. D. C. 16.

65. A. N. F¹² 1420.

66. A. N. F¹² 1350. Mémoire de Cromelin, 1779.

67. « A Valenciennes, année commune 55.000 pièces, prix commun 65 l., en valeur 3.575.000 l. ».

» magne, le Nord, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, les Isles.
» Si la prohibition avait été levée en Angleterre, comme
» il en avait été question il y a quelque temps, elle auroit
» contribué à son augmentation, mais il paraît décidé
» qu'elle subsistera ».

Le commerce de toiles fut, en 1784 et 1785, en légère augmentation : en effet « l'excédent de recettes du compte » du produit du droit de marque de toilettes au bureau » de Cambrai », qui était de 266 l. 2^s en 1782, fut de l'ordre de 1974 l. 2^s, en 1785 ⁶⁸.

Les années suivantes, l'industrie des toilettes connut une période de prospérité, en raison d'abord du traité de commerce conclut, en 1786, avec l'Angleterre, ensuite du goût qu'avaient alors les dames françaises « pour s'habiller en blanc » ⁶⁹, et enfin de la réputation du « blanc » obtenu par la blanchisserie Brabant ⁷⁰.

Mais les Anglais, comme les Français, commirent la faute d'encombrer leurs magasins de marchandises et de se livrer à des spéculations qui amenèrent des banqueroutes ⁷¹.

En 1789, « le commerce était partout languissant » par suite des « banqueroutes qui se sont faites à Saint Omer, » Dunkerque, Lille, Valenciennes et Saint Quentin et » qui se montent à plus de dix millions ; quoique les négociants aient des demandes, ils aiment mieux faire » moins d'affaires, et ils n'expédient que pour les maisons » qui jouissent du crédit le mieux assuré » ⁷².

Il nous faut rechercher, maintenant, les causes de la décadence de cette « manufacture de toilettes », qui fit, au moyen-âge, la prospérité de Cambray ⁷³. Dans son étude sur « L'Industrie et le commerce des toiles fines à Valen-

68. A. N. F¹² 1420. En 1783, l'excédent était de 483 l. 1^s 6^d, et en 1784, de 1538 l. 14^s 9^d.

69. Malotet, p. 319.

70. Voir p. 99.

Pendant le premier semestre de 1788, le bureau de Cambray avait enregistré 17.163 pièces. A Valenciennes, on constatait, par suite des banqueroutes, une diminution de 7.481 pièces pour une valeur de 486.235 l. (A. N. F¹² 556).

71. Cf. Malotet, p. 320.

72. Mémoire de Cromelin. 15 may 1789. (A. N. F¹² 650).

73. Dieudonné. Tome II.

ciennes dans les temps modernes », M. Malotet ⁷⁴ nous a fait connaître les différentes thèses en présence ⁷⁵ : D'abord le « bill » anglais interdisant l'importation des « toiles de » Cambrai » ; puis, l'exportation clandestine des « filets » et du lin » ; ensuite, « le règlement de 1729, qui avait » confondu la marque et les dimensions de toutes les » fabriques » ; enfin, les procédés des courtiers et des marchands qui réduisaient les mulquiniers à la misère ⁷⁶.

Toutes ces causes ont, certes, concouru à l'affaiblissement de cette « manufacture », mais il est un fait que nous ne pouvons passer sous silence et qui a certainement porté préjudice à l'industrie des « toiles batistes et linons » : ce fut l'usage, de plus en plus fréquent, des « toiles de » coton et mousselines », malgré les mesures prises ⁷⁷ par le pouvoir royal pour interdire l'introduction « dans le » royaume d'aucunes toiles de coton et mousselines, » venant de l'étranger, autres que celles de l'Inde apportées par le commerce national et le débit des toiles peintes, gazes et linons de fabrique étrangère », à seule fin » de « favoriser et encourager la fabrication des différentes » espèces d'étoffe qui se font en France, ainsi que celles » de linons et gazes des manufactures nationales et faciliter » l'établissement de celles de mousselines » ⁷⁸.

74. p. 294 et s.

75. M. Malotet a encore cité les deux causes suivantes, mais qui sont spéciales à Valenciennes :

a) l'élévation des droits perçus au profit de l'Hôtel de ville. (Cf. Mémoire de Cromelin 1789. A. N. F¹² 650 = « 12^s 6^d par pièce de batiste et 13^s 9^d par pièce de linon » — et observation de M. de Bacaton, 1768. A. N. F¹² 650).

b) la cherté des grains qui avait amené l'émigration des ouvriers et la ruine d'un certain nombre de mulquiniers ainsi que l'installation sur la frontière et aux environs de Senlis et de Compiègne de nouveaux fabricants qui avaient attiré le fil et les ouvriers de Valenciennes.

76. « Le mulquinier était obligé de s'en rapporter au courtier qui allait offrir » les toiles au marchand et le priait d'en fixer le prix. Tous deux, courtier » et marchand, s'efforçaient de réaliser un gros bénéfice. Le courtier, s'il » voyait le marchand tenir ferme, se retournait du côté du fabricant qui se » trouvait parfois dans la gêne. Profitant de cette situation, il lui avançait » quelque argent et par là se rendait maître de lui imposer un bas prix. Il » revendait ensuite la toile à un prix élevé au marchand, à moins que celui-ci » informé du bas prix auquel il l'avait payée, ne le fit rabattre de ses prétentions et ne s'entendit avec le fabricant lui-même ». (Malotet, p. 294).

77. Arrêts du 10 juillet 1785 (A. N. AD 1069). On y trouve la mention des arrêts des 15 mars 1746, 30 juillet 1748, 15 septembre et 28 octobre 1759 et 7 septembre 1764), du 8 septembre 1785 (A. N. AD 1070), du 19 janvier 1786 (A. N. AD 1072) et du 14 juillet 1786 (A. N. AD 1074).

78. Arrêt du 10 juillet 1785 (A. N. AD 1069).

Section IV. — Impôts

I. Taxes au profit de l' « hôtel de ville » de Cambrai.

En 1275, les évêques de Cambrai, percevaient 1 denier par pièce de toile fine, alors appelée molequin ; les « moulekiniers » qui tenaient « estal » les jours de marché payaient deux deniers : le premier le vendredi et le second le samedi. Cet impôt, « tonlieu », rapportait aux comtes-évêques 25 livres parisis par an ⁷⁹.

Pour la période qui s'étend ensuite jusqu'en 1557, nous ne possédons aucun renseignement. A cette date, il était appliqué un impôt de 3^s 4^d « à prendre sur chacune toile » lette de mulquinerie simple ou batice, venant du dehors et » vendue en ceste cité de Cambrai... et sur chacune toile » lette de mulquinerie tissue et vendue en ceste cité et la » demie à l'advenant » ⁸⁰.

Le taux de cet impôt était, en 1609, de 10^s « sur chacune » pièce de toilette de mulquiniers, clers et baptiste, faïctes » et tissues tant en ceste ville que amenées du dehors, aussy » de leurs couppons, prenans douze couppons pour une » toile baptiste et quatorze pour une clère, et les demies » à l'advenant, qui se mèneront et transporteront hors de » cette ville » ⁸¹. Son rapport était en 1610 de 15.399 l. 19^s 16^d, en 1616 de 16.163 l. 6^s 8^d ⁸², en 1634 de 10.016 l. 13^s 4^d ⁸³, en 1648 de 9.033 l. 6^s 8^d, ⁸⁴ et en 1664 de 7.750 l. ⁸⁵ Cette taxe fut portée, en 1746, à 12 sols.

Une imposition extraordinaire de 2 patars pour « cha-

79. Cf. Finot.

80. AC, cc 935.

81. *ibid.* cc 571.

82. *ibid.* cc 579.

83. *ibid.* cc 596.

84. *ibid.* cc 615.

85. *ibid.* cc 623.

» cune toilette » fut exigée, du 9 mars 1625 au 15 mars 1626, et rapporta 3790 l. 16^s 8^d ⁸⁶.

Par délibération des États du Cambrésis en date du 22 mars 1641, cette taxe fut maintenue et portée à 5 patars en 1650 ⁸⁷ : elle était exigible sur « chacune toilette de » meulquinerie, claire et batice, faicte et tissue en ceste » ville de Cambray, ainsy tous coupons, prenant douze » coupons pour une toille batice, et quatorze pour une » claire, et les demyes à l'advenant, quy se mèneront et » porteront hors d'icelle ville » ⁸⁸. Cette redevance se trouva « ramenée à 2 patars en 1672 » ⁸⁹.

La perception de cet impôt était mise en adjudication d'abord pour un an puis pour un « bail de trois ans » (1708). Cette « ferme » a été adjugée au prix de 1750 florins en 1648 ⁹⁰, de 7.300 livres en 1666, de 3500 florins en 1677, de 1030 florins en 1699, de 815 florins en 1716 ⁹¹.

II. — *Taxes perçues au profit des « Fermes générales du Roy ».*

Aux termes du tarif de 1664, les « toiles dites Baptistes » de Cambray » acquittaient, à leur entrée dans les provinces de la Ferme, un droit de quarante sols, par pièce de quinze aunes ou environ, « aulnage de Paris ».

Dans le dessein d'éviter le paiement de cette taxe onéreuse, les marchands cambrésiens tentèrent de faire passer leurs marchandises, en fraude, en territoire picard « où » il s'en fabrique de la même qualité », pour les écouler ensuite sur le marché. Cette pratique avait pour conséquence de faire diminuer les recettes escomptées de ce chef.

Ému de la situation, le fermier général Martinant rédui-

86. A. C. CC 817.

87. A. D. C 204.

88. A. C. CC 935.

89. *ibid.* BB 17, p. 351^{vo}.

90. *ibid.* CC 851.

91. *ibid.* CC 935.

sit à 20 sols le montant du droit qui frappait les « toilettes », mais cette mesure fut rapportée un peu plus tard par le nouveau fermier général, Templier, qui rétablit « ledit » droit sur le pied de quarante sols ».

En 1704, les recettes de cette taxe diminuant constamment, le conseil d'État prit, le 21 octobre de la même année, un arrêt portant abaissement de 40 à 20 sols du droit auquel étaient soumises les « toilles Baptistes de Cambray » ⁹².

Cette mesure devint bientôt inopérante : les « toilettes » continuant d'être introduites, en fraude, en territoire picard, Cordier « chargé de la régie des fermes générales de Sa Majesté » proposa, en 1722, pour y remédier et favoriser le commerce des toiles, de réduire le droit au pied de quinze sols. L'arrêt du Conseil d'État en date du 4 août 1722 fit droit à sa requête ⁹³.

Cette « modération » de la taxe n'eut pas le succès espéré : les marchands du cambrésis continuant, pour se soustraire aux exigences fiscales, de se livrer à la contrebande. Aussi, dès l'année suivante, un arrêt du conseil d'État abaissa-t-il le droit à 10 sols ⁹⁴.

Malgré cette diminution, « les fabriquans du Cambrésis » et du pays conquis, pour frauder ce droit, trouvent, de concert avec les habitans des lieux de Picardie limitrophes, le moyen, en entreposant ces toiles dans les villages

92. A. N. AD 636.

— Depuis l'arrêt du 15 juillet 1719 (A. N. AD 754) les toiles d'Artois et de la Flandre française « envoyées doresnavant dans l'estendue des cinq » grosses fermes pour y estre blanchies seulement » n'étaient assujetties qu'au « droit de contrôle et de marque » (4^e), à la condition, toutefois, d'« entrer » et de sortir par les bureaux d'Amiens, Péronne et St Quentin ou chaque Pièce sera pesée par le commis des fermes, et ensuite marquée aux deux bouts d'une marque dont l'empreinte sera déposée au greffe de la juridiction des traites, et qu'il sera pris auxdits Bureaux un acquit à caution sur la soumission des marchands propriétaires ou leurs commissionnaires, d'y représenter les mêmes Pièces au retour du blanchissage dans le délai de quatre mois, pour y estre fait vérification de la marque et du poids sans déplier ni auner lesdites Pièces, et estre ensuite les acquits à caution déchargés, à peine contre les marchands contrevenans et leurs cautions de payer le quadruple des droits d'entrée sur le pied qu'ils sont réglés par le tarif de 1664. Veut Sa Majesté qu'en cas de fraude, les toiles et équipages soient confisqués et les marchands et voituriers condamnés à trois cens livres d'amende ».

93. A. N. AD 772.

94. Arrêt du 30 août 1723. (A. N. AD 779).

» de l'ancienne France, de les faire entrer ensuite dans
» l'étendue des cinq grosses fermes, les fabricans de Picar-
» die les confondant avec les leurs, ce qui leur est d'autant
» plus facile qu'il n'y a nulle différence, ni marque de
» fabrique » ⁹⁵.

Pour mettre un terme à ces pratiques frauduleuses, d'ail-
leurs fort préjudiciables à « l'adjudicataire des fermes
générales réunies Desboyes », celui-ci demanda et obtint, en
1736 ⁹⁶, que les droits touchant les toiles batistes écruës,
à l'exception des « blanches », de provenance du « pays
conquis », fussent « modérées à raison de cinq sols la
pièce de quinze aunes ou environ, mesure de Paris, pen-
dant deux années seulement ».

Les marchands de toiles de Saint-Quentin sollicitèrent
d'être « déchargés » de ce droit, en faisant valoir que
« cette suppression sera avantageuse à la ferme parce
qu'il sortira beaucoup plus de toiles pour l'étranger et
qu'elle augmentera leur commerce ». En effet, ajoutè-
rent-ils, en 1735 — le droit était alors de 10 sols — « il n'a
été acquitté que 465 pièces de toiles batistes écruës des
fabriques du pays conquis », alors qu'en 1737 — le droit
étant ramené de 10 à 5 sols — il en a été « acquitté »
7.432 pièces ⁹⁷.

La réclamation de ces marchands ne fut pas retenue.
Toutefois, un arrêt du conseil d'État, en date du 27 mai
1738 ⁹⁸, prorogea pour une nouvelle période de deux an-
nées les dispositions prises en 1736. Mais des « précautions
convenables » furent prises « pour empêcher la fraude de
ce droit pratiquée de concert entre les mulquiniers de
Cambray et autres du pais conquis et ceux de quelques
villages de Picardie, voisins du Cambrésis, au moien
des certificats que les curés ou gens de loy de ces villages
de Picardie délivrent portant que les toiles que l'on
présente à l'entrée ont été fabriquées dans lesdits
villages » ⁹⁹.

⁹⁵. A. N. : AD 840.

⁹⁶. Arrêt du 24 avril 1736. (A.N. AD 840).

⁹⁷. A. N. : F¹² 85 p. 276.

⁹⁸. A. N. AD 848.

⁹⁹. A. N. F¹² 91 p. 128 et 129.

Il ne semble pas que ces mesures aient été d'une grande efficacité : quelques années après, les marchands de toiles de saint Quentin continuèrent de signaler les agissements frauduleux des « mulquiniers ou fabricans de Cambray » qui, pour éviter le paiement dudit droit, obtenaient « des » certificats des curés ou gens de loy des villages de Picardie limitrophes du Cambrésis, où il se fait des toiles de la même espèce, portant que leurs toiles y ont été fabriquées »¹⁰⁰.

« A la faveur desquels certificats, dont on fait commerce » dans lesdits villages et qui sont délivrés aux mulquiniers » pour une rétribution très modique, ils font entrer leurs » toiles comme si elles avoient été réellement fabriquées » dans lesdits villages »¹⁰¹.

Les fermes générales s'émurent de cette situation car cette fraude qui ne profitait qu'aux mulquiniers du « païs conquis », au détriment du commerce des « fabricans de l'ancienne France » n'était pas moins « préjudiciable à l'intérêt des fermes de Sa Majesté » et estimèrent que, comme toutes les réductions n'avaient pu la réprimer, il convenait de rétablir le droit sur le pied de quarante sols par pièce de quinze aunes, conformément au tarif de 1664.

Ne tenant aucun compte des suggestions des Fermiers généraux, le conseil d'État du Roy, par son arrêt du 3 mars 1744,¹⁰² maintint, jusqu'à nouvel ordre, la perception du droit d'entrée sur la base de cinq sols. Toutefois, cette « modération » n'était acquise qu'aux toiles batistes

100. Arrêt du 3 mars 1744. (A. N. AD* 872).

Cf. A. N. : F¹² 88 (23 nov. 1741) : « Les commissaires pour les affaires du » commerce assemblés » accordèrent aux fermiers généraux « l'évocation » au conseil de l'appel interpellé d'une sentence du juge des traittes de S^t Quentin ». Deux mulquiniers s'étaient présentés aux portes de S^t Quentin, porteurs de toiles batistes et d'un certificat du « syndic de la paroisse de Malin » court portant que les dites toiles y avaient été fabriquées ». Or, il a été reconnu qu'« il étoit entré à S^t Quentin depuis le 1 octobre 1740 2952 pièces de » toiles et 452 doublets et en particulier 316 pièces déclarées appartenir auxd. » Lenoir et Devaux, ce qui composoit une quantité de toiles beaucoup plus » considérables que celle qui pouvoit en avoir été fabriquée pendant un an » dans led. village ».

101. Arrêt du 3 mars 1744 (A. N. AD* 872).

102. A. N. AD* 872.

écruës « fabrique de Cambrai et du Païs conquis » qui étaient « revêtues du nom de louverier et du lieu de fabrique »¹⁰³. Quant à celles qui n'étaient pas marquées » comme prescrit », elles étaient saisies par les commis des bureaux des fermes qui en poursuivaient « la confiscation avec « vingt livres d'amende par chaque pièce »¹⁰⁴.

De plus, il était fait « deffenses de délivrer aucuns » certificats suposés pour atester la fabrique des dictes » toiles à peine contre les contrevenans d'être poursuivis » extraordinairement comme pour crime par devant M. » l'intendant de Picardie qui sera commis à cet effet »¹⁰⁵.

Aux termes de l'article IV des lettres patentes du 28 octobre 1759, l'exemption totale des « droits des traites à » leur transport et de circulation dans les différentes provinces » était accordée aux « toillettes » revêtues de « l'enseigne » et de la marque de visite prévues par l'arrêt du 16 mai 1737¹⁰⁶. Cette disposition fut rappelée et confirmée par l'arrêt du 18 août 1764¹⁰⁷ et par les lettres patentes du 5 mai 1779¹⁰⁸.

III. Taxes à l'exportation

Tel est le régime qui a été, aux différentes époques, appliqué à l'entrée des « cinq grosses fermes ». Disons maintenant quelques mots sur la politique qui fut pratiquée quant aux « toillettes » destinées à l'exportation.

Par mandement du 12 novembre 1713, Louis XIV confirma le privilège d'exemption des droits de sortie du tarif de 1671, dont jouissaient « jusqu'à présent » « les

103. A. N. F¹² 91 (13 février 1744).

104. Arrêt du 3 mars 1744. (A. N. AD* 872)

105. A. N. F¹² 91 (13 février 1744).

106. Cf. Malotet p. 302: « En vertu des lettres patentes de 1759 qui exemptaient des droits de traite les toiles des fabriques du royaume à leur circulation dans les provinces de l'intérieur, les magistrats de S^t Quentin et de Cambrai avaient rendu une ordonnance par laquelle ils avaient imposé à leur ville une marque contenant au milieu les armes de la ville et autour le nom de cette ville, grâce à laquelle leurs toiles avaient été admises sans difficultés à l'exemption accordée par les lettres patentes ».

107. A. N. : AD 962.

108. A. N. AD 1042

« marchands de toiles et le corps des fabricants en toile » communément dits mulquiniers des villes de Valenciennes et de Cambrai »¹⁰⁹. Mais, par la « recopilation du 10 » avril 1716 », l'intendant de Flandre, par ordre du roi, assujettissait les toiles blanches à une taxe de trois sols, qui était ramenée à deux sols pour les « pièces de grise ». Ce système subsista jusqu'au 1^{er} juin 1746. A cette date fut abrogée cette « recopilation » et fut remis en vigueur le tarif de 1671 « par lequel les toiles blanches étaient imposées à douze sols la pièce et six sols la pièce de grise ».

Ce nouveau régime provoqua des « représentations des » marchands et négociants des villes de l'ancienne domination » et fut remplacé le 5 novembre 1746 par un système beaucoup plus libéral, tout au moins pour les « toiles blanches », les « toilettes et batistes crûes et grises » restant assujetties au droit de six sols : en effet « les droits » sur les toiles batistes dites toilettes blanches de Valenciennes, saint Quentin, Cambrai et autres villes de la » Flandre de l'ancienne domination » étaient « perçus sur » le pied de trois sols la pièce de vingt un à vingt deux aunes et sur les coupons à proportion »¹¹⁰.

Ce régime paraît avoir été maintenu jusqu'à la Révolution.

109. Cf. Le Glay.

110. A. D. placards 8202.

CONCLUSION

La « manufacture des toilettes » qui, après avoir fait, au Moyen-âge, la prospérité de la ville de Cambrai, s'est ensuite répandue, au cours du XVIII^e siècle, dans les campagnes du Cambrésis, a survécu à la suppression de la corporation et survit encore dans la vallée de la Selle et celle de l'Erclin. A Cambrai, ne subsiste que la « buerie Brabant », actuellement dénommée « Teinturerie et Blanchisserie de Cambrai », l'une des plus grandes blanchisseries du Nord.

Et ce serait encore écrire une très belle page qu'évoquer la vie toute de labeur et des mulquiniers de profession et de ces ouvriers qui, possédant un lopin de terre, le cultivent et le moissonnent pendant la belle saison et qui, l'hiver venu, s'enferment dans la cave humide et y peignent jusqu'au retour du soleil, en poussant la navette et tirant le battant, pour tisser cette « toilette » dont la renommée est universelle et qui est concurrencée sur le marché par des tissus qui « sous le nom de « batistes » et de « linons » comprennent « une notable partie d'autres matières » que du lin, ou même qui sont composés uniquement » en fils de coton »¹.

« Ce procédé blâmable porte au fil de lin une concurrence déloyale non seulement par ce fait qu'il en restreint » la vente, mais en portant atteinte à la réputation de » solidité qu'il s'est justement acquise, les articles vendus » n'ayant pas à beaucoup près la résistance de véritables » tissus de lin »².

1. Chambre de commerce de Valenciennes (séance du 24 janvier 1930).

2. Chambre de commerce de Cambrai (Bulletin de Mars 1930).

C'est pour contrebattre cette « concurrence déloyale » que M. Delmotte, le sympathique député de Cambrai, a, de concert avec ses collègues de la région, pris l'initiative de déposer, le 7 février 1930, sur le bureau de la Chambre des députés, une proposition de loi³ au sujet de la propriété des dénominations de « batistes » et de « linons ».

L'article unique de cette proposition est ainsi conçu : « Les dénominations « batiste » et « linon » sont réservées » à des tissus dans lesquels la matière première est exclusivement composée de lin ».

« Ces dominations pourront être appliquées aux tissus » tramés lin ou dans la contexture desquels il entrerait » au moins 50 0/0 de lin, à la condition que les mots » « batiste » et « linon » soient suivis des termes « mixte » » ou « fantaisie ».

« Sont exclus formellement de la domination de « batis- » te » et « linon » « mixte » ou « fantaisie » tous les tissus » dont la contexture ne contiendrait pas au moins la » moitié de fil de lin »⁴.

Puisse le Parlement faire siennes et rendre légales ces sages dispositions, destinées à sauvegarder la réputation mondiale de l'un de nos produits locaux, et même nationaux, les plus réputés.

3. N° 2865.

4. Chambre de commerce de Cambrai (Bulletin de mars 1930).

Pièces justificatives¹

1. A notre connaissance, elles n'ont pas encore été publiées.

ORDONNANCES

faites sur le mulquinerie omple

Pour ce que sur le fait et marchandise de le meulquinerie omple, pluseurs complaints sont venues pardevers nous Prevost et Eschevins de la partie des marchans de la Nation dengleterre tant en longheur, largheur, engmenu-rés comme aultrement et adfin de ladicte marchandise en loyaulté et bonne polisse de ce jour en avant conduire et eschiever les fraudes qui commettre se peuvent nous prevost et eschevins dessusdits ordonnons que de ce jour en avant soient faites en le manière qui senssieult.

Et première que les kaines desdictes toilles soient faites et ourdies en quelque compte quelles soient bas ou hault de tel longheur que de XXIIIj aunes en lourdoir et néanmoins et de largheur contiengnent VI quartiers éné ou roé et de ledicte largheur et longheur soient bien et loyaument tissues et assorties sur XX sols, entendu que pour IV ou VI roé moins ladicte amende ne soit point engevrée si il ny a fraude ou mal engien.

Item ne soit marchans qui fache vilainement enguiener toilles de milleur estoiffes sur les bores que au milieu ne soit aussi qui en fraude fache ses kaines déliés aux orières et vilainement grosses au millieu mais soient onnyes et loyaument sorties sur cent sols cambrisis.

Item que tous ouvriers fachent loyaument leur œuvre et commencent à tilser leurs toilles emprez les neux du

premier bout et lesdictes œuvres contiennent loyaument jusques en fin en laissant seulement demi aunes de pienes sans plus en rekopper sur X^{s.c.}

Item ne soit ouvriers ou ouvrière dudit mestier tissans et aultrement qui puist kopper leur toille aprez icelle faite jusques ad se que son maistre ou maistresse soit ad se évoqué pour y aller ou envoyer le veir kopper se bon luy samble, adfin quil ne fache plus longhe pienne que de demi aune et quil ne soit ouvrier ou ouvrière primo quil ara encommenchié une toille qui le puist laisser jusques a icelle parfaire mais continue en ladicte œuvre parfaire bien et loyaument sur lamende pour chacun de ces defaultes de XL^{s.}

Item que tous ouvriers et marchans qui œuvrent et font ouvrer pour eulx fachtent chacun ensaigne différentes les ungs aux autres et les rapportent par devers lex mai-eurs pour les avoir en livre ou registre devers eulx et lesdictes ensaignes fachtent ou fachtent faire sur chacun bout de leurs toilles adfin davoir congnoissance de qui elles viennent et listrellent lesdictes toilles à deux boux de tel fil que bon leur semblera sur V^{s.}

Item et si deffendons extroitement quil ne soit nulz desdis ouvriers et marchans qui contrefache lensaigne daultui sur paine destre privé de son mestier an et jour.

Item soient aussi auxdites toiles mises et assises les ensaignes des marchans grossiers à qui elles seront si bien et si deurement que recongnaistre on les puist sur V^{s.}

Item ne soit marchans ne aultre personne quelconque qui savanche de mettre a buer nulles quelconques toilles dedans ne dehors jusques a tant quelles aront esté eswardées et signées du nouvel signe de le ville. Et ne soit aussi bueux qui aultrement les rechoive sur XX^{s.} a celuy qui les y metteroit et autant a celuy qui les recepveroit.

Item et saucuns marchans de cestre cité acatoit blancq ouvrage venans de dehors si le fache se non obstant pareillement signer avant que ledit ouvrage il mette en appareil sur XX^{s.}

Item ne soit marchans ne ouvriers de ceste cité qui sa-

vanche de faire buer toilles au dehors de le cité et banlieue pour les soupechons sur X^l. et au surplus se fraulde y avoit estre de ledicte fraulde griefment punis au dit et ordonnance de son juge.

Item qui volra faire touffes se les fache de trois quartiers et demi de let du moins longhes et onnyes comme les toilles et avant que mises soient a buer les fache visiter et signer du signe de le ville sur XX^s.

Item ordonnons que les toilles que on trouvera vilainement enguenees ou frauduleuses soient justicyées de kopper sur les enguienures et dabatre les oreilles des toiles frauduleuses cest assavoir les boux ou lensaignes de le ville se deveroit assir. Et en tel estat et sans porter lensaigne de le ville les marchans en fachent leux profit pour telles quelles seront sans les pouvoir porter aux festes dampwers, de berghes, de bruges ne de Medelbouch pour les fraudes et conséquences ne édictes villes aussi hors feste. Et s'il estoit trouvé que portées fussent auxdictes festes ne villes il en seroient punis et corrigez au dit de prevost et eschevins et sy seroient de XL^s.

Item et pour ce que pluseurs demandes se font de toilles daultres largheurs pour pluseurs nations et pays que rieuler convient selon leurs usaiges il nest point a entendre que en le cité on en puist bien faire toilles de plusieurs largheurs mais quelles soient de longueur bonnes et loyaument sorties et ouvrés pourveu que pareillement elles soient monstrées ausdis commis et deputez et signées du demi aigle et en tout aultres poins faites bien et loyaument selon les ordonnances dessus dictes car se deffaulte y avoit on en leveroit les amendes pareillement que sur les plaines toilles qui se mettent ausdis par loy dengleterre.

Item que tout apparilleurs pour aultrui aient aussi propre ensaigne que il baillent aux maieurs pour registrer et les mechent et assient bien et souffisamment à toutes les toilles que il apparilleront pour leur œuvre conduire bonne et recongnoistre et adfin que se il y avoit deffaulte en leur dit appareil on enbuage aussi se buées les avoient de rendre le dommaige au marchant et sy seroient de XX^s.

Item ne soit maieur qui savanche dores en avant de

prendre argent aux bonnes gens de dehors pour eulx donner congié de leurs toilles vendre ne porter par le ville mais se atengent a ceulx qui aront le regard de les signer en temps et en lieu sur a estre puny au dit de nous prevost et eschevins dessusdicts et paier avec ce lamende de cent sols.

Item ne soit marchant de ceste cité qui porte aux festes dampwers, de bruges, de berghes ne de Meldelbouch ne en icelles villes hors feste nules toilles quelconques qui ne soient signées du signe de le ville ne qui esdictes villes vende toilles non signées du dit signe de le ville ni mette aussi a vente sur X livres et oultre estre puni de le fraulde se fraulde y avoit au dit de nous prevost et eschevins.

Item ne soit aucuns que de ce jour en avant se avanche de estre porteur de ladicte marchandise pour les faveurs corruptions et aultres raisons qui y pevent estre mais ceulx a qui elles appartiennent les portent ou fachent porter ou les envoient par qui que bon leur samble sur X livres.

Item que toutes toilles escrues du nombre en dix et en dessoubz soient en le longheur de XXI aunes et demie venans ins de lestille et celles qui seroient du nombre en XI et en deseurs de XXIj aunes de long ins de lestille et qui se deffaulte y avoit lesdictes toilles soient koppees a demi toille et le kemain koppe en deux parts adfin que ce kemain ne soit en apprez vendu pour demi toille et en fache le marchant son proffit en aultre usaige au mieulx quil porra.

Item que toutes personnes vendans toilles escrues ploient leurs toilles a XVI ploix affin que les eswardeurs et marchans aient mains de paine a veir le juste longheur.

Item que les mayeurs voient visiter les ourdoirs des marchans V ou VI fois lan ou plus se mestiers est pour scavoir se lesdicts ourdoirs tiennent leur longheur et que par eulx iceulx ourdoirs soient mis a lusaige anchien. Et pareillement voient veir les bueurs pour scavoir les deffaultes et se toutes leurs toilles seront signées selon cette présente ordonnance.

Item deffendons que aucunes toilles blancques appartenans a forains et aultres que a manans de ceste cité ne soient ne doivent estre signées du signe de le ville ne quil soit marchand ou aultre citoien et manant de ceste dicte cité qui savanche de faire signer dudit signe quelconques toilles blancques qui ne soient siennes et luy appartiennent ou a aultre citoien de ceste dicte cité et qui appartiennent a forain. Et aussi quil ne soit aucuns desdicts marchans et citoiens qui se avanche de aucunes de ses toilles depuis quelles aront esté signées de son signe et en son nom du signe de le ville faire vendre par forain ne par aultre que par luy ou par marchand et manant de ceste dicte cité aux festes dampwers, de bruges, de berghes et de Meldeboursch ne en icelles au dehors desdictes festes, et ce sur amende de X livres cambrisis a chacun et pour chacune fois quil en seroit repris. Et au surplus estrè pugny selon le cas jusques au dit de nous prevost et eschevins.

Item deffendons que nulz ne nulle ne tisse ne perche ne noeche ne fache ouvraige qui sur estille appartiennent a faire a le lumière fors du jour sur X sols cambrisis touttefois etc.

Pour ce quil est venu a la congnoissance de nous prevost et eschevins que les meulquiniers de ceste cité ont usé et ourdy de ourdoirs de pluseurs longheurs a linterest de ceulx et celles qui fillez leur vendoient et en lamenrissement de le marchandise avons ordonné et ordonnons que lesdicts ourdoirs contiennent en longueur XXIIIj aunes trois quartiers et ung demi pauch et non plus et que les quenilles desdis ourdoirs soient de telle grosseur et muyson que il a esté admis et ordonné scelons le gauge et mesure de lamel sur ce fait bien kolées et droites assises a lescoire. Et sy ne soit nulz ne nulle qui de ce jour en avant ourdisse fille a ourdoir aultre que de telle longueur et facion que dit est et qui premiers nayt esté par nous veu visité mesuré et flastry sur les jointures et quenilles sur les ourdoirs non flastris a ardoir et estre privé du mestier et marchandise an et jour et C sols damende. Et au surplus estre pugnys jusque au dit de nous prevost et eschevins selon lexigence du cas. Et se aucunes des quenilles desd. ourdoirs se rompeit lesdis meulquiniers ne pevent ou por-

ront desdis ourdoirs usé que aultres quenilles de pareille muyson ny soient remises et flastries de lensaigne avant dicte sur pareille paine sy dessus. Et ad ces fins commandons que tous ceulx qui ont fait faire ourdoirs de la mesure avant dicte les apportesché ou fachtent apporter prestement en la halle aux Cauches pour les thillier, visiter, mesurer et flastrir sans les plus tenir en leurs maisons sur paine destre pugniz pour rebelles et desobeissans a loy. Fait et passé en plaine chambre le XXVI^e jour du mois d'octobre 1461.

Sur les complaints faites par les marchans omplés par maniere de provision et pour entretenir commutation de marchandise a este depuis accordé ausdis Engles et de nouvel ordonné que toutes toilles en quelque compte quelles soient bas ou hault contenront en longheur XXIIIj. aunes a laune dampvers lesquelles XXIIIj. aunes a icelle aune dampwers contiennent a XXIIj. aunes mains demi quartier ou environ a laune de Cambray. Et de largheur contenront a lad'cte aune dampwers XI quartiers sauf que pour ung quartier mains sur le longheur les toilles ne se doivent refuser pourtant quelles portent leur largheur et que point ne soient frauduleuses.

(Archives communales de Cambrai. — AA. 101, folio 277 et suiv.)

Reiglemens, polices et ordonnances indictes
establies et observees en ceste ville, cité et duce de Cambray,
au faict du stil de la meulquinerie
et de tout ce qu'en peult despendre ainssy et comme senssuit

Ourdoirs.

Et premier tous les ourdoirs dont on se sert en ceste ville et parmy les villaiges de ce pays de cambresy doivent avant tout estre visitez et gaugez par l'huyssiez a ce commis pour recognoistre s'ils sont de structure et facon ordinaire et sy en longueur ils se rapportent a la chaisne de gauge quil a en garde contenant vingt cinq aulnes et demye puis estans lesdicts ourdoirs trouvez de ladicte longueur estre jointement flastrez aulx jointures d'iceulx par le susdict huissier de la flatter quil a aussy en garde.

Et ce pour eviter aulx prejudices et desordres que le changement et alteration d'icelle longueur et facon qu'aucuns particuliers de la ville d'Arras se sont ingérés nacquerre de vouloir faire et introduire causeroit indubitablement à la susdicte manufacture et aulx povres filloires et meulquiniens, à celles là en ce que lesdicts ourdoirs estans de longueur excedente celle cy dessus les filetz quy sy ourdiroient seroient plus loings et par consequent plus poisans et de moindre valeur, à ceulx cy entant que nayans cognoissance comme se debvroient ourdir leurs

filetz a ces nouveaulx ourdoirs ledit stil deviendroit inutile et infructueux ou bien se trouveroient réduits a l'apprentissage de oes nouveaulx autheurs.

Rotz et rosiers.

Que les rosiers ne fatcent aucuns rotz que de la largeur de cinq quartiers un poulce moins entre deux wardes et aussy deliez au milieu et quartier et qu'aulx orières et qu'avant les exposer en cartes ou delivrer à ceulx quy les auroient faict faire ils ayent a jour et hœure que leur est désignée les porter aulx quatre commis mayeurs du stil de la meulquinerie pour soubs salaire quy est icy de douze deniers et pour chacun rot es jours ordinaires et d'un patar es extraordinaires estre visitez et mercquez par deux dentre lesdicts mayeurs au moins estans trouvez de telle bonté de largeur que dessus ou aultrement estre rapportez par lesdicts commis entre les mains du magistrat et illecq coupez et bruslez et les rosiers les ayans faicts pugniz arbitrairement.

Que chasque rosier ayt une mercque particulière pour mercquer leurs rotz et au bout d'iceulx le nombre des carés et portés quils contiennent.

Qu'iceulx mayeurs fatcent une exacte visite par tous les celiers de chasque meulquinerie au moins quatre fois en l'an pour y veoir et recognoistre sy tous les rotz quils y trouveront sont mercquez comme dict est et sy par-dessus ce ils ont en largeur ordonnée et ou sils trouveroient quelques uns non mercquez ou peu larges, seront iceulx levés et apportez par lesdicts mayeurs au magistrat pour en dire et prendre la punition convenable.

Longueur des toiles batisses et claires.

Que les toilles marchandes aultrement dictes claires ayent toutes la longueur vingt deux aulnes et un quartier et celles batisses vingt et une aulnes et un quartier et qu'en largeur elles se rapportent à celle desdicts rotz.

Meulquinerie.

Nuls meulquiniens s'avanceront d'exposer en vente aucunes toilles et les marchands de les acheter que premièrement elles ne soient mercqués par lesdicts mercqueurs a ce commis aulx deux boults soulz le salaire accoustumé d'un liart pour chasque toille affin que les exposans en vente les merques en soient veues et tenues pour justifiées sur pareille peine arbitraire.

Et pour la conservation des gauges desdictes toilles et merques desdicts rotz se faire un coffre propre duquel chacun d'iceulx quatre mayeurs aura une clef quy servira aulx deux serures apposées audict coffre lequel sera donné en garde à l'un deulx.

Bueurie.

Que les bueurs desdictes toilles ne s'ingèrent d'en recepvoir aucunes pour les buer que préalablement elles n'ayent esté mercquées de ladicte merque, ny plus longues ou plus courtes que celles cy dessus mentionnées et moins encore avecq leurs coppons sur la présente peine et que d'ainssy le faire et se reigler ils prestent avant leur admission le serment en tel cas requis.

Ployeurs.

Sy est bien estroictement deffendu et prohibé aulx ployeurs et appoincteurs de toilles de recepvoir mettre a point et ployer aucunes desdictes toilles ne soit quelles ayent ladicte longueur et largeur avant dictes et soyent este par lesdicts commis justifiées sur peine que dessus.

Coultiers.

Nuls coultiers et vendeurs de toilles seront admis et authorisez de ce faire qu'avant tout ils ayent aussi promis et juré d'estre fidèle a l'acheteur et au vendeur et de

garder respectivement leur droict en outre furny caution de mil florins pour ce que il leur sera mis en mains par les meulquiniers et pour les abus et malversations quils pourroient commectre en ce regard.

Qu'avant porter par eulx ausdicts commis lesdictes toilles pour les mercquer comme ils sont tenus de faire ils les debvront ployer sur seize ployes esgaux sans eschalons pour ayans leurs longueurs et largeurs avant dictes estre justifiées et mercquées puis portées vendre au tour aulxdicts marchands, après touttefois quils les auront replié en carreau sans cacher aulcun ploye ni la mercque y apposée sur peine de correction exemplaire et privation de leurs offices.

Mayeurs de la meulquinerie.

Que lesdicts mayeurs commis à la mercque et justification avantdictes seront tenus eulx trouver et tenir prest a jour et hœures designées en ceste maison commode dans le tour desdicts marchands ou aultre propre pour y mercquer les toilles trouvées avoir leurs longueurs et largeurs et couper en trois pièces celles quy seront trop courtes et celles peu larges le loing de la lisière.

Ainsy rafrechy et arrêté par messieurs eschevins et magistrat estant en siège, nombre et figure de jugement le troisieme jour du mois de febvrier an mil six cent vingt cinq. Tesmoing (signé) Canonne.

(Archives communales de Cambrai. — AA. 101. p. 341 et 342).

III

RÈGLEMENTS

concernans la manufacture

donnés par le Magistrat de Cambray

Avons a mure délibération commis et commettons par ces présentes le corps de métier audit stil de maitre mulquinier ordonnants et commendants a toute personne indifféremment de se tenir pour telle et en iceluy corps de maitre mulquinier pratiquer les points et articles suivants

1er

Scavoir, que pour le maintiennement dud^t corps de métier seront par nous établis quatre mayeurs et un de la part de Monsieur l'official de cette ville afin de faire pratiquer aud^t corps de métier les bonnes polices qui y sont établies et de prendre égard aux désordres qui se pourront commettre entre les quels sera un facteur ou courtier et quatre mulquiniers les quels aussy auront égard acequ'il touche à un chacun, aussy bien aux maîtres mulquiniers qu'aux serviteurs et fileuses et seront iceux mayeurs établis pour un terme de trois ans et prêteront le serment de fidèlement s'acquitter en toute diligence.

2

Les quels mayeurs prendront soin et diligence de faire ponctuellement pratiquer le placart de S. M. prohibant

les transports hors des pays et par de ça des laines crues et non filées et autres semblables marchandises portant datte du quatriesme juin de l'an 1644 publié en cette ville le 22 juin 1645 et réitéré le 22 janvier dernier passé.

3

Et spécialement le premier article d'iceluy d'en transporter hors des pays de l'obeissance de S. M. soit par grande ou petite quantité en autres pays ou ville n'estant de son obeissance aucun fil de lin sans estre tissus et mis en œuvre en espèce desd. marchandises, a peine de fourfaire les d. fils et pardessus ce, encouru l'amende de cent livres au prix de quarante livres de gros monnoye de flandre la livre.

4

Ordonnons conformément à l'article quatrième du placart a tous ceux qui voudront acheter tels fils en cette ville pour les transporter en d'autres lieux de l'obeissance de S. M. devant pacquetter leurs marchandises qui se devra faire en présence des d. mayeurs, nous les venir dénoncer et les lieux où ils les veulent mesner avec charge dans devans quinze jours apporter certification pertinente du lieu où ils auront dits vouloir mesner leurs marchandises d'avoir ce fait et les y vendues a gens exerceants led. stil, a peine d'encourir chaque fois pareille amende que dessus.

5

Mesme a la suite du 2 article dud. placart pour obvier aux susd. fraudes, est deffendu a toutes personnes dene-pacquetter iceux fils pour les transporter d'un lieu à l'autre hors dedans des tonneaux coffres ou sacqs a part ou destinés sur les quels seront écrits en grosses lettres fils de lin sans les pouvoir mesler avec d'autres marchandises, n'ayant telle inscription et ce sous peine et amende que dessus et de fourfaire les autres marchandises qui seroient pacquettées avec lesd. fils.

6

Estant aussy deffendu conformément à l'article neuvième du mesme placart, d'acheter ou marchander en quelque manlère que ce soit, aucuns filets es tavernes cabarets, villages n'y autres lieux publics, mais seulement es maisons des maîtres mulquiniers sous peine que dessus.

7

Icelles amendes applicables, un tiers au profit de S. M. un autre au profit du dénonciateur et le troisième a l'officier qui en fera l'exécution.

8

Deffendons aussy comme autrefois atous habitans de cette ville n'estant pas vrayment maîtres mulquiniers d'acheter ou faire acheter par autrui aucuns des d. fils de mulquinerie pour les revendre en après où les envoyer hors delad. ville, sur peine contre les contrevenants d'acquisition desd. fils et d'encourir l'amende de trois livres tournois pour chaque quart dud. fil.

8

Estant déclaré pour ne donner aucun sujet de plainte aux serviteurs ou ouvriers desd. maîtres mulquiniers que tous serviteurs qui sont présentement travaillants, seront tenus pour maîtres dud. stil de mulquinerie aussy bien que tous les mulquiniers de la résidence de cette ville pourvu qu'ils fachtent apparôître de leur suffisance de chef d'œuvre pardevant lesd. mayeurs et qu'ils se fachtent enroler maîtres après avoir au préalable travailler deux ans entiers dans lad. ville en payant les droits ordinaires et leurs fils seront tenus comme fils de maître pour le terme de trois mois du jour de la publication.

10

Tous apprentis nouveaux qui ne seront fils de maître et et qui voudront estre maîtres estant suffisans feront un

chef d'œuvre chez un desd. mayeurs conformément a l'ordonnance rendue en pleine chambre le 9 d'oust 1718. Et payeront quarante patars au profit de la confrérie et une livre de cire pour être consommée au St Service divin. Et pour les visites du chef d'œuvre et autres vacations des mayeurs leurs sera payé douze livres tournois et les fils des maîtres mulquiniers ne payeront que la moitié des susd. droits. Et tous ouvriers forains venants travailler en cette ville ne pourront prétendre à la maîtrise sans au préalable avoir travaillé deux ans dans lad. ville et estre passé bourgeois avec un témoignage authentique de leur lieu natal Et de leurs vies et mœurs, ensuite leurs sera accordé leur pièce chez un lesd. mayeurs qui devra répondre de leur suffisance et payeront les mêmes droits que dessus.

11

Les maîtres de ceux qui voudront apprendre led. métier après le présent établissement, seront obligés de payer quarante sols le un quart de livre de cire pour chacun de leurs apprentis aussy les fils de maître qu'autres, au profit de lad. chapelle.

12

Les maîtres ayant apprentis chez eux demeureront chargés d'en donner avertance aux mayeurs pendant le deuxième mois de leur apprentissage, sur peine au défail-lant d'encourir l'amende de sept livres a chaque fois, au profit de lad. chapelle.

13

Estant ordonné atous les apprentis de continuellement ouvrer chez un même maître dud. stil le terme de deux ans entiers et s'ils viennent a changer de maître, ils seront tenus de recommencer autres deux années d'apprentissage et donner contentement au premier maître.

14

Et pour led. apprenti estre reçu a maître sera tenu iceluy de faire son chef d'œuvre une toile claire en quinze

et une de batiste en dix sept en tel hernat qui sera dudit compte que bon luy semblera avec obligation d'assortir luy-même au préalable les fils a ce convenables, remettre de luy-même, tourner seur et les monter sur l'etile la faisant et l'achevant entièrement de samain, letout chez un desdits mayeurs comme est dit en l'article dix.

15

Lequel chef d'œuvre accompli, il sera tenu de faire visiter par les mayeurs dud. corps de métier et estant trouvé suffisant, sera led. apprenti reçu a maître.

16

Sans que paravant led. chef d'œuvre accompli le reçu comme dit est soit en la puissance dud. apprenti ou ouvrier de tenir aucun ouvroir, acheter n'y faire acheter aucuns fils par qui que ce soit ny avoir aucune ballance ny ourdoir, surpeine de dix livres tournois d'amende sauf que pour faire ledit assortiment de leur chef d'œuvre Et dressement d'Etil ils pourront emprunter les balances et ourdoirs de quelque maître, mesmement les retordeurs des fils ne leurs sera permis d'ourdir chez eux où en autres endroits aucuns fils comme il s'est pratiqué de tous tems n'y mesme avoir pots a ourdir chez eux conformément aux placarts de messieurs du magistrat faits en pleine chambre le 16 janvier 1711 qui ont esté appliqués aux carfours de la ville.

17

Les mayeurs auront la libre faculté d'arrêter tous les fils qui se transporteront hors de lad. ville le pays de cambrésis, et pourront faire conclure aux peines et amendes portées par le susd. placart de S. M.

18

Sauf qu'il sera en la puissance des paysans de venir acheter fils aud. Cambray pour travailler de leur stil de mulquinerie au lieu de leur résidence en payant pour ce un

pasport comptant de l'un de nos greffiers et celui qui l'aura pris sera aussy tenu de faire voir son billet avec son pasport à l'un desd. mayeurs, afin qu'il ait appaïsement que le fil est de même quantilé que sera porté aud. pasport lequel sera aussy suivant ce, signé dud. mayeur qui aura fait lad. visite.

19

Estant prohibé a tous mulquiniers de la résidence de cette ville et a tous autres d'aller sur les villages acheter des fils n'y planter ourdoir es d. villages pour les recueillir sous douze livres d'amende au profit de la chapelle pour chaque fois.

20

Les mayeurs devront faire la visitte deux fois l'an des ourdoirs, hernats, poids et balances, de chaque maître et auront lesd. mayeurs pour chacune visite douze livres tournois.

21

Lesd. ourdoirs devront contenir vingt six aunes et demie de longueur sur peine que les plus longs où plus courts seront rompus et lesd. delinquans tomberont pour la première fois en l'amende de dix livres Et pour la seconde en une amende arbitraire.

22

Les balances et les poids devront estre toujours de seize onces la livre poid de mare, marquées de la marque de cette ville et ceux qui ne seront point trouvés justes estant confrontés a ceux desd. mayeurs sera acquis et outre ca, le maître encourera l'amende de vingtlivres tournois.

23

Il est ordonné que pour subvenir aux frais du St Service divin de lad. chapelle, se payera par les maîtres mulquiniers deux pattars par chaque etil ouvrant par chacun an.

24

Seront lesd. maîtres mulquiniers tenus de se trouver aux assemblées et processions a la semonce desd. mayeurs sur peine d'une amende de dix sols tournois, si ce n'est en cas de maladie, absence ou autre empêchement légitime et dequoy seront tenus d'en donner avertance auxd. mayeurs.

25

Les mayeurs en charge seront obligés après le terme de trois ans de rendre leurs comptes par devant les mayeurs entrans et precedans et aucun maître dud. corps de mulquinier et en cas qu'il y ait quelque différent, il sera décidé par-devant leur juge.

26

Lesquels mayeurs auront entre leurs mains la marque durotin comme il s'est pratiqué de toute encienneté afin que la largeur des toiles ne soit et n'en altère.

27

Et ne pourront les roziers livrer rots aquique ce soit n'y le maître dud. stil recevoir sans icelle marque, sur peine au rozier contrevenant de dix livres tournois d'amende et de cinq livres au maître dud. stil au profit de la Chapelle.

28

Sera pareillement entretenue la longueur des toiles qui est de vingt deux aunes les claires et vingt et une aune pour les batistes et ce conformément au règlement et mesure pour ce données au ployeur marqueur et égards sermentés desd. toiles qui se devra ponctuellement maintenir sur peine au délinquant d'encourir une amende arbitraire.

29

Toutes personnes seront libres d'acheter toilettes, coupons et autres ouvrages semblables sans payer aucuns droits.

30

Ne pourront toutes fois lesd. maîtres mulquiniers faire travailler hors de leurs demeure dud. stil de mulquinerie ne soit que celui travaillant au profit de maître.

31

Ordonnant que tous valets desd. maîtres mulquiniers ne pourront quitter leurs maîtres sans leurs avoir donné contentement de ce qu'ils leurs pourront avoir avancés sur leurs ouvrages et sans avoir achevés leur-toile commencée ne fut quelle ne seroit trouvée insuffisante au dire desd. mayeurs qui en devront faire la visite et pour chacune vacations desd. mayeurs auxd. sujets auront douze pattars que leurs devra bailler celui qui succombera, deffendons à la suite de ce à chacun desdits maîtres mulquiniers de n'admettre à son service aucun desd. valets ne soit qu'iceluy valet ait fait le content de son premier maître sur l'amende de trois livres tournois applicable à lad. chapelle.

32

Finallement est ordonné aux d. mayeurs de veiller et prendre soin que la valleur des fils soit ponctuellement entretenue.

33

Déclarant que présentement nous établissons à la suite du premier article du présent règlement es corps de métier dud. stil de mulquinerie quatre mayeurs d'iceluy stil avec un autre établi de la part de M. l'official lesquels exerceront lad. qualité pour le terme de trois ans continuels sous l'institution du St Suaire de N.S. qu'ils ont choisis pour en solemniser la feste.

34

Que tous maîtres mulquiniers dud. corps seront obligés à tout le moins de faire travailler de deux estils chez

eux et les veuves pendant leurs veuvages seront dans la même obligation a peine de dix livres d'amende pour chaque contravention.

Que le procès tout considéré, Messieurs, mettent les parties hors de cours sans dépens et pour que désormais il n'y ait plus de difficulté sur les articles contentieuses du règlement dont ils s'agit, Messieurs, déclarent pour police que les filles de maître mulquinier estant à marier qui n'ont point d'autres négoces le profession que celle-là seront en pouvoir de recueillir du fil et le vendre pourveu payer les mesmes droits que payent les fils de maître et sera la présente déclaration transcrite au pied dudit règlement.

(Archives Nationales. F¹² 660) (Sans date, voir p. 45, note 1).

Vu le 16 Janvier 1932,
Le Président de la thèse :
OLIVIER-MARTIN.

Vu :
Le Doyen :
H. BARTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris :
CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Armoiries	3
Bibliographie.	5
Table des abréviations.	8
Introduction.	9
Sources	17
Plan	21

CHAPITRE I

Origines et histoire du métier	23
Section I. Origines du pouvoir du Magistrat	23
Section II. Origines de la corporation des mulquiniens	28
Section III. La tutelle administrative	29
I. Avant le XVI ^e siècle	29
II. Aux XVI ^e et XVII ^e siècle	32
III. Après le traité de Nimègue (1678)	34

CHAPITRE II

Organisation de la corporation	37
Section I. L'apprenti	38
Section II. Le compagnon	42
Section III. Le maître	45
Section IV. Le mayer	49
I. Nomination et Nombre	49
II. Nature des fonctions	51
Section V. Les sanctions	55
I. Amende	55
II. Privation du métier	56
III. Confiscation.	57
IV. Punition arbitraire	57
Section VI. La confrérie	58

CHAPITRE III

Fonctionnement de la corporation	
L'industrie des « toilettes »	61
Section I. Le fil de mulquinerie	62

	PAGES
Section II. La toilette	69
Section III. L'ensaigne	77
I. Avant le traité de Nimègue (1678)	77
II. Arrêt du conseil d'état du 16 mai 1737	
Son économie	78
III. Application de l'arrêt de 1737 à Cambrai	
L'arrêt du 3 mars 1749	80
IV. En 1780.	83
Section IV. La « mercque »	84
I. Avant 1678	85
II. Arrêt du 12 septembre 1729	86
III. Nomination, à Cambrai, d'un sous-inspec-	
teur des manufactures	87
IV. Arrêt du 4 juillet 1752	89
V. Dispositions postérieures à l'arrêt de 1752	92
Section V. Le blanchiment	96
I. Les « bueries »	96
II. Obligation de ne blanchir que des toiles	
« mercquées »	99
III. Marque des blanchisseurs	100
IV. Période de blanchiment	102
Section VI. L'apprêt des « toilettes »	106
Section VII. Le pliage des « toilettes »	107

CHAPITRE IV

Fonctionnement de la corporation (suite)

Le commerce des « toilettes »	109
Section I. Les courtiers de « toilettes »	111
I. Nomination	112
II. Caution.	112
III. Obligations	114
Section II. Le commerce local	116
Section III. Le commerce extérieur	118
I. Avant 1678	118
II. Après 1678	120
Section IV. Impôts	128
I. Taxes au profit de l'« Hôtel de Ville » de	
Cambrai	128
II. Taxes au profit des « Termes générales du	
Roy »	129
III. Taxes à l'exportation.	133
Conclusion	135
Pièces justificatives	137
Table des matières	159

